

futuribles 2000

OCTOBRE

- *Que veut la jeunesse ?*
- *L'école : des enseignements ratés*
- *La spécialisation industrielle*

ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE

futuribles

Revue mensuelle de l'Association Internationale Futuribles

55, rue de Varenne, 75007 Paris, France — Tél. 222-63-10

COMITÉ D'ORIENTATION

Ismail S. ABDALLA, Michel ALBERT, Serge ANTOINE, Göran BACKSTRAND, Bernard CAZES, Michel CROZIER, Jacques DURAND, François ECK, Emilio FONTELA, Claude GUILLEMIN, Paul-Marc HENRY, Bertrand de JOUVENEL, Edmond LISLE, Daniel MALKIN, Eléonora MASINI, Henri MENDRAS, Pierre MASSÉ, Aurelio PECCEI, Pierre PIGANIOL, Jean SAINT-GEOURS, Michel SALOMON, Philippe de SEYNES, Georges VEDEL.

DIRECTEUR

Hugues de JOUVENEL

RÉDACTION

Christine de GUEBRIANT, Carole MEDRINAL, Guy POQUET.

DIFFUSION

Laure de VANDIERE

ABONNEMENT (un an) : France, 230 FF / Etranger : 250 FF

Envoi par avion sur demande, port en sus.

LE NUMÉRO : 25 F

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de l'Association Internationale Futuribles. Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© Association Internationale Futuribles 1980

SIRET : n° 784.314.940.00049 — ISSN 0183 701 X

Commission paritaire n° 56798

Publié avec le concours du CNRS

sofiac paris - Dépôt légal N° 5017 - Octobre 1980

Photos : Rapho, pp. 2-18-45-61 - R. Viollet, p. 69

Hugues de Jouvenel	3	<i>Sur l'évolution des mentalités</i>
Bureau du Premier Ministre Japonais	15	<i>Les jeunes dans le monde</i>
Bernard Cathelat	36	<i>Jeunesse : vers un style de vie bipolaire ?</i>
Gilbert-François Caty	51	<i>Les Européens et leurs enfants</i>
Ana-Maria Sandi	57	<i>Les mathématiques à l'école : bilan et perspectives</i>
Jean Peyrot	66	<i>L'histoire en question</i>

Forum

FAST, Commission des Communautés Euro- péennes	73	<i>La spécialisation industrielle en Europe</i>
James Botkin, Madhi Elmandjra, Mircéa Malitza	83	<i>« On ne finit pas d'apprendre ». (Bonnes feuilles)</i>

Futur-informations

86	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
89	<i>Les actualités prospectives</i>

Bibliographie

93	<i>Analyses critiques</i>
100	<i>Comptes rendus</i>
103	<i>Vient de paraître</i>



Sur l'évolution des mentalités (1)

Hugues de Jouvenel

La crise des sociétés développées se traduit par la recherche confuse d'un nouveau modèle de développement et de nouveaux styles de vie, qui sont l'objet de discours et de visions souvent contradictoires. A l'heure où des décisions stratégiques lourdes s'imposent, comment réagissent les Européens ? Quels espoirs, quelles craintes ?

Dans sa célèbre conférence sur « les deux cultures et la révolution scientifique », C.P. Snow déplorait, voici plus de 20 ans, que « la vie intellectuelle de la société occidentale aille en se scindant toujours davantage en deux ailes antagonistes » (2). Et en effet, il est frappant de constater que l'avenir de la société industrielle est l'objet simultanément de deux discours qui, à de nombreux égards, sont diamétralement opposés.

Deux visions de la société post-industrielle (3)

Chez certains auteurs, l'idée de post-industrialisme est synonyme d'échec (4), tandis que chez d'autres elle est censée traduire l'état d'une société où le progrès technologique et l'abondance auraient enfin permis à l'homme d'accéder au bien-être. L'expression de « société post-industrielle » recouvre ainsi deux visions totalement différentes : la

(1) Extrait d'une étude réalisée pour le Conseil de l'Europe. Mars 1980.

(2) Charles Percy Snow : « *The Two Cultures and the Scientific Revolution* ». New-York, Cambridge University Press. - 1960. p. 3.

(3) Voir à ce propos, le remarquable article de Michael Marien « *les deux visions de la société post-industrielle* », in revue *Futuribles*, n° 12, automne 1977.

(4) Le post-industrialisme est « l'état de la société qui suit l'effondrement de l'industrialisme ». Arthur J. Penty « *Post-industrialism* ». - London, G. Allen and Unwin. - 1922, p. 14.

première renvoyant à l'idée de progrès technologique, de croissance économique et d'abondance, de services et de loisirs ; la seconde supposant au contraire l'effondrement de la société industrielle et l'avènement d'une société décentralisée et sobre, orientée vers l'économie agraire. Entre ces extrêmes, figure tout le débat des années 70 entre les apôtres de la croissance et ceux de l'écologie : c'est Herman Kahn contre Ivan Illich !

La première vision, dont Daniel Bell est un des maîtres (1), s'inscrit dans la droite ligne des prévisions faites par Herbert Spencer qui, dès 1882, imaginait que le progrès industriel libérerait les hommes des contraintes matérielles et que l'on assisterait à la « multiplication d'institutions et de moyens matériels en faveur de la culture intellectuelle et esthétique, ainsi que d'activités voisines qui ne visent pas immédiatement à entretenir la vie matérielle » (2). Cette vision est fondée sur l'idée que le destin de la civilisation industrielle est de poursuivre son progrès, de dépasser le stade de l'économie de pénurie et d'accéder à une ère d'abondance où, disait W.W. Rostow, la production « dépasserait les possibilités de consommation » (3). Cette société, fondée sur la technologie et l'électronique (4), est marquée par une réduction du travail dans l'agriculture et dans l'industrie, et par une forte augmentation des services et des activités dévolus aux industries du savoir, du loisir et du plaisir.

La vision la plus optimiste de cette société nous est fournie sans conteste par Herman Kahn qui prédisait encore en 1976 que nous allions bientôt entrer dans une ère où « la tâche de produire les choses nécessaires à l'existence deviendrait facile jusqu'à la banalité, à cause du degré d'avancement technologique et de développement économique » (5).

Cette première thèse, qui a été fortement dominante durant les « belles années » de croissance qui ont suivi la seconde guerre mondiale, a cependant été l'objet de critiques croissantes depuis une dizaine d'années, notamment du fait de la prise de conscience des limites de la croissance et des dangers inhérents au développement incontrôlé de la technique. L'idée que l'industrialisme menait à une impasse a été reprise par nombre d'auteurs - en tête desquels Ivan Illich - qui ont joué quasiment un rôle d'apôtre vis-à-vis des contestataires de la société de consommation.

(1) Notamment depuis son ouvrage célèbre « *The coming post industrial society* ».

(2) Herbert Spencer « *Principes de sociologie* ». - Paris, 1979.

(3) W.W. Rostow « *Les étapes de la croissance économique* ». - Paris, le Seuil 1962.

(4) Voir notamment Zbigniew Brezinski « *La révolution technétronique* ». - Paris, Calmann-Lévy. - 1971.

(5) Herman Kahn, William Brown and Léon Martel : « *Scénario pour 200 ans, notre futur : ruine ou prospérité* ». - Paris, Albin Michel. - 1976.

Ce deuxième groupe critique vigoureusement l'industrialisme sous ses deux formes, capitaliste et socialiste. Il plaide en faveur « d'organisations décentralisées, à petite échelle, à structure organique plutôt que mécanique, orientées vers la réalisation de valeurs humaines plutôt que d'objectifs matérialistes » (E.F. Schumacher). Le post-industrialisme n'apparaît plus alors comme un stade évolué de la société industrielle technocratique, mais au contraire comme le résultat d'une révolution (1). Il est caractérisé par l'instauration d'un système social radicalement nouveau fondé sur la participation plutôt que sur l'autorité, sur la convivialité plutôt que sur la compétition et sur la recherche de relations plus « organiques » avec la nature (2).

Ce courant de pensée a connu en Europe depuis dix ans un important essor qui s'est traduit par une certaine remise en cause de la société de consommation et par la recherche de modes de vie alternatifs. Cela signifie-t-il que la vision Herman Kahnienne de l'avenir est fautive ? Cela n'est pas évident.

Il y a certes des contraintes objectives, par exemple des limites physiques, qui ont été sous-estimées dans un grand nombre de scénarios de la société post-industrielle. Mais à l'inverse, le développement technologique et la restructuration graduelle de l'appareil de production, semblent bien aller dans le sens indiqué par Daniel Bell. Il y a bien sûr une certaine remise en cause du progrès technique (par exemple la contestation nucléaire), mais dans l'ensemble, même s'ils s'en disent inquiets, les Européens sont heureux de bénéficier du progrès et ne songent guère à bouleverser leurs modes de vie.

En fait le contraste est frappant entre d'un côté le discours, éminemment critique et réformiste et d'un autre côté, l'attachement à un mode de vie dont les 2/3 des Européens se disent finalement satisfaits (3). Il serait cependant hâtif d'en conclure que la société européenne n'évolue pas. Elle fait au contraire l'expérience de deux changements simultanés : l'un au niveau des conditions matérielles d'existence, l'autre au niveau des mentalités.

Les pays européens sont aujourd'hui particulièrement fragiles du fait de leur dépendance vis-à-vis d'un monde extérieur inorganisé, instable et menaçant, en même temps que de problèmes internes aussi différents que le vieillissement démographique, le dérèglement de leurs économies et la

(1) Théodore Roszak « *Où finit le désert ? Politique et transcendance dans la société post-industrielle* ». - Paris, Stock. - 1973.

(2) Ivan Illich « *La convivialité* ». - Paris, le Seuil. - 1973.

(3) Sondage Eurobaromètre, Commission des Communautés Européennes.

faillite de leurs systèmes de régulations internes. Confrontés à ces enjeux, et disposant cependant d'atouts non négligeables pour s'orienter vers un modèle de développement sensiblement différent, il convient de se demander si les Européens vont se cramponner aux modèles du passé ou bien si leurs aspirations nouvelles seront elles-mêmes porteuses d'une nouvelle société.

Les aspirations des Européens

Sur le thème des aspirations, le discours est aussi contradictoire que sur la société post-industrielle : selon les uns, les occidentaux seraient aujourd'hui saturés de consommation matérielle et aspireraient désormais à un mode de vie plus simple, plus convivial, dans une société frugale et autogérée ; selon les autres, la société de consommation aurait au devant d'elle encore de belles années à vivre.

Ainsi des auteurs comme Jean Fourastié ou Jean Saint-Geours arguent-ils des statistiques de la consommation pour montrer combien les ménages français sont restés attachés au cours des dernières années à la société de consommation. Pour preuve, ils rappellent que le nombre d'immatriculations d'automobiles a doublé en France entre 1968 et 1978, que le volume des achats de biens durables (automobiles, caravanes, téléviseurs, réfrigérateurs...) a augmenté de plus de 70 % en France entre 1970 et 1978 et les services (logements, transports collectifs, télécommunications, hôtels et restaurants...) ont crû durant la même période de 35 % (1). Et pour conclure, ils invoquent les sondages menés au cours des dernières années, qui, quasi-unaniment révèlent l'attachement des Européens au développement de la croissance économique.

Mais les statistiques de consommation ne traduisent qu'un seul aspect du mode de vie, celui qui fait l'objet d'un échange monétaire. Elles ne disent pas quelle est la satisfaction tirée des biens que l'on achète ni quels sont les désirs qu'une population cherche à assouvir en dehors du marché.

Or précisément, les auteurs qui proclament l'avènement d'une autre culture, fondent leurs thèses sur l'observation d'innovations sociales et de comportements nouveaux qui échappent généralement à l'analyse statistique. Il est incontestable à cet égard que l'on a vu se multiplier depuis

(1) Jean Saint-Geours. « *La société de consommation* ». - Paris, Hachette. - 1979, p. 8.

quelques années, des mouvements de revendication tout à fait nouveaux : ainsi de la préoccupation accordée par les Européens à leur cadre de vie, à la finalité et aux conditions de leur travail, et de leurs aspirations en faveur d'une société plus équitable, plus démocratique, plus confraternelle.

Dépassant le stade des idées, un nombre croissant d'Européens ont entrepris d'expérimenter de nouvelles pratiques sociales ; ils ont adopté des modes de vie nouveaux, révélateurs à certains égards de nouvelles valeurs. Ces aspirations nouvelles, exprimées par quelques uns, et érigées en règles générales par quelques théoriciens généralement idéologues, sont indéniablement le reflet d'un certain courant de pensée. Est-il voué à rester marginal ou au contraire, est-il annonciateur d'un mouvement qui va se répandre à l'ensemble de l'Europe. En un mot, est-il annonciateur d'une civilisation nouvelle ?

On sait que les changements dans les priorités favorisent généralement celles des valeurs qui correspondent aux besoins les moins bien satisfaits et qu'à mesure que les besoins matériels élémentaires sont satisfaits, le libre épanouissement de la personnalité tend à prendre une importance plus grande. On sait aussi, que les changements de valeurs s'opèrent surtout chez les jeunes et qu'ils deviennent donc sensibles lors du remplacement d'une génération par la suivante.

Les pays européens ayant connu, depuis la seconde guerre mondiale, un taux de croissance économique exceptionnel, un essor important de l'éducation, de la protection sociale et une absence complète de menace extérieure tangible, on peut avec Inglehart présumer que les générations qui ont accédé à l'âge adulte durant cette période, manifesteront un ordre de priorité assez différent de celui de leurs aînés. En particulier les besoins de consommation, dont la couverture a fait l'objet de larges progrès seront jugés moins essentiels que d'autres objectifs tels que le besoin d'appartenance, d'estime, de réalisation de soi (1).

Cette présomption est confirmée par un certain nombre d'enquêtes menées depuis 1970, qui se référaient à deux ordres d'objectifs, les uns correspondant à des besoins dits « matérialistes » et les autres à des besoins intitulés « post-matérialistes ».

La comparaison des choix effectués selon les différents groupes d'âge au cours de la période 1970-1978, fait apparaître un net contraste entre les générations, avec un glissement sensible des jeunes vers les valeurs post-matérialistes (2).

(1) Interfuturs. « Face aux futurs ». - Paris, O.C.D.E. - 1979, p. 109.

(2) Interfuturs. op. cit. p. 111.

Besoins « matérialistes »	Besoins « post-matérialistes »
Une défense nationale puissante Lutte contre la criminalité Maintien de l'ordre Stabilité de l'économie Croissance du P.I.B. Lutte contre la hausse de prix	Embellissement des villes/protection de la nature. Une société où les idées comptent plus que l'argent. Protection de la liberté de parole. Une société moins impersonnelle. Participation accrue dans le cadre de vie et de travail, ainsi qu'au niveau politique.

Génération de 65 ans et plus	Europe de l'Ouest
Matérialistes	entre 37 % (Grande Bretagne)
Post-matérialistes	et 62 % (R.F.A.)
	entre 6 % (Suisse)
	et 1 % (R.F.A.)
Génération de 20 à 29 ans	Europe de l'Ouest
Matérialistes	entre 18 % (Belgique)
Post-matérialistes	et 27 % (Grande-Bretagne)
	entre 23 % (Belgique)
	et 11 % (Grande-Bretagne)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Matérialistes (2)	29	44	45	38	42	48	40	33	43	42
Mixtes (2)	60	49	46	52	52	43	52	52	49	49
Post-Matérialistes (2)	11	7	9	10	6	9	8	15	5	9

(1) Moyenne pondérée.
 (2) Non-réponses exclues de la base de calcul (environ 3 % en moyenne).

Il apparaît, d'une façon générale dans ces enquêtes que l'importance accordée aux valeurs post-matérialistes est d'autant plus grande que l'on monte dans la hiérarchie sociale et que s'accroît le niveau d'aisance. Compte tenu de la corrélation étroite entre satisfaction économique et aspirations qualitatives, on peut cependant se demander dans quelle mesure l'inflexion en faveur des valeurs post-matérialistes enregistrée entre 1970 et 1973, donc encore en période d'expansion, n'est pas remise en cause par la crise économique qui s'est déclenchée depuis 1973 ?

Les sondages qu'effectue régulièrement EUROBAROMETRE (1), révèlent en effet un certain tassement de la tendance. Mais surtout, ils révèlent - et c'est sans doute là le point le plus intéressant - que pour la majorité de la population, les priorités relèvent **d'un mélange entre les deux types de valeurs** et que c'est ce mélange qui se modifie avec les générations.

Cette mixité des objectifs se révèle particulièrement forte dans le débat qui oppose le besoin de sécurité et le désir de liberté.

Sécurité vs. liberté

Un des phénomènes marquants de l'évolution, semble résider dans l'aspiration croissante des Européens à plus de liberté : beaucoup d'entre eux perçoivent leur environnement comme un univers de contraintes qu'ils n'ont pas choisi et qu'ils acceptent d'autant moins volontiers que l'ordre régnant est au service de finalités qui, elles-mêmes, sont contestées (l'argent et le pouvoir). Les Européens aspirent à se libérer des contraintes qu'impose la société pour satisfaire plus librement leurs désirs et leurs intérêts personnels.

L'aspect le plus connu de cette revendication est la **remise en cause des autorités** et des institutions traditionnelles à tous les niveaux de la hiérarchie sociale : Etat, entreprise, école, famille, etc... Un des principaux motifs d'insatisfaction, dans les pays de la Communauté Européenne, tient à la forme de la société et au fonctionnement de la démocratie (avec cependant des différences sensibles entre pays : le Danemark étant le plus satisfait tandis que l'Italie est à l'extrême opposé).

Les individus réclament avec de plus en plus d'insistance le droit d'être associés aux décisions qui concernent leur existence : cela est vrai

(1) Sources : Commission des Communautés Européennes. EUROBAROMETRE, Bruxelles, C.E.E., Juillet 1977.



dans l'entreprise (problème de cogestion et de participation) et dans la cité (démocratie de participation vs. démocratie de délégation). Et la revendication est d'autant plus forte que les dirigeants ont perdu beaucoup de leur légitimité, à mesure que s'élevait la contestation sur les finalités de leur action : ainsi du discrédit relatif des partis politiques traditionnels (1) et du refus des jeunes Européens de s'engager dans le débat politique des « politiciens » (les écologistes bénéficient largement de cette volonté d'échapper au clivage traditionnel et de situer les enjeux « à un autre niveau »). A l'inverse, le mouvement associatif connaît un essor évident et révèle une volonté certaine d'action suivant d'autres modes et pour d'autres fins.

Le poids de l'autorité hiérarchique ne constitue pas la seule forme de contrainte : la vie quotidienne dans les sociétés industrielles avancées, est en elle-même une source de pressions souvent subtiles et indirectes : rythme de vie excessif, contraintes des horaires et des cadences, concentration urbaine et encombrement des transports, pollutions et nuisances... On voit sur tous ces points apparaître des revendications d'un type nouveau qui concernent plus le mode de vie que les besoins économiques.

La protection de la nature, l'aménagement du temps et du cadre de vie, l'amélioration de la qualité de la vie d'une façon générale, constituent de plus en plus une priorité aux yeux d'une population croissante et de plus en plus variée. Cette revendication porte sur les éléments matériels du mode de vie - le nombre d'espaces verts, la réduction du trajet quotidien et des rythmes de production - mais elle porte aussi sur les facteurs immatériels - le désir d'enracinement et de « vivre au pays », le désir d'un travail plus intelligent et plus valorisant, la recherche d'aménités. Ces aspirations immatérielles ne surviennent pas uniquement lorsque les besoins de base sont satisfaits : les deux coexistent à telle enseigne que l'on a vu assez souvent, au cours des dernières années, des « smicards » militer pour des avantages autres que monétaires.

Le slogan de mai 68 « je prends mes désirs pour des réalités car je crois à la réalité de mes désirs » correspond véritablement à un besoin : celui d'ETRE et pas seulement celui d'AVOIR, celui du plaisir par opposition à celui de devoir. Il se traduit aussi par la recherche de relations plus authentiques et moins formelles, par un désir d'harmonie plutôt que de domination.

(1) 62 % des Français tiennent le langage des hommes politiques pour « dépassé ». Sondage Public S.A. réalisé en octobre 1979.

L'évolution du couple constitue un bon exemple de ces tendances, puisque toutes les études récentes montrent que son aspect sacramentel et institutionnel tend à s'estomper : l'entente et l'harmonie des goûts, pour 42 % des hommes et des femmes interrogés, la fidélité et la tendresse pour 29 et 32 %, sont les qualités les plus appréciées dans l'amour qui, de plus en plus, « tient lieu de serment » (1). La recherche d'harmonie se révèle encore dans le fait que 70 % des jeunes se déclarent en faveur d'une égalité des rôles dans la vie du ménage et dans l'éducation des enfants, dont la naissance n'interviendra que s'ils « constituent un facteur supplémentaire de bonheur ».

On pourrait être tenté, sur la base de telles enquêtes, de conclure que le mariage tombe en désuétude, mais près de 50 % des personnes interrogées le considèrent encore comme normal et moins de 15 % pensent qu'il est appelé à disparaître. On serait tenté de conclure à une vision idyllique de la vie à deux, mais en fait nombre d'études montrent que ce nouveau couple est démuné sitôt que se lèvent les tempêtes (2), et que si les jeunes cherchent à vivre plus authentiquement, ils vivent aussi dans une extrême précarité d'autant plus douloureuse qu'ils n'ont pas de direction « je n'ai pas de grands projets, j'ai surtout le projet de faire ce que j'ai envie pour le moment ».

Temporalité, précarité sont-ils les revers inévitables d'une recherche que d'aucuns jugeront naïve ? C'est un fait que tout en exprimant un vif désir de liberté, d'anti-conformisme, d'autonomie et d'affection, les Européens restent attachés à la sécurité : en majorité, ils tiennent à l'ordre social (3) tout en refusant la contrainte, de même qu'ils revendiquent fortement que l'Etat les protège tout en refusant qu'il les contrôle.

Faut-il en conclure que les Européens sont **schizophrènes ou simplement réalistes** et qu'un fossé croissant se creuse entre leurs rêves et leurs réalités ?

La société schizophrène ?

En fait, il faut noter que si tous les Européens aspirent à l'avènement d'une civilisation plus humaniste, écologique et conviviale, 80 % d'entre eux se déclarent néanmoins attachés à leur mode de vie actuel. La crise

(1) Louis Roussel et Odile Bourguignon.-« *Génération nouvelles et mariages traditionnels* ». Enquête auprès des jeunes de 18 à 35 ans. - INED, cahier 86, PUF.

(2) In « *Le Monde* ». 31 mai 1979.

(3) Eurobaromètre. op. cit.

que nous traversons n'est donc pas caractérisée par un refus en bloc de la société de consommation, mais par la coexistence d'aspirations contradictoires.

On peut ainsi être frappé de la coexistence de la revendication autogestionnaire avec la demande répétée de prise en charge. D'un côté, il semblerait que l'Européen aspire désormais à plus d'autonomie, d'un autre côté, qu'il soit demandeur plus que jamais de protection et de sécurité.

De même, sur le plan écologique, peut-on être frappé du contraste entre le discours de la « vie simple » caractérisé par un attachement moindre à l'objet, par la priorité donnée au développement harmonieux de l'être et, à l'inverse, par l'importance attachée au progrès du confort matériel.

Sans doute les conflits de valeurs sont-ils parfois purement artificiels et certains ne manqueront certainement pas de souligner que bien souvent l'opposition quantitatif/qualitatif débouche sur un faux débat : l'amélioration des conditions de travail contribue souvent à accroître la production. De même, l'on peut invoquer que la résistance au déracinement, au gigantisme et à l'anonymat peut trouver satisfaction grâce au développement logique de la société post-industrielle, de l'essor des communications, etc.

Il est important toutefois d'éviter les interprétations pas trop manichéistes de notre histoire. S'il est exact que l'on observe une moindre assiduité au travail (voir l'extension de l'absentéisme) cela ne signifie pas que les Européens ne veulent plus travailler, mais peut-être qu'ils ont - ou qu'ils cherchent - d'autres motivations. Leur exigence nouvelle par rapport à l'intérêt du travail en est un témoignage.

On a trop tendance aujourd'hui à considérer que tout change et que les structures anciennes craquent de tous les côtés. Ainsi a-t-on proclamé la mort de la famille alors même que le caractère formel de celle-ci (consécration légale ou religieuse) s'effaçait simplement derrière l'aspiration à une vie conjugale reposant davantage sur le sentiment plutôt que sur le devoir, sur la volonté individuelle plutôt que sur la pression sociale.

Il faut se méfier du manichéisme qui consisterait à vouloir balayer tout ce qui est ancien au profit de pseudo-nouveautés : notre réalité sociale est marquée par la recherche difficile d'un équilibre entre des valeurs anciennes et l'émergence de nouvelles aspirations. La famille n'est pas finie, mais elle change ; l'appétit de consommation matérielle n'est pas tari, mais il comporte d'autres exigences, comme si, d'une façon générale, les Européens étaient à la recherche d'un mode de vie qui

concilie abondance et qualité, industrie et écologie, autonomie et sécurité, prise en charge et liberté.

Cette situation en équilibre instable entre deux échelles de valeurs souvent opposées, paraîtra regrettable à ceux qui rêvent d'une opposition radicale entre l'autorité et le laisser aller. Ces deux dangers nous guettent - celui de l'autoritarisme aveugle et celui d'un humanisme invertébré. Etre au centre n'est donc pas nécessairement une mauvaise affaire, à condition de ne point sombrer dans le laxisme faute de savoir assumer ses contradictions.



Copyright Quino (publié en France par les Éditions Jacques Glénat)

Les jeunes dans le monde (1)

Service de la jeunesse,
Bureau du Premier Ministre Japonais.

Nous publions ici les résultats d'une enquête mondiale sur les jeunes qui a été réalisée à l'initiative des services du Premier Ministre Japonais (Bureau de la Jeunesse), afin de mieux cerner les différents problèmes de la jeunesse, de favoriser la compréhension mutuelle et de contribuer à la définition de politiques adéquates.

Cette enquête a été réalisée entre le 25 novembre 1977 et le 6 janvier 1978 par le Nippon Research Centre et Gallup International, en lien avec des centres de recherche affiliés dans onze pays différents : USA, Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, France, Suisse, Suède, Australie, Inde, Philippines, Brésil et Japon.

Dans chacun de ces pays (2) 2 000 personnes, âgées de 18 à 24 ans, ont été interrogées par interviews personnels sur différents aspects de leur existence tels que la famille, l'école, le travail, les amis, le temps libre, la communauté, la nation et la société, le sentiment international, les relations avec les Japonais, les attitudes face à la vie et à la religion.

Ces résultats sont intéressants à comparer de pays à pays et à analyser à la lumière des conclusions extraites de la première enquête, réalisée cinq ans plus tôt par les mêmes services.

(1) Traduction Guy Poquet.

(2) En Inde, les illettrés et ceux qui n'ont pas reçu une éducation autre que primaire furent exclus de l'échantillon, comme dans la première enquête. Au Brésil, l'échantillon était composé de jeunes habitants de six grandes villes.

La famille

Dans chaque pays, les enquêtés dont les deux parents sont encore vivants, représentent environ 80 à 90 %. Les pays qui possèdent le plus haut pourcentage de jeunes dans ce cas sont la Suède (92 %), l'Australie (89 %), la Suisse (88 %) et le Japon (88 %). Si l'on compare ces chiffres avec ceux de la première enquête mondiale, on constate une diminution aux USA et en Allemagne de l'Ouest, alors que ces pourcentages ont augmenté dans tous les autres pays.

Le taux des jeunes mariés est de 20 à 30 % dans la plupart des pays. Les plus hauts pourcentages se trouvent en Inde (34 %), au Royaume-Uni (32 %), en Suède (31 %), en France (30 %), tandis que les pourcentages les plus faibles sont le fait du Japon (12 %) et du Brésil (14 %). Par rapport à la première enquête mondiale, ces taux ont diminué aux USA, au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest, aux Philippines, au Brésil et au Japon, tandis qu'ils augmentaient en France, en Suisse et en Inde. Il n'y eut pas de changements significatifs en Suède.

Le pourcentage des familles appelées nucléaires atteint environ 90 % dans tous les pays européens et les USA, sauf en Suisse (56 %). Par rapport à ces pays, ce taux se situe à un niveau beaucoup plus bas en Orient : Inde (22 %), Philippines (50 %) et Japon (57 %). Le pourcentage de jeunes mariés vivant avec leurs parents culmine en Inde (68 %). Les Philippines et le Japon suivent avec un taux de 29 %. Ce pourcentage ne représentant que quelques % en Europe et aux USA. Il est de 18 % au Brésil.

Le pourcentage des jeunes célibataires vivant avec leurs parents se situe entre 60 et 90 % dans tous les pays sauf en Suisse. Les plus hauts pourcentages se trouvent en Inde (90 %), au Brésil (84 %) et au Japon (79 %), tandis que les plus faibles se situent en Suisse (47 %) et aux USA (59 %).

Par rapport à la première enquête, on constate une tendance mondiale à la diminution de ces pourcentages et un accroissement du nombre de personnes vivant seules ou avec des amis.

Dans chaque pays, les jeunes qui ont répondu que les « choses allaient bien » dans le foyer où ils ont grandi représentent 82 à 96 %. Philippines et Brésil connaissent le plus haut pourcentage (96 %) et l'Inde le plus faible (82 %). Ceux qui ont répondu que les « choses allaient mal » sont les plus nombreux en Inde (17 %) et les moins nombreux en Suède, aux Philippines et au Brésil (4 %). Dans les autres pays, le pourcentage se situe autour de 10 %. On doit donc constater que les choses vont bien dans la plupart des foyers où les jeunes ont grandi.

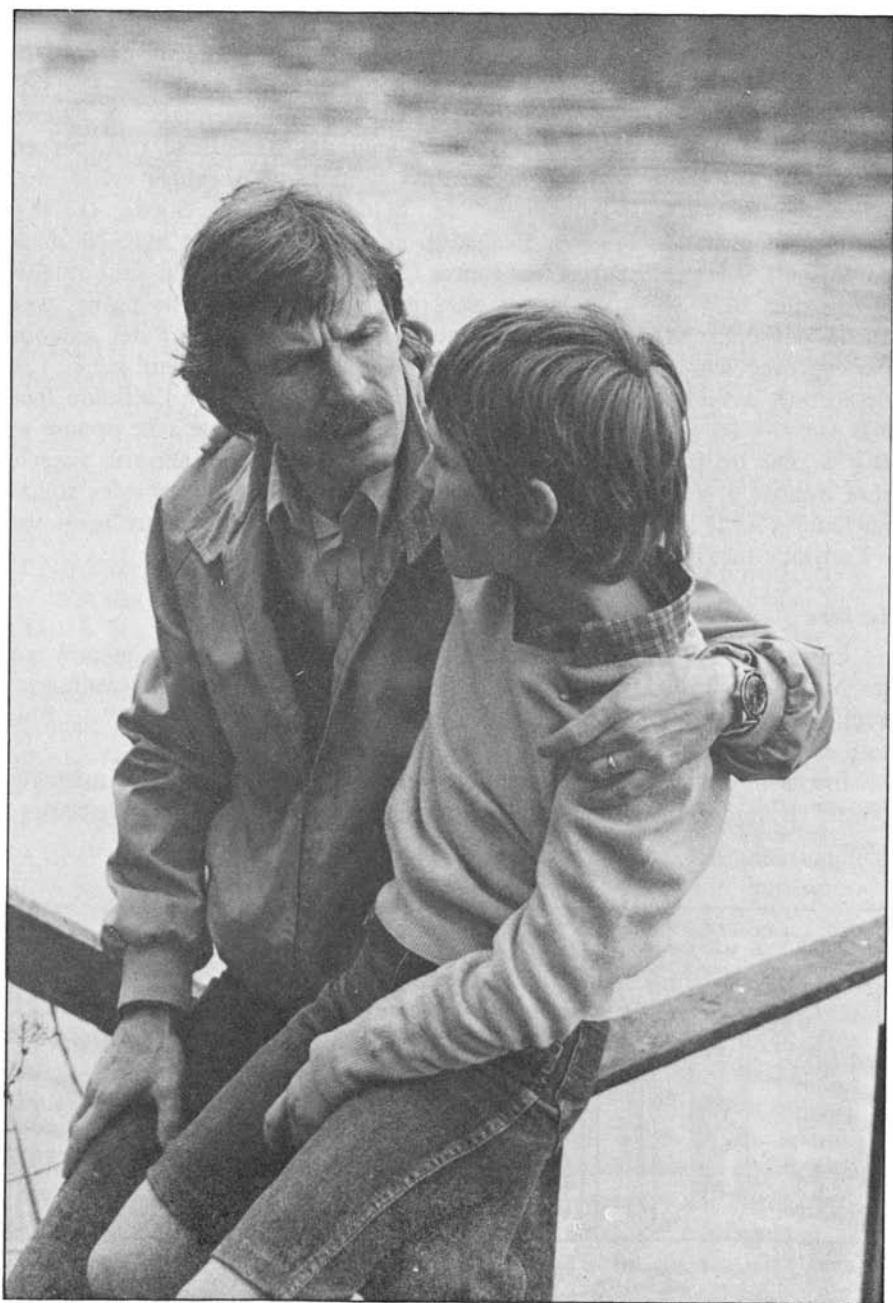
Confrontés à un problème qu'ils ne peuvent résoudre seuls, 60 à 90 % des jeunes dans chaque pays, déclarent se retourner vers leur père et/ou leur mère. Plus hauts pourcentages : Inde (89 %), Philippines (80 %), Allemagne de l'Ouest (79 %). Les plus forts pourcentages de jeunes disant parler de leurs problèmes avec aucun des parents se trouvent en France (32 %) et au Brésil (31 %). Pays dont le pourcentage est le plus faible : Inde (9 %), Allemagne de l'Ouest (16 %), Suède (17 %), Philippines et Japon (18 %). Beaucoup de jeunes discutent avec les deux parents en Suède (39 %) et au Japon (37 %). Cependant, il faut retenir le fait que 20 à 30 % de jeunes dans le monde déclarent ne parler avec aucun des deux parents. Dans beaucoup de pays, la plupart des garçons parlent avec leur père, tandis que les filles s'adressent à leur mère. Les désaccords avec le père et/ou la mère concernent surtout « l'attitude face à la vie », « les soucis quotidiens » et « les rapports avec le sexe opposé ». Il y a plus de filles que de garçons pour évoquer « les rapports avec le sexe opposé », et plus de garçons que de filles pour évoquer « les soucis quotidiens ». Il n'y a pas de différence marquée entre les deux sexes sur « l'attitude face à la vie ».

Le père

Entre 46 et 96 % des pères des enquêtés sont sûrs d'eux-mêmes sur les problèmes de la discipline et de l'éducation. Plus hauts pourcentages : Philippines (96 %), USA (85 %), Inde (84 %) et Brésil (84 %). Plus faibles pourcentages : Suède (46 %) et Japon (58 %).

Entre 19 et 94 % des pères préconisent à leurs enfants les manières d'être et de se conduire avec les autres gens. Plus hauts pourcentages :





Philippines (94 %), Inde (79 %), Suisse (70 %) et Royaume-Uni (70 %). Plus faibles pourcentages : Suède (19 %), Australie (45 %) et Allemagne de l'Ouest (47 %).

Entre 53 et 94 % des pères prennent le temps de discuter avec leur famille. Plus hauts pourcentages : Philippines (94 %), Inde (80 %) et Suisse (70 %). Le Japon connaît le plus faible chiffre (53 %).

Entre 37 % et 95 % des pères décident sur les problèmes familiaux importants. Philippines (95 %), Inde (88 %) et Japon (81 %) ont les plus forts pourcentages, Suède (37 %) et France (52 %) les plus faibles.

La manière de se représenter le père varie beaucoup selon les pays et les catégories d'enquêtés. Pour que les données soient significatives, il convient de considérer le rôle du père dans chacun des pays.

En Inde, davantage de jeunes préfèrent un père qui fasse passer son travail avant son foyer et sa famille, alors que dans les autres pays beaucoup plus de jeunes préfèrent l'inverse. Dans les pays européens, aux USA et au Brésil, le pourcentage de jeunes préférant un père plus accaparé par son travail est d'environ 10 %. Au Japon, par contre, ce chiffre est de 33 %, c'est-à-dire à peine plus faible que celui représentant les réponses opposées (40 %).

Dans tous les pays, y compris le Japon, davantage de jeunes préfèrent un père essayant d'être ami avec ses enfants, plutôt qu'un père porté sur la sévérité. Dans les pays européens, aux USA et au Brésil, ceux préférant un père sévère ne représentent même pas un tiers de ceux préférant l'amitié du père. En Inde et au Japon, cependant, ils représentent environ la moitié, un nombre considérable préférant la sévérité paternelle (30 % en Inde et 32 % au Japon).

En Allemagne de l'Ouest, France, Brésil et Japon, davantage de jeunes préfèrent un père laissant la bride sur le cou à ses enfants, tandis qu'aux USA, au Royaume-Uni, en Australie, en Inde et aux Philippines, davantage préfèrent un père dictant à ses enfants ses volontés. (En Suisse et en Suède, les deux types de réponses sont sensiblement égaux).

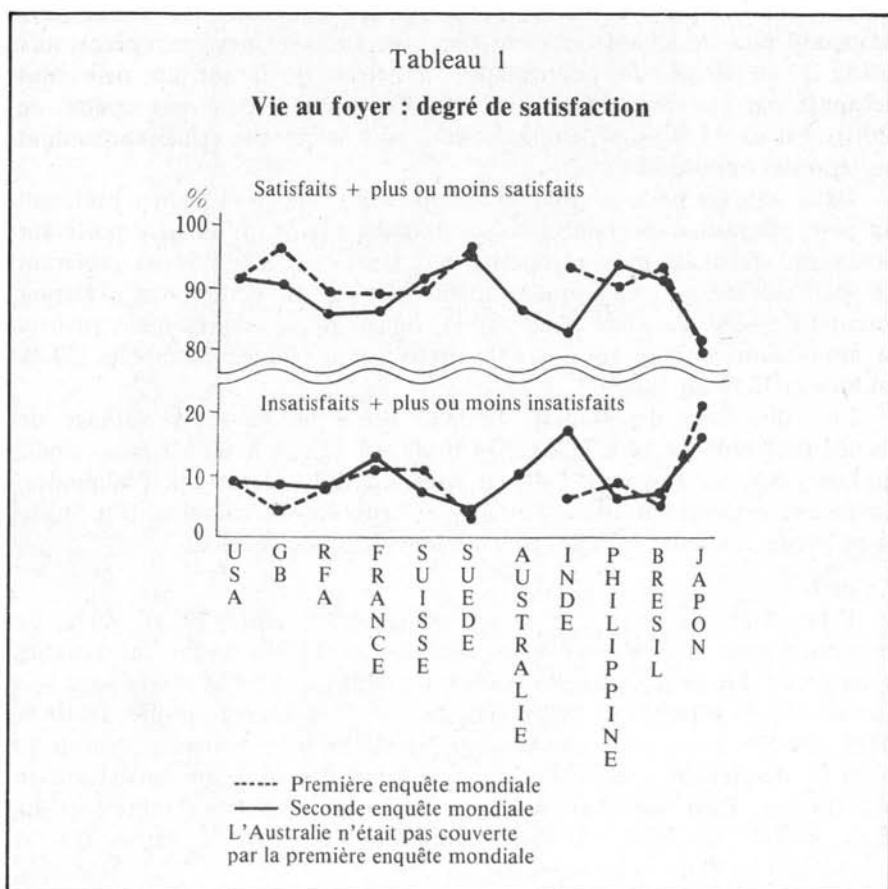
La mère

Dans tous les pays une écrasante majorité, entre 80 et 90 %, se prononce pour une mère qui fasse passer sa famille avant ses activités extérieures. Le pourcentage de jeunes préférant une mère privilégiant son travail ou ses activités (à l'exclusion du travail ménager) : moins de 10 % dans tous les pays, sauf en Inde (15 %). Dans tous les pays, environ 70 à 90 % des jeunes préfèrent une mère ayant des relations amicales avec ses enfants. Bien que dans les onze pays peu d'enquêtés préfèrent une mère sévère, les USA (21 %), l'Australie (17 %) et le Japon (16 %) fournissent les chiffres les plus élevés.

Les pays dont la majorité des jeunes préfèrent une mère laissant faire à ses enfants ce qu'ils veulent sont l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Japon, alors que dans tous les autres pays, à l'exception de la Suisse et du Brésil, davantage préconisent une mère faisant faire à ses enfants ce qu'elle souhaite (l'échantillon se partage également en Suisse et au Brésil.)

Au Japon, les jeunes qui préfèrent une mère leur laissant la bride sur le cou représentent 53 % (plus fort pourcentage du monde). Les autres représentent 10 % (plus faible pourcentage du monde).

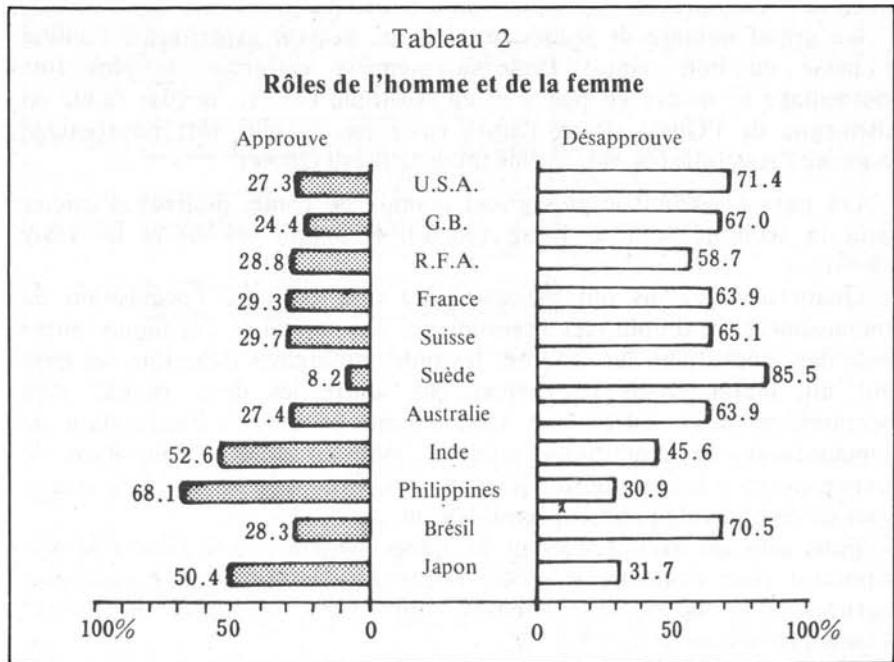
Dans tous les pays, la plupart des jeunes souhaitent que leurs mères aient plus de violons d'Ingres et d'autres sources de satisfaction.



Une écrasante majorité, entre 80 et 97 %, dans tous les pays à l'exception de la Suède a répondu « j'entreprendrai mes parents quand ils seront vieux » (61 % en Suède). Le pourcentage de ceux déclarant « mes parents subviendront eux-mêmes à leurs besoins ou bénéficieront de la protection sociale » se situe entre 2 et 20 % (33 % en Suède).

Dans chaque pays, le pourcentage de jeunes satisfaits de leur vie à la maison est d'environ 80 à 90 %. Plus hauts pourcentages : Suède (95 %) et Philippines (94 %). Plus faibles pourcentages : Japon (80 %) et Inde (83 %).

Par rapport à la première enquête, le nombre de Japonais satisfaits de leur vie familiale a augmenté de 1 %, tandis que celui des insatisfaits a diminué de 5 %. Par ailleurs, sur 7 des 10 autres pays, le nombre des jeunes satisfaits a diminué, tandis que celui des insatisfaits a soit augmenté, soit est resté stationnaire. En ce qui concerne les motifs d'insatisfaction, les trois réponses, « il y a trop de tensions à la maison », « nous ne gagnons pas assez » et « mes parents et/ou ma femme/mon mari ne me comprennent pas » sont les plus nombreuses dans la plupart des pays.



Le plus grand nombre de jeunes qui pensent que l'homme doit travailler à l'extérieur pendant que la femme doit rester à la maison et prendre soin du foyer se trouve aux Philippines (68 %), en Inde et au Japon (50 %). Ces chiffres sont d'environ 20 à 30 % dans les pays développés et au Brésil. La Suède fait exception avec 8 % (plus faible pourcentage du monde.)

Dans la plupart des pays, cette opinion est partagée par plus de femmes que d'hommes, par plus de jeunes ayant terminé leur scolarité que par ceux fréquentant encore l'école, par plus de jeunes ayant reçu un enseignement supérieur que par ceux ayant bénéficié d'un enseignement inférieur et par plus de cols-bleus que de cols-blancs.

Les études

La plupart des jeunes déclarent suivre ou avoir terminé un enseignement secondaire. Les pays possédant le plus de jeunes ayant reçu une éducation supérieure sont l'Australie (41 %) et le Japon (38 %). Ceux en possédant le moins sont la Suède (15 %) et le Brésil (19 %).

Dans beaucoup de pays, la plupart des jeunes ont déclaré avoir acquis à l'école des connaissances générales (le plus fort pourcentage concerne l'Australie (78 %), le plus faible le Brésil avec 42 %).

Un grand nombre de jeunes ont indiqué y avoir expérimenté l'amitié et passé du bon temps. Dans la première catégorie, le plus fort pourcentage se trouve en Suède et en Australie (77 %), le plus faible en Allemagne de l'Ouest. Dans l'autre catégorie, le plus fort pourcentage concerne l'Australie (64 %), le plus faible le Brésil (20 %).

Les pays possédant le plus grand nombre de jeunes désireux d'étudier après la scolarité sont le Brésil (90 %), le Japon (85 %) et les USA (84 %).

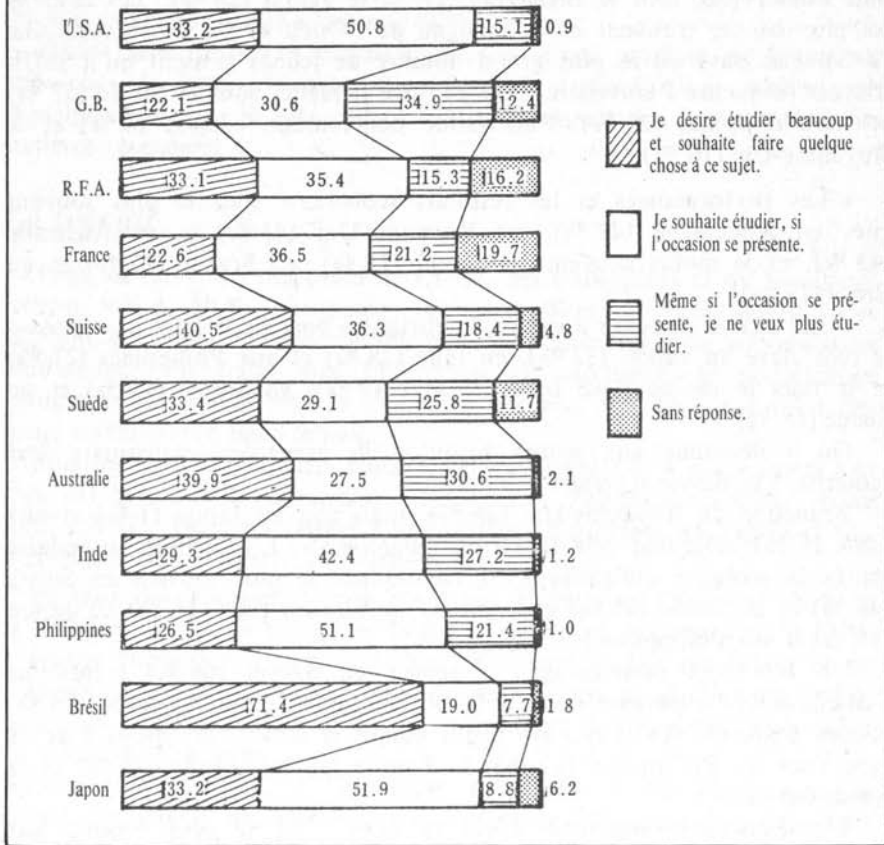
Quant aux raisons qui incitent à ce type d'étude, l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes nécessaires à son travail et l'épanouissement personnel, constituent les réponses les plus nombreuses dans tous les pays sauf au Japon. Dans ce dernier cas, outre les deux raisons déjà mentionnées, deux autres sont très souvent évoquées : l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes utiles à mon foyer et l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes utiles à mes violons d'Ingres. Les quatre types de réponses s'équilibrent sensiblement.

Dans tous les pays, beaucoup de jeunes pensent que le facteur le plus important pour connaître le succès réside dans les capacités personnelles (environ 50 à 60 % des réponses, sauf 37 % en Inde) ou l'effort personnel (environ 50 à 70 %).

Tableau 3

Volonté d'étudier après la scolarité

(%)



Dans les onze pays, la plupart des jeunes ont mentionné « la position familiale et le rang social » : France (38 %), Brésil (36 %), Suisse (27 %), Allemagne de l'Ouest (22 %), Inde (23 %) et Philippines (21 %). Les seuls pays ayant moins de 10 % au regard de cette réponse sont le Japon (5 %) et la Suède (9 %).

Environ 40 % des jeunes ont répondu « une bonne éducation » aux USA, au Royaume-Uni, en Suisse, Suède, Australie, Inde et Philippines.

Le plus faible pourcentage est le fait de l'Allemagne de l'Ouest (11 %) et du Japon (14 %), le Brésil restant dans la moyenne (30 %).

Quel est le facteur le plus valorisant pour un diplômé de l'Université ? Les pays où la réponse « avoir fréquenté une université réputée » est la plus nombreuse, sont le Brésil (38 %), et le Japon (26 %). Les chiffres les plus bas se trouvent en Allemagne de l'Ouest (9 %) et en Australie (9 %). Les pays où le plus grand nombre de jeunes pensent qu'il suffit d'avoir fréquenté l'université, peu importe laquelle, sont la Suède (27 %) et les Philippines (28 %). Plus faible pourcentage : Japon (4 %) et le Royaume-Uni (10 %).

« Les performances et les résultats scolaires » sont le plus souvent cités en Allemagne (47 %), au Royaume-Uni (43 %) et en Australie (42 %), et le moins souvent au Japon (11 %), en France (15 %) et au Brésil (19 %).

« Les études dans un domaine important » connaît le taux de réponses le plus élevé au Japon (33 %), en Inde (28 %) et aux Philippines (27 %) et le taux le moins élevé en Allemagne (9 %), en Suisse (14 %) et en Suède (15 %).

On a demandé aux jeunes jusqu'où ils aimeraient poursuivre leur scolarité, s'ils devaient refaire leurs études.

Beaucoup au Royaume-Uni (26 %), mais peu au Japon (1 %) et aux USA (1 %) indiquent « la scolarité obligatoire ». L'éducation secondaire (après la scolarité obligatoire) est mentionnée le plus souvent en Suisse (41 %) et en Suède (41 %) et le moins souvent en Inde (11 %) au Japon (11 %) et aux Philippines (13 %).

Un très fort pourcentage de jeunes au Japon (66 %) mentionne l'enseignement supérieur jusqu'à la licence, ainsi qu'en Australie (36 %) et aux USA (30 %). Les pays ayant connu le moins de réponses de ce type sont les Philippines (11 %), la France (15 %), l'Inde (15 %) et la Suède (16 %).

L'enseignement supérieur après la licence est le plus évoqué aux Philippines (69 %) en Inde (58 %) et aux USA (47 %) et le moins souvent au Japon (12 %), au Royaume-Uni (18 %) et en Suisse (21 %).

Il est bien sûr nécessaire de prendre en compte les différences de chaque système d'éducation pour comprendre les résultats de cet item. (Le Brésil fut exclu de ce domaine, son système scolaire n'ayant pas d'équivalent dans les autres pays).

Dans chaque pays, environ 60 % des jeunes se sont déclarés satisfaits de leur vie scolaire, tandis que moins de 30 % se sont estimés insatisfaits.

C'est aux Philippines (96 %), en Inde, au Brésil (86 %) et aux USA (84 %), qu'on dénombre le plus de satisfaits et c'est au Royaume-Uni

(55 %), en France (62 %) et au Japon (63 %) qu'on en dénombre le moins.

Par rapport à la première enquête, le nombre de jeunes satisfaits a considérablement augmenté aux Philippines (12 %) et au Japon (9 %), alors qu'au contraire le degré de satisfaction a diminué au Royaume-Uni (24 %), en Suède (14 %) et en Inde (9 %).

Quant aux raisons d'insatisfaction, un grand nombre de jeunes de beaucoup de pays donnent des réponses comme : « je n'aime pas l'enseignement », « je n'ai pas de bons professeurs » « je n'aime pas les matières enseignées ».

Le travail

Tous les pays, à l'exception de l'Inde, des Philippines et du Brésil ont environ 40 à 60 % de jeunes qui travaillent à plein temps. Ces pourcentages dépassent considérablement les pourcentages de la population estudiantine. En Inde, aux Philippines et au Brésil, le pourcentage d'étudiants est à peu près le même ou un peu plus fort que celui des jeunes travailleurs à plein temps.

Plus de 10 % de femmes mariées ne travaillent pas à plein temps aux USA (11 %), au Royaume-Uni (15 %), aux Philippines (16 %) et au Brésil (10 %). Les plus faibles pourcentages se trouvent au Japon (5 %), en Allemagne de l'Ouest et en Suisse (6 %).

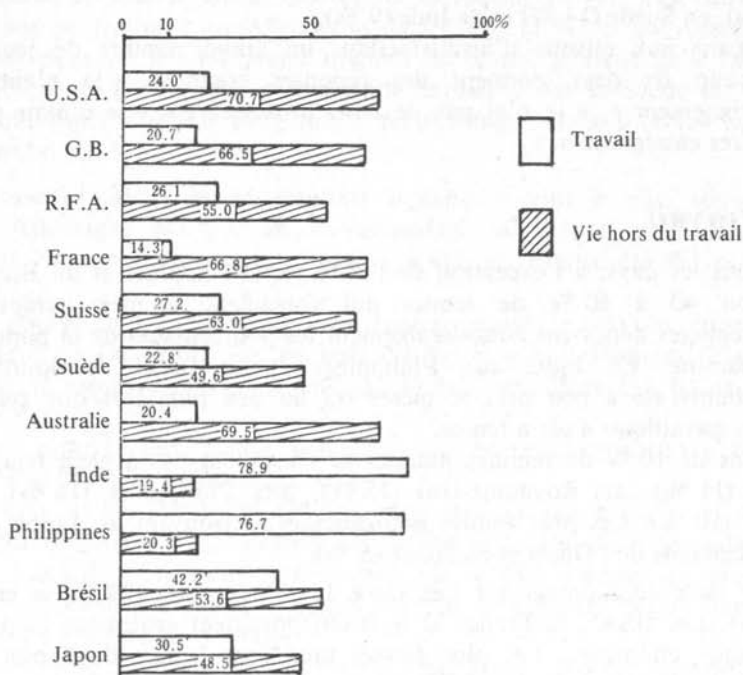
Le taux de chômage est très élevé aux Philippines (29 %) et en Inde (25 %). Les USA, la France et le Brésil possèdent également 12 à 13 % de jeunes chômeurs. Les plus faibles taux sont le fait du Japon et de la Suisse (2 %), de la Suède (3 %) et de l'Allemagne de l'Ouest (4 %). Dans tous les pays existent de forts pourcentages de travailleurs spécialisés et d'employés de bureau.

Dans tous les pays à l'exception de l'Inde et des Philippines, la plupart des jeunes déclarent obtenir davantage de satisfaction dans leur vie hors travail que dans leur travail. On peut constater que le travail apporte plus de satisfactions dans les pays en voie de développement, tandis que la vie hors travail en apporte plus dans les pays développés. Parmi les pays développés, c'est le Japon qui abrite le plus grand nombre de jeunes tirant leur satisfaction de leur travail 31 %, contre 27 % en Suisse, 24 % aux USA et 14 % en France (ce dernier chiffre étant le plus faible).

La plupart des jeunes en Inde (85 %), aux Philippines et au Japon (72 %) n'ont jamais changé d'emploi. Les USA (23 %) et le Brésil (29 %) ont les plus faibles pourcentages à cet égard. Dans les autres pays, les

Tableau 4

La plus grande source de satisfaction :
le travail ou la vie hors du travail



chiffres varient entre 40 et 50 %. Beaucoup de jeunes aux USA (27 %) et en Australie (18 %), et très peu au Japon, en Inde (1 %) et en Allemagne de l'Ouest (2 %) ont changé d'emplois quatre fois ou plus. Ce pourcentage se situe autour des 10 % au Royaume-Uni, en France, en Suisse, en Suède et au Brésil.

Dans chaque pays, environ 50 à 70 % des jeunes souhaitent continuer leur travail actuel. (Pourcentage le plus élevé en Suède : 69 % et le plus bas en Suisse : 52 %). 67 % des Suédois, 63 % des Australiens, mais 37 % des Japonais désirent vraiment continuer leur travail déclarant « je veux continuer ».

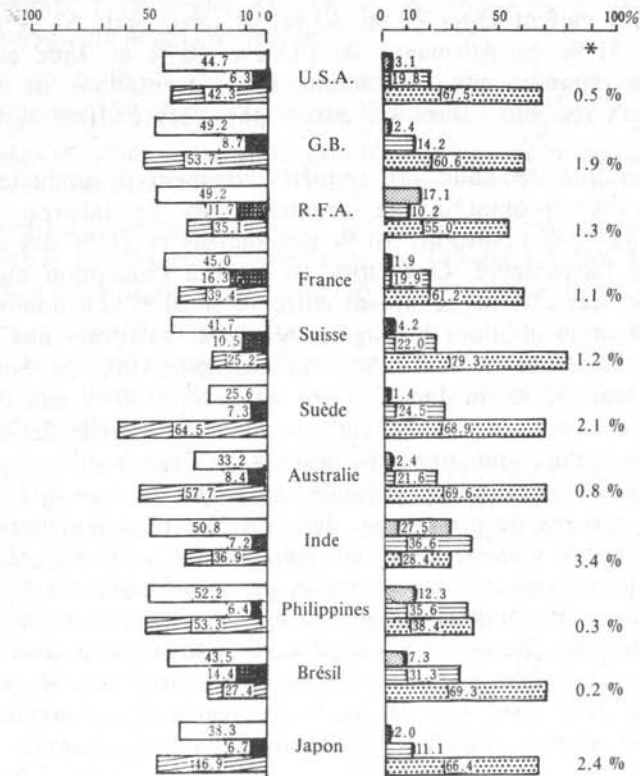
Un pourcentage considérable de jeunes japonais (22 %) et environ

10 % de jeunes dans les autres pays ont une attitude négative à cet égard, disant « j'aimerais changer, mais je conserverai probablement mon emploi actuel ».

40 % en Inde, 33 % aux Philippines mais seulement 17 % en Suède

Tableau 5

Facteur important dans le choix d'un travail



- Un travail bien rémunéré.
- Un travail avec un horaire réduit.
- Un emploi sûr.
- Un travail qui me rendra célèbre.
- Un travail me permettant de servir la société.
- Un travail grâce auquel je puisse développer ma personnalité et mes capacités.
- * Sans réponse.

et 18 % en Australie considèrent négativement leur travail, indiquant : « si j'en ai la possibilité, je souhaite changer ». Beaucoup de jeunes en Suisse (19 %), en France (18 %) et aux USA (16 %) mais peu en Inde aux Philippines, au Japon (4 %) et en Allemagne de l'Ouest (7 %) désirent vraiment changer disant : « je suis décidé à changer ».

En ce qui concerne l'avancement à l'ancienneté et celui aux résultats, 62 % au Japon, 60 % en Suède, 17 % en Inde et 23 % aux Philippines répondent que les promotions et les augmentations de salaires se décident à l'ancienneté dans leurs lieux de travail. Dans d'autres pays, les pourcentages varient entre 30 et 40 %. D'autre part, 57 % des jeunes aux USA, 51 % en Allemagne de l'Ouest, 10 % en Inde et 12 % au Japon ont répondu que promotions et augmentations de salaires se décident aux résultats. Dans les autres pays, ces chiffres varient de 20 à 40 %.

Il fut ensuite demandé aux enquêtés comment ils souhaiteraient que soient décidées promotions et augmentations de salaires. 46 % des Japonais, 42 % des Suédois, 10 % des Indiens et 11 % des Australiens préconisent l'ancienneté. Dans tous les pays à l'exception du Japon et de la Suède, ces chiffres se situent entre 10 et 20 %. Le nombre de ceux qui souhaitent promotions et augmentations de salaires « aux résultats » représente 70 à 80 % aux USA, au Royaume-Uni, en Suisse et en Australie, mais 32 % au Japon, 18 % en Inde et 30 % aux Philippines.

Si l'on considère la relation entre la situation actuelle des enquêtés et la situation qu'ils souhaitent, le nombre de jeunes qui se prononcent pour « l'ancienneté » est plus faible que celui de ceux qui bénéficient déjà de ce système de promotion, dans tous les pays y compris la Suède et le Japon où le système a été largement adopté et où un grand nombre de jeunes le préconisent. Au contraire, en ce qui concerne la promotion aux résultats, le nombre de jeunes qui se prononcent en sa faveur dépasse celui des jeunes soumis déjà à ce système, dans tous les pays y compris le Japon où les jeunes sont les moins nombreux à le désirer.

Il existe donc dans tous les pays une tendance à l'augmentation du nombre de jeunes préférant la promotion aux résultats à celle à l'ancienneté.

Entre 50 et 70 % des jeunes, sauf en Inde (16 %) et aux Philippines (17 %) déclarent ne voir leurs supérieurs qu'au travail. Dans tous les pays le nombre de ceux qui disent les rencontrer également hors du travail se situe entre 10 et 30 %.

Le nombre des jeunes qui pensent que les relations doivent se limiter au travail est le plus élevé en Allemagne de l'Ouest (66 %), puis en Suisse (45 %) et au Japon (40 %). Les jeunes Suédois sont les plus

nombreux (75 %) à penser que les travailleurs doivent fréquenter socialement leurs supérieurs, suivis par les Américains (64 %), les Brésiliens (63 %) et les Australiens (62 %).

Par rapport à la réalité et au souhait de ne voir les supérieurs qu'au travail, le nombre des premiers est plus faible que celui des seconds dans tous les pays.

Compte tenu de ces résultats, on constate que les jeunes préfèrent « des travailleurs fréquentant socialement leurs supérieurs » dans tous les pays y compris l'Allemagne de l'Ouest, la Suisse et le Japon où la réponse inverse a été la plus fréquente.

Environ 60 à 90 % des jeunes s'estiment satisfaits de leur lieu de travail, tandis que 10 à 20 % d'entre eux se déclarent insatisfaits.

La Suisse, les Philippines et le Brésil possèdent 89 % de satisfaits, le Japon 60 % et l'Inde 69 %.

Par rapport à la première enquête, le nombre des satisfaits a augmenté aux Philippines (15 %) et en Allemagne de l'Ouest (11 %). Le nombre d'insatisfaits a diminué aux Philippines (16 %) et au Japon (8 %).

Quant aux motifs d'insatisfaction, dans les 11 pays les raisons avancées le plus fréquemment sont : « le travail n'est pas satisfaisant », « le salaire est trop faible » et « je n'ai pas beaucoup la possibilité d'utiliser mes capacités ».

En ce qui concerne le facteur déterminant dans le choix d'un emploi, dans chaque pays, un très grand nombre de jeunes répondent : « un emploi qui me permette de développer ma personne et mes capacités. » Le plus grand nombre de réponses de ce type est le fait de la Suisse (79 %), le plus faible celui de l'Inde (28 %). Dans tous les pays, les trois réponses les plus fréquentes furent : « un emploi me permettant de m'épanouir et de développer mes capacités », « un emploi bien rémunéré », « un emploi sûr ».

Dans tous les pays, sauf en Suède, un grand nombre de jeunes préfèrent « un emploi difficile, actif, mais qui donne de l'autorité et des responsabilités », à un emploi sans responsabilités et sans autorité, mais facile à tenir et qui ne me demande pas trop ». Contrairement à la tendance générale, un nombre important de jeunes Suédois choisissent « un emploi facile à tenir et qui ne demande pas trop ». Dans beaucoup de pays, il y a plus de garçons que de filles qui choisissent « un emploi avec responsabilités et autorité », alors que davantage de filles se prononcent pour « l'emploi facile à tenir ».

Les amis intimes et le temps libre

Dans tous les pays, entre 84 et 99 % des jeunes possèdent des amis intimes. Davantage de jeunes indiens et de jeunes japonais possèdent des amis intimes du même sexe (71 % en Inde et 57 % au Japon). La Suède avec 5 % connaît le chiffre le plus faible. Entre 69 et 92 % des jeunes européens et américains possèdent des amis des deux sexes.

Dans tous les pays, la plupart des jeunes ont fait la connaissance de leurs amis « à l'école », « au travail », « à l'extérieur » et « dans le voisinage ».

Dans plusieurs des onze pays, la plupart des jeunes qui déclarent n'avoir pas d'amis intimes avancent les raisons suivantes : « je préfère rester seul (je n'ai pas besoin d'amis) » et « je n'ai pas encore eu la chance de me faire des amis ». En Suède et au Japon, cependant, une forte majorité de jeunes répondent : « je désire des amis, mais je ne peux en avoir à cause de ma personnalité ».

Dans tous les pays, les réponses les plus fréquentes concernant la manière de passer les week-ends sont : « avec mes amis », « avec ma famille », « aller au cinéma, au théâtre ou à une rencontre sportive », « lire des livres, écouter de la musique, etc. » et « me reposer, regarder la télévision ou feuilleter des magazines ».

Un pourcentage considérable de jeunes dans chaque pays, environ 60 à 90 %, disent utiliser leur temps libre pour « le repos, les loisirs, les violons d'Ingres ». « L'étude, l'épanouissement personnel » vient ensuite, mais « les activités contribuant à l'amélioration de la société » est la réponse la moins fréquente.

La communauté

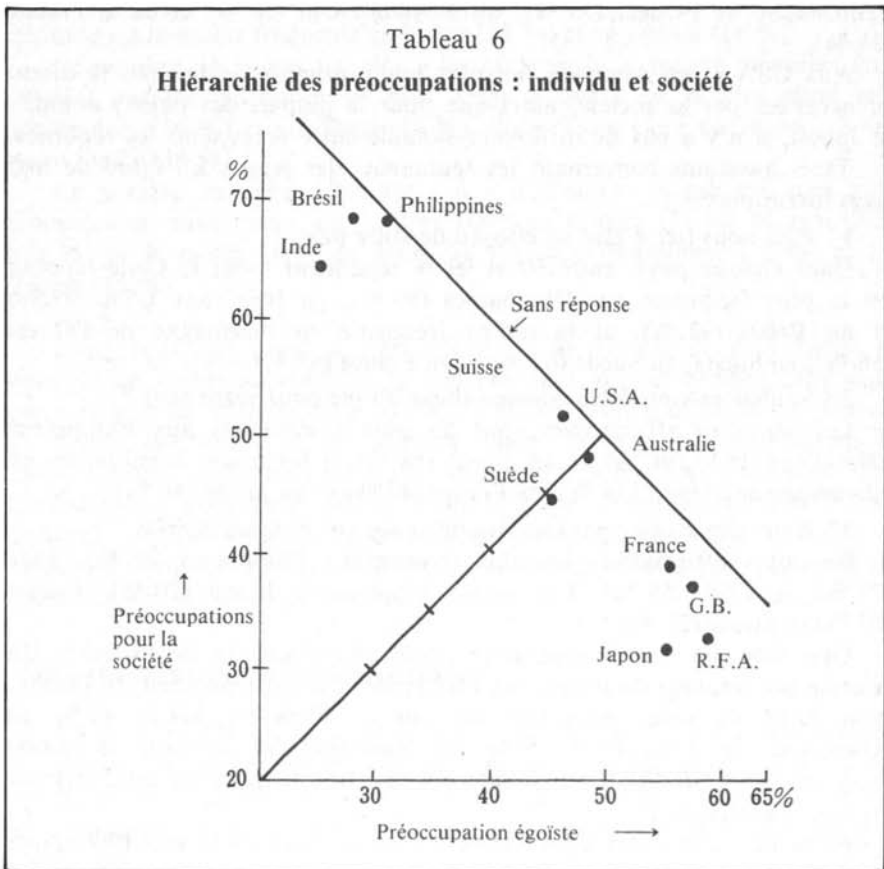
En ce qui concerne le degré d'attachement à leur communauté, environ 70 à 90 % des jeunes de tous les pays déclarent aimer leur village ou leur ville. Dans la plupart des pays, y compris le Japon, davantage de femmes que d'hommes disent aimer leur village ou leur ville.

Dans tous les pays, un grand nombre de jeunes préfèrent continuer à vivre au même endroit, plutôt que déménager. 75 % des jeunes aux Philippines, 65 % en Inde, 60 % au Brésil, mais 29 % au Japon souhaitent continuer à vivre dans le même endroit.

La nation et la société

Quant aux sources de fierté nationale, dans tous les pays, les jeunes qui répondent « il n'y a rien dont on puisse être fier » constituent une minorité. Les plus nombreux à faire cette réponse se trouvent en France (26 %), les moins nombreux aux Philippines (2 %), 14 % au Japon. Entre 74 et 98 % des jeunes dans chaque pays estiment qu'il existe quelque chose dont leur pays peut tirer fierté.

« Environnement naturel et ressources », « histoire et héritage culturel » « niveau d'éducation », « science et technologie » et « niveau de vie » sont les réponses les plus fréquentes.



Les pays où les jeunes se sentent plus concernés par leurs propres vies sont le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Japon, tandis qu'aux USA, en Suisse, en Inde, aux Philippines et au Brésil, les jeunes, s'ils se disent concernés par leur propre vie, se montrent davantage conscients de leur relation avec la société. En Suède et en Australie, les deux tendances s'équilibrent.

Si l'on compare les onze pays, ceux où se trouvent le plus de jeunes concernés par eux-mêmes sont l'Allemagne de l'Ouest (59 %), les USA (57 %), la France (56 %) et le Japon (55 %). Les moins nombreux à cet égard se trouvent en Inde (26 %), au Brésil (28 %) et aux Philippines (31 %). Les pourcentages les plus élevés de jeunes préoccupés par la société affectent les Philippines et le Brésil (68 %), l'Inde (65 %) et les USA (51 %). Les taux les plus faibles sont le fait du Japon (32 %), de l'Allemagne de l'Ouest (33 %), du Royaume-Uni (36 %) et de la France (38 %).

Aux USA et en Australie, un plus grand nombre de femmes se disent préoccupées par la société, alors que pour la plupart des pays y compris le Japon, il n'y a pas de différence notable entre sexes dans les réponses.

Trois questions concernant les sentiments des jeunes à l'égard de leur pays furent posées :

1° Etes-vous fier d'être un citoyen de votre pays ?

Dans chaque pays, entre 60 et 99 % répondent « oui ». Cette réponse est la plus fréquente aux Philippines (99 %), en Inde, aux USA (95 %) et au Brésil (92 %), et la moins fréquente en Allemagne de l'Ouest (56 %), en Suisse, en Suède (60 %) et en France (62 %).

2° Souhaitez-vous faire quelque chose d'utile pour votre pays ?

Les réponses affirmatives sont les plus nombreuses aux Philippines (99 %), en Inde (91 %) et au Brésil (88 %) et les moins nombreuses en Allemagne de l'Ouest (34 %), en France (42 %) et au Japon (46 %).

3° Pour servir votre pays sacrifieriez-vous vos propres intérêts ?

Réponses affirmatives les plus fréquentes : Philippines (88 %), Inde (79 %) et USA (68 %). Les moins fréquentes : Japon (20 %), France (23 %) et Suisse (27 %).

Que font les jeunes quand ils sont insatisfaits de la société ? Un énorme pourcentage de jeunes aux Philippines (74 %) répondent : « j'utilise mon droit de vote, mais rien de plus ». 50 % au Brésil, 49 % en Allemagne de l'Ouest et 48 % au Royaume-Uni donnent la même réponse. Les USA (27 %) et l'Inde (28 %) sont les pays où cette réponse est la moins fréquente.

62 % des jeunes aux USA, 53 % en Suède, mais 20 % aux Philippines et 26 % au Japon répondent plutôt : « je recourrais activement à

diverses mesures comme, pétitions, lettres de doléances, manifestations, grèves, etc., pour autant que ces moyens sont légaux ».

Dans chaque pays, une très faible minorité, moins de 6 % déclare : « j'aurais recours à la violence et/ou à d'autres moyens illégaux si nécessaire. » Parmi les onze pays, l'Inde (6 %) et la France (6 %) se partagent le plus fort pourcentage, le plus faible concerne la Suède (1 %). Le nombre de jeunes indiquant « je m'excluerai de la société » est le plus élevé en France (17 %) et au Japon (13 %) et le plus faible aux Philippines (2 %), au Brésil (2 %) en Suède (3 %), en Allemagne de l'Ouest et aux USA (5 %).

Pourquoi ne pas prendre des mesures plus actives que l'usage de son droit de vote ? Un nombre extraordinaire de jeunes japonais répondent : « les problèmes en cause ne sont pas à la portée des individus ». 46 % des Allemands et 46 % des Indiens partagent ce sentiment. Mais cette réponse est la moins fréquente en Suède (13 %) et en France (14 %).

Le nombre de jeunes pensant « les affaires de la société devraient être traitées par les personnes les plus aptes à cela » est le plus élevé aux Philippines (56 %) et au Brésil (55 %), et le moins élevé au Japon (13 %) et en Suisse (30 %).

Le nombre de ceux déclarant « il y a d'autres choses qui sont plus importantes pour moi » est le plus élevé en France (33 %) et aux USA (32 %) et le moins élevé en Inde (11 %), aux Philippines (12 %) et au Japon (15 %).

Dans tous les pays, à l'exception de la France et du Japon, le nombre de jeunes satisfaits de la manière dont les choses vont dans leurs pays représente environ 50 à 90 %, 31 % en France et 35 % au Japon.

Quant aux motifs d'insatisfaction, dans les onze pays les raisons le plus souvent avancées sont les suivantes : « les gens ne sont pas suffisamment concernés par la destruction de l'environnement », « trop souvent, ce qui serait juste pour tous n'est pas concrétisé », « il y a beaucoup trop de différence entre les riches et les pauvres » et « on ne rémunère pas le travail pénible ».

La conscience internationale

Environ 70 à 85 % des jeunes dans tous les pays, sauf en Allemagne de l'Ouest disent « j'aimerais vivre dans un pays étranger ». Ce chiffre est de 58 % en Allemagne de l'Ouest. Dans beaucoup de pays y compris le Japon, il y a davantage d'hommes que de femmes souhaitant vivre à l'étranger.

Environ 60 à 80 % des jeunes dans tous les pays déclarent accorder leur attention aux nouvelles de l'étranger à la TV et dans les journaux. En Suisse et en Suède, 82 % des jeunes sont dans ce cas. Le chiffre le plus faible concerne l'Inde (55 %). Dans plusieurs pays y compris le Japon, il y a davantage d'hommes que de femmes qui suivent avec attention l'actualité.

Autres résultats

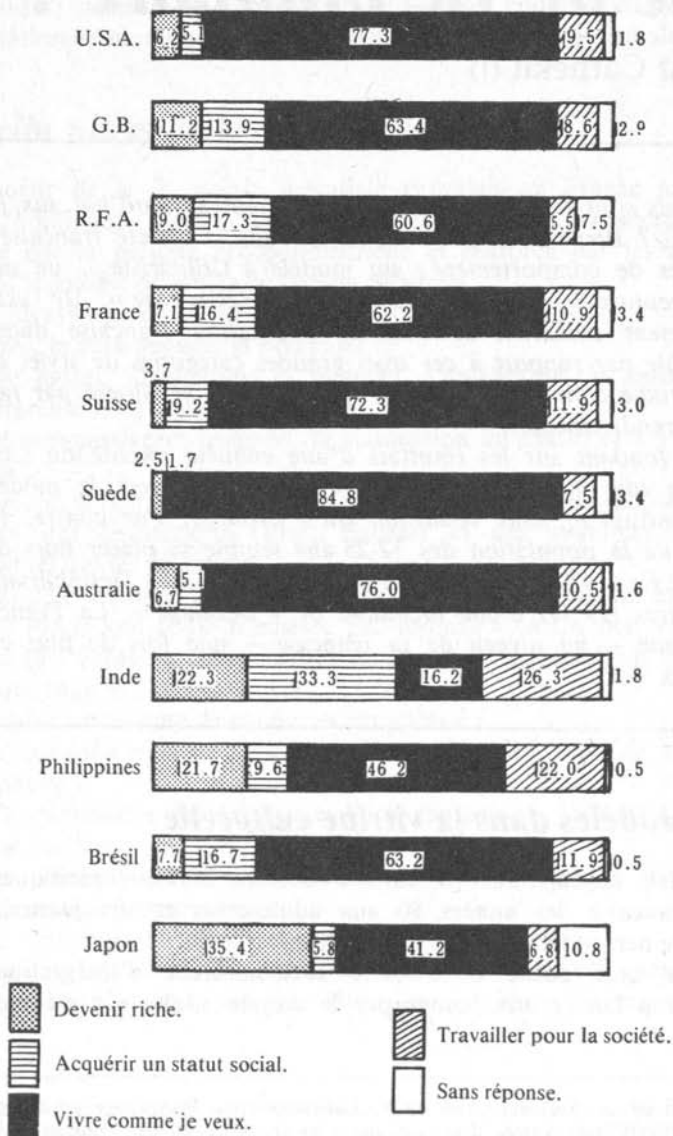
Quant à ce que pensent les jeunes de leur propre peuple, pour chaque pays, les réponses suivantes sont les plus fréquentes : USA : « ami du progrès », Royaume-Uni : « pragmatique », Allemagne de l'Ouest : « appliqué », France : « vaniteux », Suisse : « appliqué », Suède : « vaniteux », Australie : « esprit étroit », Inde : « pacifiste », Philippines : « poli », Brésil et Japon : « appliqué ».

Pour objectif de la vie, environ 40 à 85 % des jeunes dans tous les pays sauf en Inde répondent « vivre comme je l'entends ». Cette réponse revient avec une fréquence extraordinairement élevée par rapport aux autres réponses. Elle est la moins citée en Inde (16 %).

80 % des jeunes aux USA, au Royaume-Uni, en Suisse, en Suède, en Australie, aux Philippines et au Brésil affirment « je suis heureux et rempli d'espoir », mais ce chiffre tombe à environ 60 % en Inde et en France, et représente 70 % en Allemagne de l'Ouest. Les jeunes se disant « tristes et inquiets » se trouvent être les plus nombreux au Japon (17 %), en Allemagne de l'Ouest (11 %) et au Brésil (12 %). Ils sont peu nombreux en Suède, aux Philippines (5 %) et au Royaume-Uni (6 %).

Un très grand nombre de jeunes au Japon (71 %) et en Suède (68 %) ne possèdent pas un sentiment religieux. Ces chiffres sont aussi élevés en France (41 %) et en Australie (35 %). Les chiffres les plus faibles se trouvent aux Philippines (0,2 %), en Inde (4 %), en Allemagne de l'Ouest (5 %) et en Suisse (7 %). 96 % des jeunes aux Philippines, 87 % aux USA, 84 % en Inde et 82 % au Brésil (plus forts pourcentages), mais 32 % en Allemagne de l'Ouest, 37 % au Royaume-Uni et 39 % en France (plus faibles pourcentages) pensent que la religion est « importante dans la vie ». Dans le cas de la Suède et du Japon, le nombre de jeunes partageant cette opinion est élevé par rapport à celui des jeunes n'ayant pas de religion. Au Royaume-Uni en Allemagne de l'Ouest et en Suisse, le nombre de ceux accordant de l'importance à la religion est faible par rapport aux autres. On peut voir là une tendance à se détacher de la religion, en particulier du christianisme, dans ces pays.

Tableau 7
But de la vie



Jeunesse : vers un style de vie bipolaire ?

Bernard Cathelat (1)

Quels sont les styles de vie qui s'offrent aujourd'hui aux jeunes français ? Bernard Cathelat distingue dans la société française trois modèles de comportement : un modèle « Utilitariste », un modèle « d'Aventure » et un modèle de « Recentrage ». Il examine brièvement comment se situe la population française dans son ensemble par rapport à ces trois grandes catégories de styles de vie et il étudie comment les jeunes (12 à 25 ans) se situent par rapport à ces grands schémas.

Se fondant sur les résultats d'une enquête récente du CCA, il montre que 50 % de ces jeunes sont portés vers le modèle de « Recentrage », sous condition qu'il évolue... Par contre, l'autre moitié de la population des 12-25 ans semble se placer hors du jeu social : les uns (22 %) en raison d'une mentalité de « Déstabilisation », les autres (29 %) d'une mentalité de « Décalage ». La France est-elle donc — au niveau de sa jeunesse — une fois de plus coupée en deux ?

Trois modèles dans la vitrine culturelle

Qu'offre aujourd'hui la culture occidentale, et spécifiquement la société française des années 80 aux adolescents et aux jeunes, comme style de vie personnel et modèle d'organisation sociale ?

Jamais sans doute cette offre socioculturelle d'intégration et de participation lancée aux jeunes par le monde adulte n'a été aussi floue

(1) Directeur de Recherches au CCA, Laboratoire de Prospective sociale du Groupe HAVAS EUROCOM. Auteur d'un ouvrage « *les styles de vie des Français : 1978-1998* ». — Ottawa, Ed. Stanké, 1977. — 306 p.

par multiplicité et renouvellement permanent des modèles, et aussi molle par désimplication.

Le lieu et le moment de l'identification culturelle sont entropiques : la sociostructure de la France (et aussi de tous les pays occidentaux industrialisés) présente une mosaïque de modèles culturels déposés par la sédimentation de mutations accélérées depuis la 1^{re} guerre mondiale (1).

En déclin : le modèle « Utilitariste »

Au sortir de la 2^e guerre mondiale prévalait en France un modèle culturel dominant, hérité de la civilisation rurale, modernisé mais maintenu par la période proto-industrielle et renforcé par les années de guerre et l'idéologie officielle du régime de Vichy.

C'est un système de valeurs fondé sur :

- la durée, la permanence, la pérennité ;
- l'ordre moral, idéologique et matériel, l'uniformité, le monolithisme, la hiérarchie d'un système de classes ;
- la défense passive et résignée, la soumission au destin et à l'ordre des choses ;
- et surtout la foi en des mythes transcendants (Dieu, la patrie) et le respect des institutions (Etat, Eglises) et des symboles (drapeau, uniforme) qui les incarnent.

Ce modèle culturel est héritier des proverbes et de la morale des fables : « Pierre qui roule n'amasse pas mousse », « Un tien vaut mieux que deux tu l'auras », « Patience et longueur de temps valent mieux que force ni que rage »...

Il entraîne un schéma de conduites caractérisé :

- par l'individualisme cellulaire aux dimensions du clan, de la famille, xénophobe ;
- par l'accumulation matérialiste et l'épargne passive, l'autarcie et l'auto-consommation ;
- par le conservatisme des habitudes, la maintenance des traditions et la résistance aux innovations ;
- par le conformisme, l'obéissance et la répression sociale.

Ce modèle n'a cessé de s'affaiblir entre 1945 et 1975, perdant à la fois sa majorité et son prestige. Bien que certaines de ces valeurs se

(1) Ces données et chiffres sont tirés d'un système d'étude périodique des Styles de Vie et Valeurs socioculturelles, mis en place en France par le CCA, Laboratoire de Prospective Sociale du Groupe HAVAS-EUROCOM, depuis 1970 (Etude en souscription).



Copyright Quino (publié en France par les Éditions Jacques Glénat)

redressent aujourd'hui, en réaction à la crise économique et psychosociologique, ce style de vie ne réunit plus que 20 % environ des Français et principalement des personnes âgées, de bas niveau économique et culturel, et en zones rurales.

C'est cependant un modèle socioculturel plus important que ne le laisse supposer ce chiffre : il est en effet inscrit profondément dans la rhétorique de notre vie politique, dans l'organisation et le langage des administrations et entreprises nationalisées, dans les programmes de l'école et l'université, dans les valeurs de grands partis politiques (comme le RPR et le PC, au-delà des idéologies).

Le modèle « Utilitariste » est donc la première offre socioculturelle d'identification aux jeunes de 1980 mais minoritaire et récessive, comme le montrent les enquêtes socioculturelles du CCA (1).



En essoufflement : le modèle d'« Aventure »

Un style de vie et d'organisation sociale, un schéma de pensée et de comportement radicalement opposé est né dans les années 50 : un modèle d'importation américaine, présent dans tous les pays industrialisés

(1) Les termes de Culture « d'Aventure », « d'Utilitarisme » et de « Recentrage » sont empruntés à l'ouvrage : « Les Styles de Vie des Français 1978-98 » de Bernard Cathelat et le CCA. (Editions Stanké Paris, décembre 1977) qui rend compte des recherches de Prospective Sociale du CCA de 1970 à 1977.

d'Occident, modèle supranational, symbole de la société industrielle et des objectifs d'une civilisation post-industrielle.

Le modèle culturel d'« Aventure » est pragmatique, activiste, empirique, concret, vulgarisateur et démystificateur : il valorise des schémas de conduite :

- de compétition agressive, de concurrence, de prise de risque et de remise en cause des acquis ;
- d'originalité individuelle, de personnalisation égocentrique dans le flux de la mode cependant, par expérimentation, recherche, essais-erreurs, comportement défricheur et explorateur ;
- de dépense, de gaspillage, de libéralité, de surenchère économique.

Ces conduites sont fondées cependant sur un système de valeurs implicite dont les traits essentiels sont :

- l'hédonisme, le sensualisme, le plaisir ;
- la volonté de puissance, la réussite sociale, l'ascension permanente ;
- l'innovation, le progrès, le changement, l'éphémère, le renouvellement, la vitesse ;
- et la technologie, la science, le savoir.....

Au modèle rural « Utilitariste » a succédé comme culture dominante de la France des années 60/70, par une véritable révolution culturelle, le modèle de société post-industrielle d'« Aventure ». Les stéréotypes ont changé : c'est le jeune loup aux dents longues, l'ordinateur, le cosmonaute, le Concorde et les centrales atomiques.

Cette offre socioculturelle de vie fut majoritaire et dominante entre 1965 et 1975 (42 % des Français), particulièrement incarnée par les jeunes cadres actifs et urbains des technologies de pointe et du secteur tertiaire, les privilégiés de l'expansion de l'après-guerre.

Elle est cependant entrée en déclin depuis les années 72 : contestée de l'intérieur par toutes les minorités agissantes (consumérisme, écologie, féminisme, régionalisme...), abandonnée de plus en plus par ses propres jeunes, elle ne réunit plus que 30 à 32 % des Français en 1980.

C'est cependant le 2^e modèle culturel proposé aux jeunes, par la publicité et le système de consommation, par l'urbanisme moderne, par l'enseignement des grandes écoles : c'est encore la culture dominante.

En expansion : le modèle de « Recentrage »

Un 3^e système de valeurs socioculturel sera dominant dans les années 85 en France, il est déjà majoritaire (42 % des Français) : le Recentrage.

Mais ce courant majoritaire de modes de vie et de pensée se caractérise plus aujourd'hui par un front hétérogène du refus que par un projet commun d'avenir.

Ses valeurs dominantes représentent une dialectique de compensation psychosociale :

- mythe de la nature contre mythe de la science,
- valeurs d'ordre et de tradition contre anarchie et entropie de l'innovation accélérée,
- valeurs humanistes, égalitaires, de sécurité et stabilité contre les valeurs de risque compétitif.

Mais les comportements typiques de ces modèles socioculturels se manifestent essentiellement comme protectionnistes, défensifs, passifs et isolationnistes : repli sur la famille, la tribu micro-sociale, le terroir, faible mobilité et auto-défense, installation matérialiste du foyer-nid, cloisonnement de la vie...

Sociologiquement, cette population de modes de vie de Recentrage est hétérogène, réunissant les classes socio-démographiques et économiques les plus diverses. Psychologiquement, ce système de valeurs est plus auto-défensif qu'aventureux. Le modèle culturel de « Recentrage » n'est donc pas centralisateur ni intégrateur, et génère plutôt une mosaïque de plus en plus émiettée d'individualismes, de tribus, de communautés, de groupes et de segments microsociaux, au détriment du système macro-social d'intégration en classes monolithiques.

Se manifestent donc, à partir de ce système de valeurs de repli, des modes de vie et de pensée très différents, notamment selon les générations, du Recentrage conservateur et moralisateur au Recentrage convivial et écologique.

Des révolutions culturelles

La première Révolution Culturelle de ce cycle fut celle de l'après-guerre : urbanisation et exode rural, industrialisation et émiettement du travail, allongement de la scolarité et élévation du niveau de vie, voyages, migrations et média audiovisuels ont engendré un choc culturel et une mutation très rapide des schémas de comportements, puis du langage et des stéréotypes, et enfin du système de valeurs. A la Civilisation Utilitariste a succédé une Culture d'Aventure.

Cet essor du modèle d'Aventure a sans doute connu son apogée et le début de son déclin en mai 68 : les pavés visaient les notables, les institutions, les totems, la morale et les mythes du « vieux monde » Utilitariste ; les slogans soixante-huitards, « tout, tout de suite », « l'imagination au pouvoir », « jouissez » étaient les mots d'ordre d'un système de valeurs de changement, de vitesse, de spontanéité, de sensualité, poussé à son paroxysme. Mais ce que beaucoup ont pris, à chaud, pour

la naissance d'une culture nouvelle (et cela l'était encore pour une large part des classes moyennes comme des ouvriers et ruraux), était déjà le début de la fin. Comme ces Novae, étoiles si brillantes qu'on les croit naissantes alors qu'elles meurent en une explosion finale, la NOVA 68 a marqué pour les Styles de Vie d'Aventure le début du déclin : à Grenelle déjà, en juin 68, le modèle social de Recentrage s'imposait, l'ordre contre l'entropie, les bénéfiques matériels contre les rêves, les comptables contre les poètes...

La seconde Révolution Culturelle des années 70 est née de cette explosion, mais sans doute était-elle déjà inscrite dans le Modèle d'Aventure générant lui-même, comme des anti-corps, des Styles de Vie de Repli et de Recentrage.

Cette révolution est plus discrète et silencieuse, moins spectaculaire : d'une part parce qu'elle est mentale d'abord, d'autre part parce qu'elle est passive, asthénique et presque dépressive. Le système de Recentrage est un rejet des valeurs d'Aventure d'abord, qui ne propose pas clairement encore de modèle idéal autre que l'installation matérielle individuelle.

Les jeunes face aux choix culturels

Les jeunes se trouvent confrontés donc à 3 modèles socioculturels, 3 Styles de Vie personnels : un modèle « Utilitariste » ancestral, historique, en déclin ancien, un modèle d'« Aventure » multinational, jeune mais déjà en essoufflement, et un modèle « de Recentrage » en cours de croissance et déjà majoritaire.

3 systèmes de valeurs se concurrencent ainsi et supportent des modes de vie et des projections sociales concurrentes :

- au centralisme Utilitariste répond l'individualisme d'Aventure et le tribalisme du Recentrage ;
- la dépense du Style de Vie d'Aventure s'oppose également à l'accumulation Utilitariste et à l'investissement calculateur de Recentrage ;
- le réformisme prudent du Recentrage recherche l'équilibre entre l'évolutionnisme d'Aventure et le conservatisme monolithique Utilitariste ;
- la religiosité Utilitariste face au cynisme rationaliste d'Aventure et au romantisme mystique du Recentrage...

La troisième Révolution Culturelle est celle des années 80 : c'est chez les jeunes et les adolescents qu'on peut l'observer comme phénomène de masse (après l'avoir vue se manifester chez des individus et des petits groupes dans les processus de réinsertion progressive post-68).

50 % des jeunes dans le flux de recentrage...

Dans une étude récente du CCA (1) sur la population adolescente et jeune, dans cette tranche d'âge de 12 à 25 ans consacrée dans notre société depuis le XIX^e siècle à l'identification progressive aux schémas culturels, on observe qu'une moitié (49 %) de ce groupe social de 11 millions d'individus se rattache au courant actuel de la Culture de Recentrage et à son système de valeurs.

Comme chez la majorité de Français adultes qui, aujourd'hui, s'y reconnaissent, la dynamique fondamentale de ce courant socioculturel de Recentrage est réactionnaire : c'est la fatigue sinon le rejet, affectif et émotionnel autant sinon plus qu'intellectuel et rationnel, des idéaux, des valeurs, des modes de pensée et des schémas de conduite des styles de vie d'Aventure, dominants depuis 30 ans.

Et comme dans le groupe culturel adulte correspondant, ces jeunes du Recentrage se distribuent sur toute l'échelle des âges, des origines sociales, des niveaux culturels et des revenus. La tendance au Recentrage n'est donc pas la conséquence d'un conditionnement socio-économique, phénomène de classe sociale, mais un flux culturel profond qui balaie plus largement tous les groupes composant notre société, et qui paraît actuellement s'accroître dans les jeunes générations. Chez les jeunes en conséquence, la culture du Recentrage présente aussi une mosaïque variée des Sociostyles qui s'incarnent, selon des âges, les sexes, les origines sociales, en modes de pensées, de langages et de comportements, en fond commun de valeurs et de modèles de références : Styles de vie « de Défense » les plus conservateurs et répressifs, moralisateurs, styles de vie « d'Installation Matérialiste », styles de vie « d'Installation Psychologique »...

Ces adolescents et jeunes adultes viennent grossir le groupe social rattaché au modèle de Recentrage, récemment majoritaire selon les enquêtes du CCA (depuis 1978) : cette observation renforce l'hypothèse d'un changement d'équilibre des forces dans la sociostructure française.

Depuis 30 ans, la culture d'Aventure et son modèle de progrès technologique et de compétition, dominaient les modes de vie Utilitaristes de tradition rurale et les modes de vie de Recentrage petits bourgeois. Depuis 10 ans, ces derniers se sont rajeunis et leurs valeurs moralisatrices,

(1) Ces données sont tirées d'une recherche et d'une enquête de Styles de Vie menées par le CCA auprès d'un échantillon représentatif de jeunes de 12 à 25 ans, en 1979 en France (Etude en souscription). Les termes de Culture de « Décalage », « Destabilisation », de « Hors Jeu Social » ou « Installation » sont empruntés à cette étude.

mutualistes, micro-sociales, matérialistes, isolationnistes et passives apparaissent un modèle dynamique.

Aujourd'hui, ce courant de Recentrage est profondément enrichi et modifié de l'intérieur par ces jeunes : il constitue l'ébauche d'une nouvelle culture, et non un retour en arrière, qui sera la dominante des années 80.

On peut donc réellement parler chez ces 50 % de jeunes d'une mutation du système culturel du modèle d'Aventure vers le Recentrage et du modèle de Recentrage traditionaliste à un nouveau système de valeurs de Recentrage moderne.

...Vers un recentrage actif

Le système de valeurs de cette nouvelle culture dominante de Recentrage, comme on l'a cité précédemment, s'organise autour de notions-clés telles que : l'ordre naturel et social, la durée et la permanence, la stabilité, le confort et la sécurité passive d'une part et des valeurs d'humanisme, d'affectivité et de relations d'autre part.

La *Gestalt*, l'équilibre de ce système de valeurs est cependant modifié par rapport au modèle de Recentrage petit bourgeois traditionnel. La Culture de Recentrage naissante chez les jeunes et qui révèle la trame de la culture dominante de la prochaine décennie se caractérise par une mutation sur 3 points essentiels.

Une morale néo-conservatrice renaît, répressive, formaliste et rigoureuse au regard du libéralisme croissant des 20 dernières années, mais qui se fonde plus sur l'ordre de la nature intériorisé que l'ordre social. Si le militantisme écologiste n'y est pas très important, une sensibilité écologique marque cette population jeune et contribue à développer un mode de pensée de prudence, un comportement de réformisme respectueux des expériences, un souci de bon sens et d'équilibre qui prennent leurs sources dans une sensibilité naturaliste plutôt qu'un idéal social.

Un besoin de rattachement à des valeurs transcendantes se manifeste de même chez ces 50 % de jeunes, mais il apparaît moins socialisé que dans les générations âgées de la Culture de Recentrage. On note une poussée de foi, de mystique et de spiritualisme qui se porte moins sur des religions, croyances ou idéologies constituées et institutionnalisées que vers des mythes ou concepts abstraits, flous et individualisés : « Dieu » (abstraction), « Jésus » (mais non christianisme), « l'Amour », « l'Humanité » sont des pôles d'attraction pour ce besoin de rattachement personnel émotionnel à un absolu non socialisé. En ce sens, le déclin des idéologies et grandes religions semble devoir se poursuivre dans la logique du modèle culturel de Recentrage.

Cet idéalisme renaissant, opposé au pragmatisme cynique valorisé par

la Culture d'Aventure, apparaît cependant comme une sensibilité néo-romantique plus qu'une philosophie : cet idéalisme n'apparaît pas dans le Recentrage comme la recherche d'un absolu mais d'une imagerie sécurisante, ni recherche d'une explication mais d'un oubli ; il ne commande pas rigoureusement les comportements mais se juxtapose, et souvent de façon paradoxale, à un comportement matérialiste jouisseur et à une passivité non militante.

Dans la logique du modèle de Recentrage, les valeurs relationnelles enfin sont caractéristiques de ce courant jeune. Elles évoluent cependant : la famille et le foyer redeviennent des valeurs dominantes, comparativement aux Styles de Vie d'Aventure, mais évoluent en nature. La famille par le sang est moins importante que la tribu amicale, affective ; le foyer s'élargit à tous les lieux où l'individu se sent encore sur son territoire. Ce repli sur le nid et le groupe, le foyer et la famille, manifeste une attitude de tenue à distance de la société. Le Style de Vie de Recentrage n'est pas anti-social ni a-social, mais, au contraire, plutôt conformiste et d'un mimétisme passif ; il gère cependant sa vie comme une participation limitée à la société.

La défense de la vie privée est une dominante de la Culture de Recentrage : d'une part par le cloisonnement entre les activités (travail/loisirs), entre les relations (amicales/mondaines), entre les lieux (travail urbain/habitat rural) ; et d'autre part par la sélectivité des conduites de participation sociale selon un choix de centres d'intérêts et de modèles d'identification, comme en témoigne l'essor des magazines spécialisés et ciblés par exemple.

...Vers une culture microsociale

Ces reformulations, par de nouvelles générations, d'anciennes valeurs propres à la Culture de Recentrage, constituent l'opportunité d'une nouvelle culture : son développement en modèle dominant, encore virtuel aujourd'hui, représenterait en prospective sociale une véritable mutation, aussi importante que l'avènement du modèle post-industriel d'Aventure dans l'après-guerre.

A cette Culture et ces Styles de Vie d'Aventure, essoufflés aujourd'hui, ne répond encore qu'une mentalité de « Recentrage passif » chez la population adulte, sans autre projet que défensif. Il se développe aujourd'hui chez les jeunes (ou du moins 50 % d'entre eux) un modèle de « Recentrage actif » susceptible de proposer au scénario d'Aventure un scénario alternatif de Culture Micro-Sociale.

C'est en effet vers un modèle de société éclatée, en mosaïque de micro-groupes, une culture tribale que s'orientent ces 50 % de Jeunes de

Jeunesse : vers un style de vie bipolaire

styles de vie défensifs et d'installation, de Recentrage actif.

Le modèle tribal permet à leur système de valeurs de s'incarner : implication dans des relations conviviales limitées à une communauté réduite et typique, ordre et sécurité de normes, de modèles, de stéréotypes intériorisés par la communauté et constituant sa micro-culture originale, foi en des valeurs transcendantes, vécue émotionnellement et partagée en marge des grandes institutions idéologiques et religieuses.

Le modèle tribal facilite la récupération et l'intégration psychologique de courants de pensée comme le régionalisme, l'écologie, le consumérisme.

Le modèle tribal enfin apparaît comme le seul processus d'identification à un modèle adulte de participation culturelle, dans une société qui n'offre plus un modèle unique, stable et impératif.

Une génération de jeunes supporte aujourd'hui, par la mutation de son système de valeurs, un scénario de Culture Micro-Sociale « tribale » pour les années 80.



50 % de jeunes dans un courant de « hors jeu social »

Une autre famille d'adolescents et de jeunes adultes, de 12 à 25 ans, se révèle dans notre enquête portée par des tendances plus radicales de nature a-sociale (1).

La mutation du système de valeurs de Recentrage chez les jeunes de Styles de Vie d'Installation, résumée ci-dessus, correspond aux relations dialectiques habituelles des générations dans la transmission des modèles socio-culturels. On y observe seulement qu'au mode contestataire, utopique et agressif des années 60, s'est substitué aujourd'hui un mimétisme passif, pragmatique et doucement réformiste de ces jeunes à l'égard du monde adulte.

Chez l'autre moitié des jeunes, c'est un processus de débrayage, d'absence mentale, de déconnection que l'on observe dans leur relation, ou plutôt leur non-relation à la socioculture adulte. Ces jeunes disent « je suis branché... » pour exprimer leur implication, positive ou négative, dans un sujet ; sur le plan socioculturel, 50 % des jeunes français de 12 à 25 ans apparaissent « débranchés ».

On ne retrouve pas chez eux le mimétisme d'apprentissage, l'identification au système de valeurs des adultes, mais seulement le conformisme passif à un minimum de schémas de comportements vidés de sens, qui peuvent faire illusion d'intégration sociale mais qui n'en sont que le simulacre (Style de Vie de Décalage).

On ne retrouve pas chez ces jeunes la contestation militante des vieux modèles au profit d'utopies et de projets révolutionnaires, mais seulement un potentiel émotionnel de violence destructrice sans alibi idéologique ni solution d'alternative constructrice (Styles de Vie de Déstabilisation).

Et aucun des 3 grands modèles socioculturels qui s'offrent aujourd'hui dans notre société, Utilitarisme, Aventure, Recentrage, ne les implique ni ne les motive.

Et l'on retrouve dans cette masse profondément marginale, à la fois les jeunes les plus défavorisés et dé-culturés (économiquement, socialement, affectivement) pour qui ces modèles culturels ne sont que promesse de frustration, et les jeunes les plus favorisés, aisés, sur-informés, les plus sensibles donc au flou et à l'entropie d'une société en carence de valeurs transcendantes collectives, de chefs charismatiques, de rites d'initiation et plus simplement encore de modes de vie stables et sécurisants.

(1) « *Prospectives de Vie. Théories et Techniques pour une Prospective Sociale des Styles de Vie* », de Bernard Cathelat et le CCA (à paraître).

Une mentalité de « Déstabilisation » (22 %)

Chez les plus défavorisés (au regard du modèle culturel dominant le plus récent : c'est-à-dire le modèle d'Aventure, cultivé, aisé, ambitieux, consommateur, à la mode, jeune cadre en pleine réussite), le système de valeurs reflète les frustrations des banlieues dortoirs et des zones rurales vidées, du chômage et de l'échec scolaire, des carences familiales parfois :

- aucun espoir n'est porté sur la société et ses institutions, ses technologies ou ses organisations, mais seulement sur un individualisme radical ;
- aucune foi transcendante ne vient compenser ce vide social ;
- malgré un comportement tribal de vie en bande très ritualisée (uniforme, langage...), aucune solidarité ni valeur humaniste, mais au contraire la certitude que la force de l'individu seul contre tous est la solution.

Il en résulte un mode de pensée paranoïde déchiré entre la frustration désespérée du présent et le rêve de la réussite miracle, symbolisé par ces étoiles filantes (parties de rien, arrivées au sommet de la gloire à la seule force de leur volonté, brûlant la chandelle par les 2 bouts, vite consommées) que sont les idoles de la musique, de la moto...

Le modèle de comportement qui se développe chez ces jeunes des Styles de Vie de Déstabilisation est fondé sur la force et l'intensité de vie dans l'instant : cette violence destructrice et auto-destructrice s'exprime le plus souvent de façon symbolique comme par la moto, le rock... Elle n'en est pas moins présente à l'état latent dans une fraction importante de la population jeune.

Ce type de Styles de Vie ne trouve pas dans l'organisation sociale ni la culture actuelle de quoi satisfaire ses besoins économiques et ses attentes psychologiques profondément conservatrices d'ordre : son système de valeurs et ses modèles sont ceux de la lutte solitaire pour la vie dans une société jungle.

Une mentalité de « Décalage » (29 %)

Un autre profil socio-culturel, plus récent certainement, est également révélé par l'étude du CCA ; et comme le précédent, c'est plutôt un Style de Vie de pré-adulte (au-dessus de 17 ans) que d'adolescent, bien qu'il se manifeste essentiellement chez les jeunes étudiants de classes moyennes et aisées.

C'est chez les jeunes du courant de Décalage, plus que chez les jeunes du courant de Déstabilisation, que le système de valeurs se manifeste le

plus en négatif, par une absence :

- absence de valeurs de référence et nihilisme (« je ne crois en rien, je vis, c'est tout ») sinon un individualisme passif ;
- absence d'utopie et de modèle social préférentiel, fondé sur un mépris pour le jeu politique et un catastrophisme prononcé ;
- absence d'implication dans l'histoire, la durée, les traditions du passé ou les scénarios d'avenir, au profit de la vie dans l'instant ;
- absence presque totale de mythes, de héros, de modèles adultes auxquels s'identifier.

Ce vide socioculturel n'est pas un vide mental chez ces intellectuels sur-consommateurs d'informations : c'est un débrayage entre le psychologique et le sociologique, une prise de distance ni contestataire ni violente, une absence douce.

Ce vide socio-culturel fait de ces individus des citoyens de nulle part : « ailleurs » est d'ailleurs la seule valeur désirable à leurs yeux. Un « ailleurs » d'évasion, une fugue mentale qu'ils recherchent (en pratique ou en rêve ou en désir) dans le voyage, la musique électronique, la drogue parfois, les philosophies exotiques, la science-fiction, la B.D. fantastique...

Ce type de Styles de Vie ne se reconnaît pas plus que le précédent dans les modèles socioculturels majeurs de la société actuelle : son système de valeur est celui de la fuite, de l'absence.

...Vers un style de vie « Bipolaire »

D'une manière ou d'une autre, ces 2 sous-cultures marginales rassemblent 51 % des jeunes qui sont des étrangers dans la cité : non parce qu'ils s'habilleraient ou se comporteraient de façon particulièrement bizarre, mais bien parce qu'ils n'entretiennent aucune relation dialectique véritable avec les différents systèmes de valeurs de notre société, ce qui les intégrerait à l'un ou l'autre des modèles socioculturels.

Le phénomène intéressant est précisément que ces jeunes « hors jeu » psychologiquement se comportent de façon si peu étrangère, moins que ne le voudrait leur mentalité : coiffure, costume, musique, langage, se sont plutôt assagis depuis les années 66/74 ; on part moins à Kathmandou et on tente moins l'aventure de l'élevage des moutons en communauté dans l'Ardèche... Tout se passe comme si le conformisme gagnait dans les comportements sociaux et relationnels et que la marginalité se reportait sur la vie psychologique et les comportements privés (drogue, sexualité...).

C'est un « Style de Vie Bipolaire » qui naît chez des jeunes : comportementalement, ils jouent le jeu social, respectent les normes et

les règles essentielles pour ne pas être rejetés ni même se faire trop remarquer, se contentant de quelques provocations symboliques de leur marginalité ; à l'école, au bureau, à l'usine, ils s'intègrent à minima. C'est la première face de ces « JANUS », le premier volet de leur Style de Vie Bipolaire.

Et derrière ce masque rassurant, car stéréotypé, celui du lycéen un peu pop, du motard ou même du rocker, se développe un second mode de vie, profondément individualiste et a-social, un jardin secret « ailleurs », hors du temps et de l'espace social, hors des valeurs et des modèles de la Culture.

Une demi-génération pratique et habite une société sans y croire, sans la soutenir ni la combattre, sans doute même sans la voir.

... Vers une « culture Bipolaire »

De la conjonction de ces 2 courants observés par l'enquête du CCA chez les jeunes, d'une part les flux de Hors Jeu Social, d'autre part le flux de Recentrage actif et d'Installation, naît une hypothèse socioculturelle d'avenir.

C'est un scénario de société Bipolaire, partagée en 2 strates macro-sociale et micro-sociale où pourraient trouver un équilibre des Styles de Vie eux-mêmes bipolaires, vivant sur 2 registres : l'implication psychologique dans le mode de vie très privé et convivial micro-social, et l'acceptation passive et défensive de comportements socialement conditionnés par un ordre macro-social.

Ce scénario est déjà en marche. La culture macro-sociale depuis des années s'installe au travers des sociétés multinationales, des produits industriels, des media de masse, des échanges internationaux, de l'anglais véhiculaire, de l'Europe ; et aujourd'hui la télématique, la télévision par satellite, la centralisation des fichiers — vont la favoriser.

Mais on perçoit aussi les poussées micro-culturelles et micro-sociales : renouvelés ethniques, régionalisme, auto-gestion, vie associative, consumérisme, écologie, sectes religieuses, micro-media locaux et spécialisés. Et demain la télématique, la décentralisation des entreprises, la nouvelle répartition du temps de travail (VIII^e Plan), les radio et TV locales pourront l'encourager.

Les jeunes de 12 à 25 ans (étudiés ici en 1979) semblent encourager ce scénario : les uns (courant d'Installation et Recentrage) par leur souci défensif d'une vie micro-sociale ; les autres (courant de Hors Jeu Social) par leur recherche empirique d'une marginalité limitée et d'un individualisme relatif.

Quel serait alors le système de valeurs de ce modèle culturel nouveau ? Les psychologies actuelles d'évasion marginale et de force individuelle sont le symptôme d'une absence de valeurs de référence agissant comme catalyseur de la participation et de l'investissement culturel. Si la société française (et toutes les sociétés occidentales industrialisées) ne savent pas combler ce manque, elles connaîtront alors la véritable crise de l'énergie et la plus grave : celle des énergies psychologiques sans lesquelles nulle culture ne survit.

Les Européens et leurs enfants

Gilbert-François Caty (1)

L'enquête d'opinion « les Européens et leurs enfants » menée en 1979 dans les neuf pays de la Communauté à l'initiative de la Commission européenne, confirme l'attachement que les Européens portent aux enfants et leur volonté presque unanime de leur faire poursuivre des études. Elle témoigne de nouvelles exigences : les Européens, quels que soient leur nationalité et leur âge, réclament plus d'autorité dans l'éducation, mais associée à une plus grande disponibilité de leur part. Aussi sont-ils particulièrement favorables aux nouvelles formules d'aménagement du temps, horaire flexible et congé parental.

En 1977, à l'occasion de l'année de l'enfant, la Commission Européenne a fait mener une enquête d'opinion dans les neuf pays de la Communauté sur le thème « les Européens et leurs enfants ». Interrogeant les Européens dès l'âge de 15 ans, elle a voulu rendre compte de la vision que les « parents »

— potentiels, actuels, ou passés — peuvent avoir des problèmes éducatifs (2). Cette enquête, qui a porté aussi bien sur le bonheur des personnes interrogées que sur la garde des enfants, pose peut-être davantage de questions qu'elle n'apporte de révélation.

(1) Docteur en Droit, Docteur en Sciences Politiques, spécialiste des questions européennes.

(2) « *Les Européens et leurs enfants* », Commission des Communautés Européennes, ronéoté, 102 p. Référence : V/30/80.

Une large confirmation : faire preuve de plus d'autorité dans l'éducation des enfants.

L'enquête d'opinion confirme l'intérêt que les Européens ne cessent de porter à l'enfant et à la famille. L'importance attachée à leurs études en est un témoignage. Les études sont l'une des rares questions à laquelle les Européens apportent une réponse massive, dénuée de toute ambiguïté.

Pour plus de 8 parents actuels sur 10, il est important — et même « très important » pour 6 sur 10 — que les enfants fassent des études plus poussées qu'eux-mêmes n'en ont eu le loisir. Avec 18 % de réponses négatives les Danois sont les moins catégoriques tandis que les Allemands portent un jugement d'ensemble plus nuancé : c'est le seul pays dans lequel il n'existe pas de majorité pour dire qu'il est « très important » que les enfants poussent leurs études plus loin que leurs parents.

Mais l'apport essentiel de l'enquête est vraisemblablement dans la volonté qu'elle exprime de reconsidérer l'éducation des enfants. A la facilité, voire au laxisme des années 60, a succédé la prise de conscience par les Européens d'une crise durable qui pousse les parents à prémunir leurs enfants : ils désirent

leur faire faire des études prolongées tout en témoignant à leur égard de plus de rigueur, comme pour mieux les préparer à une vie difficile (1).

Le besoin de plus d'autorité est généralisé. Les Italiens, avec seulement 11 % de réponses, sont encore les plus nombreux à estimer que les parents sont trop autoritaires. Les pourcentages de réponse à cette question dans les autres pays se répartissent entre 1 % (au Royaume-Uni) et 8 % (en Allemagne). Or les pourcentages sont à peine plus élevés parmi les jeunes qui, finalement, attendent eux-aussi plus d'autorité dans l'éducation : plus du tiers des jeunes garçons et filles de 15 à 24 ans — respectivement 36 et 34 % — réclament ce surcroît d'autorité, un pourcentage qui, et c'est naturel, va croissant avec l'âge. Ajoutons que 37 % des jeunes garçons et 44 % des jeunes filles pensent que les enfants sont trop gâtés.

Parallèlement, les Européens énoncent le besoin d'une présence accrue à l'enfant. Ce besoin se manifeste doublement. D'un côté, il se révèle dans le désir de prendre plus attentivement en considération ses

(1) Rappelons les commentaires suscités par l'enquête Shell de 1977 portant sur les jeunes d'Allemagne Fédérale, de France et de Grande-Bretagne : « il ressort que les parents sont compréhensifs. L'éducation qu'ils donnent est nettement ouverte, libérale... Quels que soient l'âge et le pays, il est rare que l'éducation ait été considérée comme « dure » par les jeunes ». (*Futuribles*, nov-déc. 1978, « *L'intégration des jeunes dans la société* ».)

besoins et avis ; d'un autre, il s'exprime dans la volonté de témoigner d'une plus grande proximité physique et donc d'accorder plus de temps à l'enfant.

Dans chacun des pays de la Communauté (sauf l'Irlande et le Luxembourg) la hiérarchie des réponses est la même : tenir compte davantage de l'avis des enfants, estimer que les parents sont moins proches d'eux qu'autrefois, enfin et surtout, désirer passer plus de temps avec eux.

Le report sur des courbes des résultats statistiques auxquels ont donné lieu les opinions relatives à l'autorité et à la proximité accrues des parents permet de classer les pays de la Communauté en quatre catégories :

- les Italiens sont représentatifs de la moyenne communautaire qui est médiane : les parents doivent s'efforcer d'être un peu plus proches de leurs enfants, tout en faisant preuve d'un peu plus d'autorité à leur endroit ;

- les Britanniques en revanche tiennent une position extrême : ils réclament beaucoup plus d'autorité dans l'éducation des enfants en même temps qu'ils veulent être beaucoup plus proches d'eux. Autrement dit, ils mettent catégoriquement en cause l'éducation dominante ;

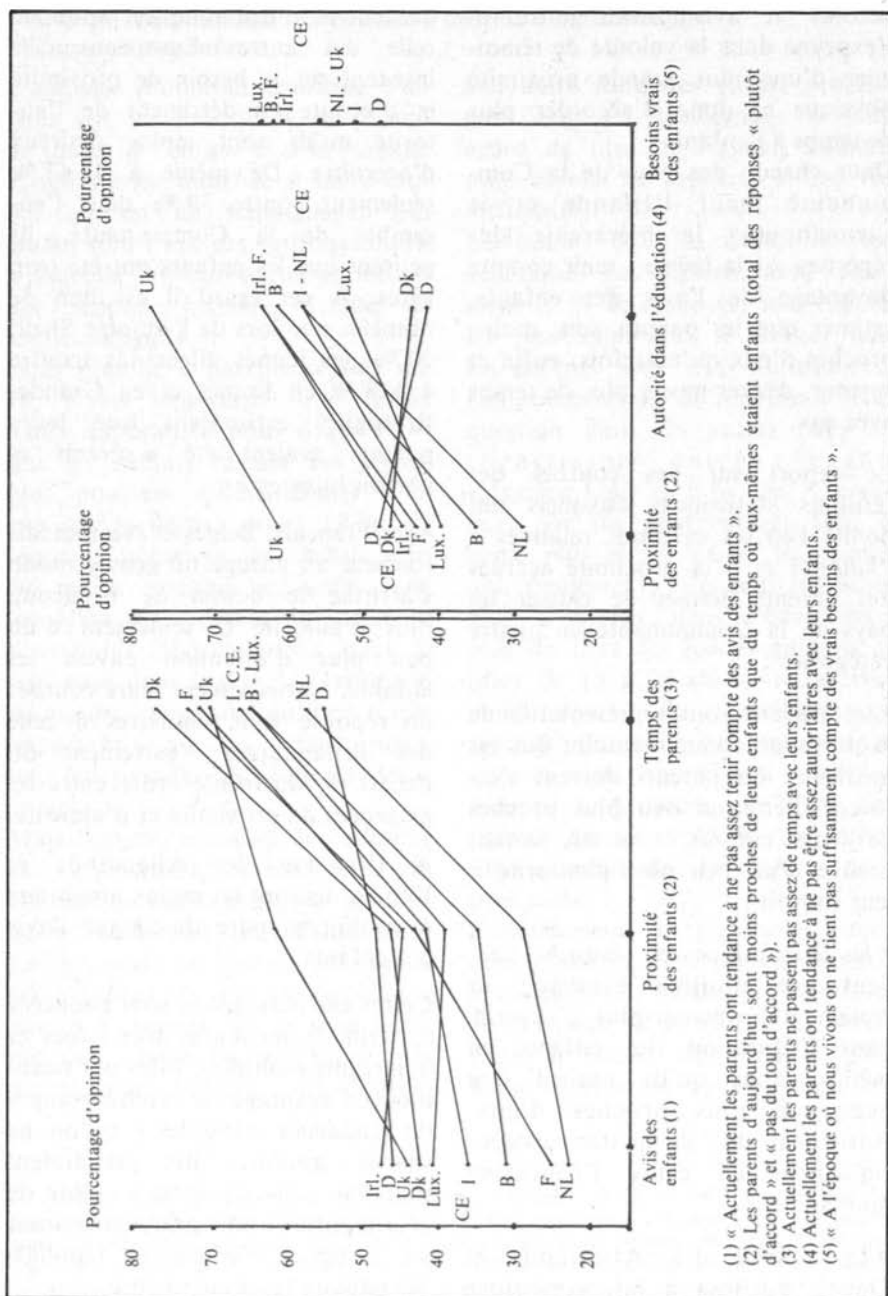
- la courbe des Allemands et Danois est tout à fait symétrique

de celle des Britanniques, voire de celle des autres Européens : ils insistent sur le besoin de proximité et d'écoute au détriment de l'autorité qu'ils sont moins désireux d'accroître. De même à 42-43 % seulement contre 59 % dans l'ensemble de la Communauté, ils pensent que les enfants ont été trop gâtés. A cet égard il est bon de rappeler que lors de l'enquête Shell, 20 % des jeunes allemands (contre 4 à 8 % en France et en Grande-Bretagne) estimaient que leurs parents avaient été « sévères et parfois injustes » ;

- les Français, Belges et Néerlandais forment un groupe où grosso modo s'affirme le besoin de beaucoup plus d'autorité et seulement d'un peu plus d'attention envers les enfants. Curieusement leurs courbes de réponse sont similaires à celle des Britanniques ; autrement dit l'écart est du même ordre entre les exigences de proximité et d'autorité.

A l'inverse des Allemands et Danois, ils sont les moins nombreux à vouloir prendre davantage l'avis des enfants.

Certes ces indications sont énoncées à partir de moyennes très larges et d'agrégats multiples. Elles ont néanmoins l'avantage de rendre compte de tendances « lourdes » qu'on ne saurait ignorer. Elles prendraient tout leur sens s'il était possible de les rapporter à une grille comparant les systèmes d'éducation familiale des pays de la Communauté.



- (1) « Actuellement les parents ont tendance à ne pas assez tenir compte des avis des enfants ».
- (2) Les parents d'aujourd'hui sont moins proches de leurs enfants que du temps où eux-mêmes étaient enfants (total des réponses « plutôt d'accord » et « pas du tout d'accord »).
- (3) Actuellement les parents ne passent pas assez de temps avec leurs enfants.
- (4) Actuellement les parents ont tendance à ne pas être assez autoritaires avec leurs enfants.
- (5) « A l'époque où nous vivons on ne tient pas suffisamment compte des vrais besoins des enfants ».

Une interrogation : les constantes sociologiques tendraient-elles à effacer les diversités nationales ?

Les enquêtes d'opinion que la Commission européenne fait mener depuis quelques années peuvent être utilisées sous deux formes : en livrant une photographie de l'opinion européenne, les Eurobaromètres peuvent être un outil précieux dans l'élaboration des politiques sectorielles (1) ; par ailleurs, ils permettent au chercheur de mieux cerner les composantes socio-culturelles des pays de la Communauté. A cet égard, des deux approches offertes à l'analyse, sociologique et nationale, « Parents et Enfants » livre les éléments suivants.

Le fait d'avoir poursuivi ses études jusqu'à 20 ans et au-delà, c'est-à-dire d'avoir mené des études post-secondaires, est déterminant dans les prises de position en faveur du congé parental, du besoin ressenti par les parents de consacrer plus de temps à leurs enfants et, plus généralement, de tenir compte de leurs besoins. En revanche, le fait d'avoir arrêté ses études à 15 ans ou avant, incite à attacher de l'importance aux études des enfants, à considérer maternité et paternité comme valeurs d'épanouissement, à redouter l'avenir, à réclamer plus d'autorité dans l'éducation des enfants.

Les différences de sexe provoquent des écarts moindres que le niveau d'études comme l'avait déjà révélé la précédente enquête de la Commission Européenne « Femmes et hommes d'Europe » (2). Mais les femmes qui ont mené des études supérieures sont plus positives à l'égard du congé parental et du temps accru qu'il conviendrait d'accorder aux enfants.

Quant aux variations nationales, redisons combien la position des Britanniques est éloignée des autres en ce qui concerne un surcroît affirmé tant d'autorité que de présence envers les enfants. Par ailleurs les Pays-Bas tranchent par le besoin beaucoup moins nettement ressenti d'une écoute accrue des enfants ; aussi attachent-ils moins d'importance aux formes nouvelles d'aménagement du temps professionnel : horaires flexibles, réduction des horaires de travail sur la journée, congé parental.

Mais globalement, de l'enquête « les Européens et leurs enfants », on peut conclure que, comme pour les précédents sondages européens, Eurobaromètres et enquête Shell de 1977, d'un pays à l'autre les similitudes l'emportent largement sur les différences.

(1) Ainsi en est-il de nombreux aspects des Européens et leurs enfants, p. ex. les préférences en ce qui concerne la garde des enfants, les difficultés matérielles rencontrées dans leur éducation, l'aménagement du temps de travail.

(2) cf « *L'Europe au féminin* », *Trente Jours d'Europe*, mai 1979.

Dès lors la première question est la suivante : ces écarts d'opinion limités traduisent-ils un ajustement progressif des comportements qui tendraient ainsi à s'aligner sur une moyenne communautaire ? S'il devait en être ainsi, observons seulement que les « pères fondateurs » de l'Europe n'avaient certainement pas osé espérer que trente ans suffiraient à concrétiser de telles convergences...

D'où une deuxième interrogation. Les convergences nationales que les enquêtes européennes mettent en évidence sont-elles le fait de la construction européenne ? Ou, au contraire, peut-on penser que, posées dans la plupart des pays voisins des Neuf (par exemple l'Autriche, la Norvège, la Suisse), les mêmes questions auraient révélé des attitudes tout à fait comparables, celles de pays hautement industrialisés où les écarts sont avant tout d'ordre sociologique ? Les niveaux de revenu et surtout d'études pourraient bien expliquer les différences d'attitudes, allant jusqu'à estomper les différences de sexe et de nationalité.

Les résultats de l'enquête tels qu'ils sont publiés par la Commission offrent un certain nombre de données — structure des revenus familiaux, niveau d'études, âge, sexe, profession parfois — mais de façon

agrégée puisque, pour la plupart, elles couvrent l'ensemble des pays de la Communauté (1).

Ces données, examinées pays par pays, permettraient-elles de dégager un fondement socio-économique aux variations nationales observées ? Permettraient-elles de réduire ainsi à peu de choses la diversité historique des pays de la Communauté ?

Dans ce cas les attitudes et valeurs ne seraient plus enracinées — ou, à tout le moins, ne puiseraient plus — dans des cultures nationales. Elles seraient devenues l'épiphénomène quasi conjoncturel de variables quantifiables sujettes à extrapolation.

La troisième interrogation est d'ordre beaucoup plus prospectif. Partant d'une situation aussi nouvelle — l'alignement progressif des références nationales, dans le cadre des Neuf et sur la base de données socio-économiques — peut-on conclure à l'uniformisation à long terme de l'espace communautaire ? Relevons à cet égard que l'économie des Etats membres évolue de façon pour le moins contrastée. Donc même si on retenait une vision réductionniste des valeurs et attitudes énoncées par les Européens, il n'est pas sûr que les convergences actuelles puissent se confirmer et se consolider.

(1) Précisons que toutes les données relatives aux enquêtes d'opinion menées à l'initiative de la Commission européenne sont déposées au « Belgian Archives for the Social Sciences » (1, place Montesquieu, B 1038 Louvain-la-Neuve), où elles sont à la disposition des chercheurs justifiant d'un intérêt de recherche.

Les mathématiques à l'école : bilan et perspective

Ana Maria Sandi (1)

Les mathématiques sont enseignées depuis quelques années par la théorie des ensembles. Ana Maria Sandi en dresse un bilan sévère, reprochant à la méthode d'être trop abstraite et de ne plus apprendre aux enfants le calcul élémentaire.

Elle s'interroge sur les raisons qui ont conduit à une telle réforme. Ce faisant, elle reconnaît que du fait de l'évolution des mathématiques elles-mêmes ainsi que des besoins nouveaux de notre temps, des innovations seraient nécessaires. Elle esquisse enfin de nouvelles voies possibles.

Les mathématiques « nouvelles »

Dans beaucoup de pays, les parents découvrent aujourd'hui avec stupéfaction que la première leçon que prend leur enfant sur la division porte une dénomination très compliquée : « la division des nombres naturels à l'aide de la séparation des sous-ensemble disjoints ayant le même nombre d'éléments ».

Ainsi, 8 pommes réparties entre 4 fillettes deviennent miraculeusement un ensemble de 8 pommes d'où chaque fillette reçoit une pomme autant de fois que l'on peut former de sous-ensembles de 4 éléments (disjoints entre eux) à partir d'un ensemble de 8 éléments.

(1) Mathématicienne, Centre international de Méthodologie pour les Etudes sur le Futur et le Développement, Bucarest, Roumanie.

On pourrait probablement écrire des best-sellers humoristiques sur les situations provoquées dans les familles par la nouvelle méthode d'enseignement des mathématiques. A défaut, on a déjà écrit de nombreux articles savants qui attaquent avec acharnement ou soutiennent avec enthousiasme les mathématiques modernes ou les mathématiques « nouvelles » ; car celles-ci, outre les difficultés qu'elles créent aux parents, posent de graves problèmes aux enfants.

Quel objectif poursuit-on par l'enseignement des notions sur les ensembles dès la première classe primaire ?

Le but déclaré n'est pas d'initier les élèves à la théorie des ensembles, mais bien d'exercer la pensée logique (1). L'assimilation des notions d'appartenance, inclusion, réunion, intersection etc., est censée faciliter une bonne structuration mentale et le développement du raisonnement logique.

Outre l'enseignement de ces notions, l'introduction des nombres comme propriétés des ensembles et des opérations arithmétiques comme dérivées des opérations sur les ensembles, dans le contenu des nouveaux curricula (2), on trouve donc aussi des notions comme : base de systèmes de numération, congruence, inégalités, matrices, logique symbolique et structures générales (groupe, anneau, corps).

L'accent est mis sur l'enseignement logique, qui, en partant des définitions et axiomes, par déduction, fait tirer les conclusions et démontrer les théorèmes. On poursuit une extrême rigueur et l'utilisation d'un langage mathématique précis et abstrait.

Quels ont été les résultats de ce nouveau type de curriculum mathématique ?

Douze ans après son introduction aux Etats Unis, dans presque tous les grands journaux américains on pouvait lire des titres sensationnels, annonçant une vraie catastrophe de l'éducation. « After 3 years of new math why can't he count his change at the candy store ? » (Après trois ans de nouvelles mathématiques pourquoi est-il incapable de compter son argent chez le marchand de bonbons ?)

Les analyses effectuées et surtout le livre de Morris Kline, « Why Johnny can't add ? » (Pourquoi Johnny ne sait-il pas compter ?) (3) ont mis en évidence de nombreuses déficiences.

(1) *Mathématiques nouvelles*. — Conseil de l'Europe, 1976.

(2) Nous employons le terme de curriculum dans son sens le plus large, de plus en plus utilisé et qui couvre les objectifs, le contenu, les méthodes d'enseignement et les procédures d'évaluation.

(3) Kline, Morris. — *Why Johnny can't add, The Failure of the New Math*. — St. Martin's Press, 1973.

L'accessibilité tant vantée des notions de la théorie des ensembles pour les élèves des classes primaires s'est révélée d'une apparence totalement trompeuse.

En réalité, faire abstraction de toute propriété des éléments d'une collection, sauf celle de l'appartenance, représente un processus très avancé d'abstraction, difficile à réaliser si l'on ne bénéficie pas des étapes intuitives préalables.

Il n'y a aucune raison pour qu'un enfant de classe primaire dise : « la réunion d'un ensemble de 3 pommes à un ensemble de 2 pommes, disjoints entre eux, est un ensemble de 5 pommes » et non pas tout simplement : « si on ajoute 2 pommes à 3 pommes, on obtient 5 pommes ». En somme, le premier énoncé introduit des éléments accessoires qui compliquent inutilement les idées et dévient l'attention de l'enfant de l'essence du problème. On doit ajouter que les choses se compliquent d'autant plus que, généralement, la réunion et l'intersection des ensembles ne correspondent pas à l'addition et à la soustraction.

Quoique la théorie des ensembles représente la base des mathématiques rigoureuses et logiques, elle n'est pas absolument nécessaire pour la compréhension et l'enseignement primaire des mathématiques.

Les déficiences se manifestent aussi dans le curriculum mathématique des classes avancées.

Malheureusement, la poursuite à tout prix des exposés logiques, des développements déductifs rigoureux, ne conduit pas à la compréhension des mathématiques et encore moins à la stimulation du désir de les pratiquer.

La démarche déductive dans laquelle les concepts, axiomes, etc, sont bien rangés, donne à penser que les mathématiques sont créées par des esprits géniaux qui suivent exactement la démarche exposée : des axiomes directement aux théorèmes.

Cette illusion conduit à une inhibition du désir de pratiquer les mathématiques, en éliminant la motivation naturelle apportée par la joie de la découverte.

En réalité, ainsi que le grand mathématicien Henri Lebesgue le démontre, « dans les mathématiques, aucune découverte n'a été réalisée par un effort de logique déductive, mais elle a été le résultat du travail de l'imagination créatrice, qui construit ce qui semble être vrai, guidée parfois par les analogies et parfois par un idéal esthétique, mais qui ne s'appuie pas du tout sur des fondements logiques solides. Après la réalisation de la découverte, la logique intervient pour agir comme un contrôle et révéler si, en définitive, la découverte est valable ou illusoire. Son rôle quoique considérable est secondaire ».

La réelle qualité de la démarche est sans doute d'éduquer la pensée. Mais ainsi que M. Kline le remarque, la logique toute seule est aussi incapable de conduire aux idées nouvelles, que la grammaire toute seule l'est de conduire à la poésie ou la théorie de l'harmonie à la musique.

La poursuite exclusive de la démarche axiomatique au mépris de celle constructive, l'utilisation de la déduction au mépris de l'induction, de l'abstraction au mépris de l'intuition a donné naissance à un curriculum par lequel les élèves sont conduits à descendre toujours vers les racines, sans jamais avoir la chance de voir l'arbre entier (1).

La capacité de calcul, elle aussi, est affectée par l'enseignement exclusivement axiomatique. Comme l'apprentissage du violon qui requiert 4 à 6 heures d'exercices par jour, l'apprentissage des mathématiques nécessite la résolution de centaines d'exercices et problèmes (on cite le nombre moyen de 1000 problèmes résolus par an). C'est une vérité qui se confirme depuis des dizaines et des centaines d'années dans la formation même des grands mathématiciens.

Les mécanismes de l'innovation

Comment ont émergé les mathématiques nouvelles et pourquoi a-t-on procédé aux réformes correspondantes ?

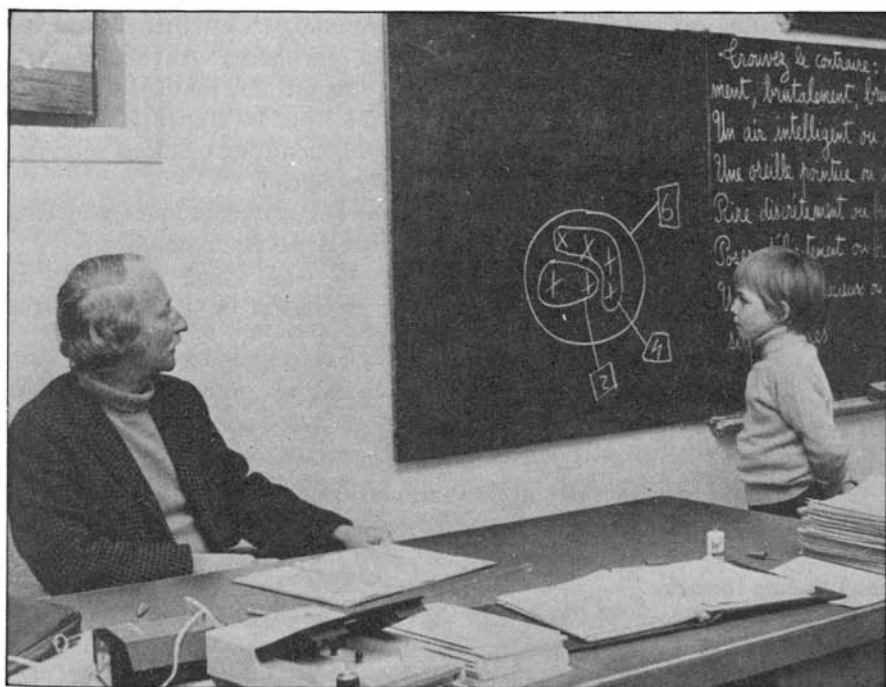
Les curricula traditionnels de mathématiques ne correspondaient plus aux besoins pour plusieurs raisons : d'une part leur contenu ignorait complètement les développements récents des mathématiques et comportait des chapitres inutiles ou périmés ; d'autre part la manière d'enseigner, fondée en grande partie sur la mémorisation de certaines règles, l'apprentissage par cœur ou le manque de souci pour établir des liaisons entre les différents chapitres, engendrait des déficiences logiques. Le besoin d'un changement ou d'une innovation se manifestait de plus en plus.

On reconnaît en général trois facteurs qui influencent la définition des curricula d'éducation scientifique : l'évolution même du domaine scientifique en question, les acquis de la recherche psychologique et pédagogique et enfin les exigences du développement général de la société.

L'introduction des mathématiques nouvelles a été largement déterminée par l'action du premier facteur, donc par les pressions exercées par la dynamique des mathématiques.

Les mathématiques donnent l'impression d'être une matière qui ne change pas, car — en dehors des découvertes — un théorème une fois

(1) Kline, Morris. — op. cit.



démonstré, n'est plus modifié. Cependant l'esprit en mathématiques peut évoluer au cours du temps sous l'influence des facteurs culturels (1).

Ainsi, les Babyloniens et les Egyptiens antiques pratiquaient des mathématiques pragmatiques ; les mathématiques classiques grecques sont surtout caractérisées par l'essai d'atteindre un maximum de rigueur ; les mathématiques de l'Europe du XVIII^e siècle sont caractérisées par un esprit d'invention hardi.

Les mathématiques contemporaines ont été influencées en grande partie par la recherche des axiomes fondamentaux des théories mathématiques et la définition sur leur base de structures très générales.

Cela conduit à la réalisation d'une haute abstraction et unification du domaine, qui — à partir d'une science des formes spatiales et des relations quantitatives — s'est transformée en une science des structures.

(1) Vallée, Robert. — « *New mathematics* » and teaching. — Int. J. Math. Educ. Sci. Technol., vol. 6, N^o 2, 1975.

La manière de présenter les concepts mathématiques s'est transformée, en utilisant un langage rigoureux, hautement formalisé. Au sommet, le groupe Bourbaki a rassemblé les différents champs des mathématiques en ignorant les divisions traditionnelles, provoquées par les étapes d'émergence et de développement et en tenant compte seulement des relations internes, profondes, qui résultaient des structures axiomatiques.

On remarque facilement que les origines des mathématiques nouvelles se trouvent dans le développement des mathématiques contemporaines.

En même temps, du point de vue de leur utilité pratique, les mathématiques se sont développées, tant en raison de leur dynamique interne, qu'en raison des pressions exercées par :

- les autres disciplines scientifiques ;
- les problèmes posés par le développement socio-économique ;
- l'utilisation généralisée des ordinateurs, des microprocesseurs, de l'informatique.

De nouveaux concepts mathématiques ont dû être définis pour répondre aux nécessités de la biologie, des sciences sociales et politiques : les problèmes contemporains nécessitaient la création de nouveaux instruments formels.

Comme l'affirme M. Malitza, « à côté des mathématiques simples, inflexibles, inspirées par la mécanique, il émerge un nouvel édifice — avec des postulats qui sont tellement différents, qu'ils ne représentent plus une extension de l'ancien — ayant pour vocation de répondre aux besoins nouveaux des sciences de l'homme et de la société » (1).

Ainsi, on pense que les mathématiques utiliseront à l'avenir « des systèmes contradictoires d'axiomes et une logique plus flexible qui permettront non seulement l'étude de démonstrations exactes, mais aussi de raisonnements vraisemblables » (2).

Cela supposerait la création d'une logique qui permettrait l'analyse des bases axiomatiques contradictoires et où la déduction contiendrait « des coefficients d'authenticité ».

De nombreuses recherches actuelles sont dirigées vers la construction d'une logique dynamique et d'ensembles dynamiques, dans lesquels l'appartenance varie avec les temps.

De plus, le développement de l'informatique porte à l'ordre du jour

(1) Malitza, M. — *Mathematics for tomorrow*. — Communication, 5th World Futures Studies Conference. — Dubrovnik, 1976.

(2) Boltjansky, V.G., V.I. Danilov-Danilyan, V.I. — *Mathematics and Scientific and Technological Progress*. — Intern. Symposium on Science, Talin, 1978.

les algorithmes et l'analyse numérique avec les méthodes d'approximation et les mathématiques finies, pour lesquelles la préparation offerte par la démarche axiomatique n'est pas la plus indiquée.

Il introduit une nouvelle branche, extrêmement dynamique, la science des ordinateurs, ayant comme sous-branche l'intelligence artificielle, qui a connu une évolution spectaculaire : après une période de domination totale de la démarche logique, l'on a pris la voie des contextes, des « scripts », des cadres (frames), d'une manière qui respecte la démarche intuitive de la pensée humaine.

Enfin apparaît une préoccupation liée à la modélisation des phénomènes. S'il existe des modèles bien mis au point pour les phénomènes physiques et chimiques, les modèles pour les phénomènes biologiques, économiques, sociaux, humains, sont en cours de perfectionnement.

La nécessité croissante des algorithmes, de l'analyse numérique et du langage formel est accompagnée par la nécessité de la construction de procédures heuristiques pour résoudre les problèmes non-algorithmisables où les stratégies de recherche, de ramification, etc. sont essentielles.

Le développement même des mathématiques imposera la révision de l'enseignement des mathématiques dans les écoles.

Les nombreuses observations psycho-pédagogiques, concernant le rôle de l'intuition, de la découverte, des raisonnements inductifs dans le processus d'apprentissage, plaident aussi en faveur d'une telle révision.

En effet, en choisissant le système axiomatique pour l'enseignement des mathématiques on adopte d'entrée une présentation organisée, systématique et ordonnée des propositions mathématiques déjà découvertes, avec d'évidents avantages par rapport à l'économie de pensée, à la cohérence, à la rigueur, à la précision, à l'exactitude logique, etc. Du même coup on renonce à la démarche heuristique qui a mené à la découverte et à l'innovation. La démarche heuristique quoique n'ayant pas les attributs énumérés ci-dessus, présente d'autres avantages : le travail à l'aide des concepts, leur expérimentation, l'utilisation des contextes concrets, des exercices et des applications, l'assimilation et la mémorisation durable.

La principale qualité de cette démarche dérive de l'identité de la voie pédagogique à la voie de la découverte et non de l'ordination dans les mathématiques : ainsi initie-t-elle les élèves aux processus et aux mécanismes de la découverte mathématique (1).

(1) Hadamard, J. — *The Psychology of Invention in the Mathematical Field*. — Princeton, 1949.

Les directions d'une nouvelle réforme

Les curricula scolaires ne peuvent pas être réalisés selon des solutions universellement valables. Même dans l'enseignement des sciences exactes, il faut tenir compte du contexte social, économique et culturel spécifique, de besoins particuliers qui apparaissent durant certaines périodes dans les différentes sociétés. L'analyse de la réforme des nouvelles mathématiques suggère pourtant certaines directions pour les innovations nécessaires.

Une première direction consiste à présenter les mathématiques d'une manière constructive et non pas strictement logique.

La présentation historique de différents concepts facilite leur compréhension et le développement de l'intuition mathématique.

Une pareille démarche oblige non seulement à assimiler les mathématiques par la résolution de problèmes, mais aussi à assimiler la manière de formuler les problèmes.

Une autre direction concerne la manière d'introduire les notions abstraites des structures mathématiques avant de pouvoir disposer des moyens de leurs réalisations concrètes, en supposant qu'elles seront comprises automatiquement. De cette manière on a démontré que l'on arrive à l'une des principales déficiences du curriculum traditionnel, l'apprentissage par cœur.

L'utilisation des exemples de la réalité, de l'expérience immédiate de l'enfant, assure une meilleure compréhension des notions et confère aussi la motivation de leur assimilation.

Ainsi, par exemple, l'ellipse n'est pas seulement un lieu géométrique, mais aussi le trajet d'une planète ; les fonctions ne sont pas seulement des couples ordonnés mais aussi des relations entre variables existantes en réalité, qui expriment par exemple, la liaison entre le poids d'un ballon et son temps de vol pendant qu'il est lancé en air.

Le démarche inductive qui résulte des directions précédentes évite que les mathématiques ne deviennent pour la majorité des élèves « un jeu interdit avec des perles en verre », les développements déductifs extrêmement rigoureux étant tout au plus à la portée d'un minorité semblable à l'élite du célèbre roman de Herman Hesse.

Au contraire, les raisonnements inductifs qui utilisent des arguments heuristiques, analogies, images, offrent la plausibilité des résultats qui peuvent être démontrés par déduction.

Une autre direction est représentée par l'enseignement par la découverte et non par « les dires », qui conduit les élèves à la compréhension intuitive des définitions, axiomes et théorèmes, avant qu'elles ne soient formalisées en structures déductives. On réalise ainsi un équilibre entre la logique et l'imagination, on stimule la pensée créatrice, indépendante.

Les mathématiques à l'école : bilan et perspective

La voie n'est pas facile et de nombreuses études démontrent combien il est difficile de diriger les élèves vers la découverte des processus par lesquels on arrive aux notions et aux théorèmes.

Probablement faut-il que les psychologues, les pédagogues et les mathématiciens fassent un effort supplémentaire pour découvrir les méthodes permettant aux enfants d'être mathématiciens.

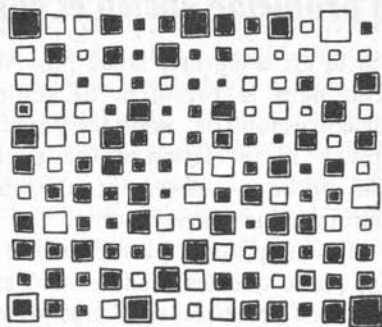
Pour faire face aux problèmes qui risquent de menacer notre planète dans les années 80, les auteurs nous montrent qu'il faut développer la plus grande ressource que nous possédons : notre capacité d'apprendre.

Un livre passionnant avec préface de Christian Beullac, Ministre Français de l'Éducation et avant-propos de Aurélio Peccei.

Pergamon On ne finit pas d'apprendre

ON NE FINIT PAS D'APPRENDRE

J.W. BOTKIN M. ELMANDJRA M. MALITZA



Rapport au Club de Rome



PERGAMON PRESS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE



PERGAMON PRESS FRANCE

24, rue des Ecoles
75240 Paris Cedex 05

L'histoire en question

Jean Peyrot (1)

Depuis un an, les grands moyens d'information ont alerté l'opinion publique sur la situation désastreuse de l'enseignement de l'histoire. Jusque-là, le débat était resté confiné dans le cercle étroit des spécialistes. Il est porté maintenant sur la place publique, ce qui est sûrement bénéfique. Mais les médias ont l'inconvénient de le simplifier à l'excès et d'en masquer le véritable enjeu : l'avenir de la formation intellectuelle de tous les jeunes Français.

Un problème ancien et complexe.

Si le cri d'alarme, lancé par Alain Decaux en particulier, a eu autant d'écho dans la presse et de résonance dans l'opinion, c'est bien parce qu'il correspondait, pour les parents à une sourde inquiétude, et pour les autres à la révélation d'une situation qu'on était loin d'imaginer, de même qu'on a subitement un jour la révélation d'un mal profond qui minait insidieusement la santé.

« On n'apprend plus l'histoire à nos enfants ! ». C'est vrai et c'est faux, parce que les réalités sur l'ensemble de la France et sur l'ensemble des cycles scolaires sont très diverses. A s'en tenir à ce diagnostic, il suffirait, pour rétablir la situation, de restaurer l'ordre ancien des choses.

Mais en fait, pour sortir de cet état de langueur, d'autant plus surprenant que le goût du public pour l'histoire n'a jamais été aussi grand et que l'éclat de la recherche et de la production historiques n'a jamais été aussi brillant, il importe de regarder comment il s'est progressivement installé.

(1) Président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie. Agrégé de l'Université, Maître assistant à l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Cette détérioration ne s'est pas faite en un jour. Depuis quinze ans, une série de mesures ont peu à peu asphyxié l'histoire. En ce qui concerne le second degré, l'histoire a été exclue des moyens de rénovation pédagogique mis à la disposition des autres disciplines ; elle a été sacrifiée dans la formation des professeurs de collèges ; elle a été dépréciée dans les résultats scolaires et les examens. Dans le primaire, la nouvelle pédagogie a été si mal réfléchie, si mal préparée et appliquée, que, dans la moitié des classes, l'histoire n'est plus enseignée. Si l'on regarde la chronologie des projets avortés, on peut s'estimer heureux d'avoir évité situation plus désastreuse. La liste en est éloquente, du projet de suppression pure et simple de l'histoire à l'école primaire en 1963, aux premiers projets Haby qui prévoyaient de réduire les horaires de 1/3 et de partager ces horaires réduits avec l'économie — dont l'étude est nécessaire, tout le monde le reconnaît — en introduisant une réforme brouillonne des sciences sociales.

La remise en cause de l'enseignement de l'histoire trouve son explication dans le climat du début des années 60 et de la réforme de 1965 : il s'agissait d'adapter l'enseignement aux exigences d'une société industrielle en construction rapide, de répondre au défi américain, de faire face au manque de cadres et de techniciens. Comment donc limiter une masse croissante de matières à enseigner et des charges financières également croissantes, ne pas surcharger les élèves, assurer une insertion professionnelle difficilement prévisible et une insertion sociale mouvante, intégrer dans la pédagogie les découvertes de la psychologie de l'enfant ? Réduire la part de l'histoire, et de la géographie et de l'instruction civique qui, en France, lui sont fondamentalement liées, représentait à court terme une des solutions aux problèmes précédents, d'autant mieux qu'il s'agissait de privilégier un regard sur les techniques en constante évolution, alors que l'histoire semblait accompagner un humanisme centré sur le passé.

L'enseignement de l'histoire et de la géographie souffrait alors de trois maux : une mémorisation excessive de détails sans intérêt, un encyclopédisme accablant, une pédagogie de la passivité de l'élève (le professeur parle, l'élève « gratte », puis récite). Pourtant, à la fin des années 50, cet enseignement avait amorcé un renouvellement avec l'introduction de l'étude des civilisations et le recours à l'étude des documents. Mais à partir de 1965, le ministère refuse des moyens administratifs et pédagogiques à une discipline tenue pour superflue. Les enseignants qui voulaient rénover — il y en avait, à côté de ceux qui se cramponnaient et se cramponnent toujours au conservatisme pédagogique — se découragent et, passé l'immédiat après-68 avec son sursaut

d'initiatives et son fol espoir de rénovation en profondeur, ont de plus en plus de raisons d'être découragés. Les réformes sont mal préparées, et leur application trop hâtive.

A la différence des expériences physiques, dont les résultats sont généralement vite mesurés, les effets globaux d'une pédagogie ne se révèlent que tardivement. Les bourdes de la foire aux cancre nous faisaient rire hier, nous font rire aujourd'hui et le feront encore demain. Hier, des élèves s'ennuyaient aux cours d'histoire, d'autres étaient passionnés. C'est encore le cas aujourd'hui. Mais les adultes qui, à l'occasion des concours ou dans des travaux d'étudiants, fréquentent les élèves des grandes écoles et tout ce qui constitue l'élite sortie de la machine éducative, découvrent avec surprise les trous béants de la culture historique. Quant aux autres ?... Non pas qu'ils n'aient jamais étudié de l'histoire à un moment ou à un autre, mais toujours en papillonnant dans le désordre, sans avoir les linéaments nécessaires pour ordonner ce qu'ils peuvent avoir appris à l'école, ou hors de l'école par les bandes dessinées, les livres, les émissions télévisées. Or le profit qu'on peut tirer de ces moyens de culture, plus ou moins coûteux, dépend du milieu familial et social. La dégradation de l'enseignement de l'histoire aboutit à une inégalité culturelle profonde et, pour les plus démunis, à un véritable analphabétisme historique.

Si bien que le débat actuel ne se réduit pas à quelques oppositions simplistes : hier on enseignait l'histoire, aujourd'hui on ne l'enseigne plus — nouvelle histoire contre histoire événementielle — histoire nationale ou rejet de l'histoire nationale — pédagogie nouvelle ou pédagogie ancienne — programmes par contenus ou programmes par objectifs. La vraie question est celle-ci : est-il nécessaire d'enseigner l'histoire aux élèves des écoles, collèges, lycées ? Si oui, quelle histoire ? Et comment l'enseigner ? Qui en décidera ?

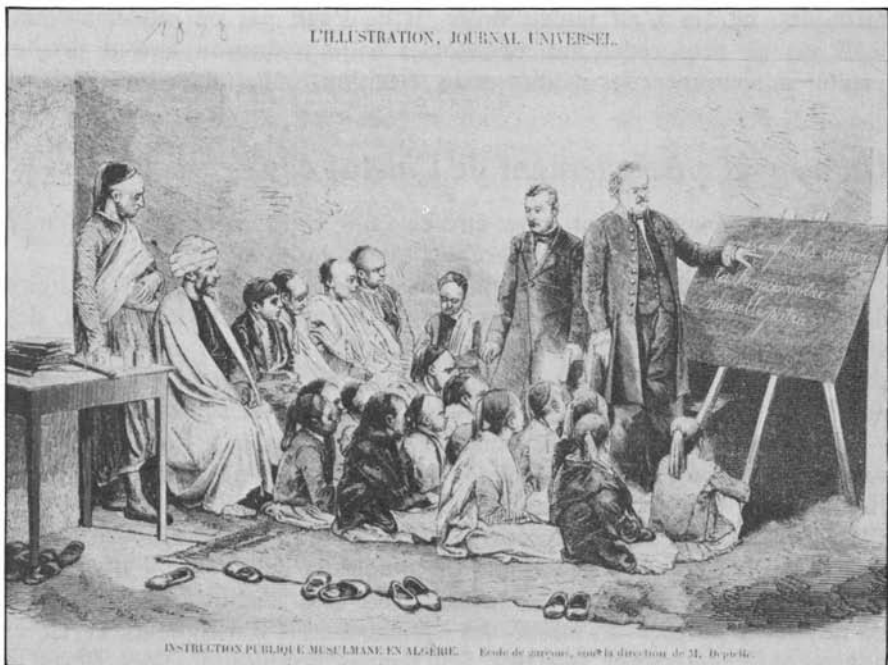
De nouveaux objectifs de formation.

Dans une société tournée vers l'avenir, à quoi bon connaître le passé ? Pour ne pas en être prisonnier ou en être abusé.

Il est vrai qu'on peut manipuler le passé, et qu'en son nom on a pu tout justifier et entretenir les peuples dans des querelles intestines. Mais l'historien est là pour rappeler la totalité des faits, je dis bien tous les faits, dont il recherche inlassablement la trace et la signification. L'histoire se trouve donc indispensable à toutes les constructions des sciences humaines ou économiques. On a assez dit que l'histoire a partie liée avec la formation de l'esprit critique, à condition toutefois que l'historien soit

capable d'exercer cet esprit critique sur son propre discours. L'histoire pourtant n'est pas une école de scepticisme, mais une discipline de la relativité, dégagant les différences et les ressemblances, les nouveautés et les permanences : par exemple, sur deux thèmes récemment mis à la mode, la situation sociale de la femme, la peur des pénuries, bois hier, pétrole aujourd'hui.

La connaissance du passé d'un groupe ou d'un peuple est indispensable à qui veut s'intégrer à la culture de ce groupe ou de ce peuple, culture qui s'exprime en une certaine manière de penser, de sentir, d'appréhender l'avenir. Des excès ont été commis avec l'histoire nationaliste, histoire dénaturée au service d'une idéologie sacralisant la nation. L'histoire d'une nation n'a de sens qu'ouverte sur l'histoire universelle et sur l'histoire des groupes qui la constituent. De nos jours, il paraît évident que les enfants de Marseille puissent apprendre à l'école les activités économiques, la vie sociale, de Marseille aux XVII^e et XVIII^e siècles, et non seulement la vie de cour à Versailles ; également évident que, dans les classes où se trouvent des immigrés, les maîtres évoquent des civilisations différentes et leurs contacts avec la nôtre.



L'histoire ne peut plus être un recueil de leçons de morale ou de politique. Mais dès l'école, elle doit fournir un cadre de repères grâce auxquels l'enfant d'aujourd'hui et l'adulte de demain pourra mettre en ordre le tohu-bohu d'informations dispersées que déversent les médias avec leurs références au passé. En outre, parce qu'elle est observation des différences et des ressemblances, l'histoire reste maîtresse de tolérance, ce qui ne signifie nullement complaisance.

Mais l'école ne vise pas seulement à transmettre un stock de connaissances, elle se propose surtout l'apprentissage d'une démarche de l'esprit, qui s'opérera le mieux à la fin de l'adolescence : apprendre à rassembler une documentation, à la trier, à l'interroger, à en tirer des conclusions. Voilà la démarche des pédagogies nouvelles de l'histoire, et c'est aussi celle du travail et de l'observation des adultes aux prises avec l'existence. L'histoire est analyse d'une situation dans le passé, elle est donc une propédeutique à l'analyse d'une situation dans le présent. Projet ambitieux certes, mais que seule l'école peut réaliser, car le goût de l'histoire chez les adultes correspond à un désir de connaître ou de se distraire, non de se former. Aussi ne peut-on se satisfaire d'une solution qui consisterait à éliminer l'histoire de l'école, et à la réserver à l'âge adulte. Projet austère également : l'école doit apprendre des bases, des méthodes, ce qui n'est jamais drôle. Il ne s'agit pas de prôner l'ennui, mais on ne peut céder aux pédagogies de la séduction à tout prix et vouloir concurrencer les médias et la télévision, imbattables sur ce point.

Un nouvel enseignement de l'histoire.

L'enseignement ne peut plus être ce qu'il était, parce qu'ont changé la conception de l'histoire et la place de l'école dans la société.

Les champs de l'histoire se sont considérablement élargis. A l'histoire des grands et des figures marquantes s'est ajoutée celle des masses, des anonymes, du quotidien ; à l'histoire politique celle des économies, des sociétés, des mentalités ; à l'histoire des textes officiels celle des grands nombres. A l'histoire - récit, à l'histoire scientiste s'est substituée l'histoire - problème. Toutes ces transformations doivent passer à l'école, et il est vain de regretter Lavisser et Malet - Isaac qui n'ont pas écrit pour 1980. Il faut donc réorganiser profondément la matière. Mais comment trier ? C'est parce que l'historien pense que le passé a quelque chose à dire pour aider à répondre aux questions d'aujourd'hui, et qu'il questionne ce passé à partir des interrogations et des centres d'intérêt du présent, qu'il pourra élarguer la masse des connaissances. Enseignants et élèves doivent donc interroger le passé : ce fameux « pourquoi » des élèves et

« comment cela s'est-il passé ? ». Le professeur est celui qui tente de répondre aux questions des élèves, comme il est celui qui les aide à formuler des questions qui seraient implicites. Qui se préoccupe encore de la guerre de Crimée, de la kyrielle des journées révolutionnaires, des querelles de familles royales ?... Si les historiens trouvent toujours intérêt à de nombreux événements du passé, il n'en est pas de même pour les élèves et l'ensemble de la nation.

Entre des parties très diverses, l'ajustement sera toujours difficile et précaire. Mais il faudra bien le faire, en se gardant de toute extrémité et en cherchant l'accord le plus large.

L'association des professeurs d'histoire et de géographie réfléchit sur ces questions depuis de nombreuses années. Elle a proposé de reconstruire l'enseignement de l'histoire en l'organisant sur l'ensemble de la scolarité : la scolarité obligatoire, qui touche la totalité d'une génération, le second cycle long qui concerne 40 % des effectifs d'une génération, le second cycle court qui concerne 35 %. Cette reconstruction tient compte des âges de l'enfant, des milieux, des centres d'intérêt nationaux et locaux. Volontairement souple, elle fait la part des connaissances à acquérir et des méthodes de travail et de réflexion. Certaines années, l'accent est mis plus précisément sur l'acquisition de méthodes que sur celle de connaissances.

- de 7 à 9 ans : sensibilisation au passé, à ses traces, à la prise de conscience hier-aujourd'hui en observant l'environnement.
- de 10 à 11 ans : aux cours moyens une histoire de France où l'enfant, à l'âge où la mémoire a d'énormes possibilités, établira des repères fondamentaux dans le temps, à partir des événements-clés et des figures marquantes.
- de 12 à 16 ans, dans les collèges, étalée sur 4 ans, une histoire universelle de l'Antiquité à nos jours, complétant la trame chronologique nationale par les grands événements de l'histoire mondiale, et soulignant les évolutions et les différences de l'histoire des civilisations.
- au-delà, dans le second cycle, une étude du monde contemporain et des civilisations envisagées dans leurs aspects présents et leurs racines lointaines.

L'accord sur le renouvellement de la pédagogie sera facile à réaliser, car celui-ci est largement entamé. On n'enseigne plus, et on n'apprend plus l'histoire comme il y a 30 ans. La parole du maître, qui reste indispensable, n'est plus exclusive. Elle s'insère dans une pédagogie active où, à partir de documents divers, l'élève participe à l'élaboration des connaissances et des questions posées au passé. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les manuels, même mauvais, et surtout l'admirable

documentation mise en œuvre par la Documentation Française et les Centres de Documentation Pédagogique. Mais cette pédagogie est dévoreuse de temps et relativement coûteuse. Elle suppose une révision majeure de la formation des maîtres.

Un enjeu national.

Parce qu'il touche la conscience d'un peuple, l'enseignement de l'histoire est une affaire éminemment politique. Au début de ce siècle, il y a eu un débat, dans les milieux intellectuels et politiques, sur le rôle de cet enseignement. Il n'est pas étonnant, après tant de transformations de la société, qu'il y ait aujourd'hui nécessité d'un nouveau débat. Il n'est pas le lot exclusif des enseignants et des spécialistes, dont l'avis est bien évidemment fondamental. Nous manquons de structures pour accueillir un tel débat, qui se déroule dans des colloques, dans la presse et dans des revues. On peut regretter qu'il n'y ait pas en France un Conseil scientifique et culturel, organisme semblable au Conseil économique et social. Même si celui-ci n'a pas répondu à tous les espoirs de ses fondateurs, il garde le mérite d'offrir un cadre à des débats qui, en définitive, sont du ressort de la représentation de la nation. Les commissions en tous genres, « Truc » ou « Machin », ne sauraient y suppléer.

Aujourd'hui, de la droite à la gauche, un large accord s'est fait pour reconnaître que l'histoire doit retrouver sa place dans la formation des jeunes. Mais il manque la volonté politique d'aboutir. On en reste au niveau du discours. Il s'agit bien de toute autre chose que de protéger des emplois et sauvegarder des horaires. Pour entrer dans l'avenir, faut-il être un amnésique ballotté ? Et si l'école ne donne pas un savoir organisé, qui le donnera ?

La spécialisation industrielle en Europe (1)

Le Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationale (CEPII) vient de réaliser dans le cadre du programme FAST (Commission des Communautés Européennes), une étude sur la **spécialisation industrielle de douze pays européens avant et après 1973** (2).

L'équipe FAST (Forecasting and Assessment in the field of Science and Technology, DG XII, CEE), nous présente ici les principaux résultats de cette étude qui avait notamment pour objectif de dresser un bilan comparatif des différents pays et de dégager des éléments en faveur d'une **stratégie de spécialisation communautaire**.

Ne pas confondre demande internationale et demande mondiale

La spécialisation industrielle signifie qu'une entreprise ou qu'un pays concentre ses efforts sur certains secteurs jugés favorables en délaissant d'autres secteurs jugés moins favorables.

La spécialisation réussie est vitale car ce sont les exportations industrielles qui permettent aux pays européens de payer la facture des importations obligées (énergie, matières premières, produits tropicaux). Sur ce plan, les pays les plus fragiles sont ceux relativement spécialisés dans les secteurs à main-d'œuvre peu qualifiée et par conséquent les plus menacés par la concurrence des PVD et des pays de l'Est.

(1) Réalisée sous la direction de Gérard Lafay, cette étude a été suivie et orientée par Michel Godet, Riccardo Petrella et Olivier Ruysen, DG XII, Programme FAST. Philippe Goybet, DG II. Giovanni Leodari, DG III. Les conclusions de la présente étude n'engagent pas la Commission des Communautés Européennes.

(2) Etude publiée in « *Politique de la science et de la technologie* », série FAST n° 1, EUR 6920. — Office de Publications des Communautés Européennes, Septembre 1980.

A l'inverse, les pays qui se sont spécialisés dans les productions « sophistiquées » dans les secteurs à forte intensité de travail qualifié (1) ainsi que dans les activités centrales qui commandent le dynamisme en profondeur des économies (ordinateurs, machines à produire des machines, télécommunications, R&D, etc..) sont mieux aptes à maîtriser la DIT (Division Internationale du Travail) plutôt qu'à la subir. On définit ainsi **une première mesure de la spécialisation par les conditions d'offre de la demande internationale, c'est-à-dire des échanges.**

Pour l'essentiel, c'est ce critère qui a été utilisé par les services de la Commission dans les études récentes (2). Ce critère, lié aux échanges, mesure finalement la plus ou moins forte concurrence qui existe au niveau de l'offre mondiale.

Cependant la production industrielle doit être envisagée comme un processus dynamique, les produits se comportant comme des êtres vivants qui naissent, croissent puis déclinent avant de disparaître selon « la théorie du cycle des produits » de R. Vernon. On peut mettre en évidence ce phénomène en classant les produits en fonction des taux de croissance plus ou moins rapides de la demande mondiale (catégories progressives et régressives).

Ainsi, un **deuxième critère de spécialisation est celui de la demande mondiale** qu'il faut assimiler à la somme des consommations nationales et ne pas confondre avec la demande internationale, c'est-à-dire, avec les échanges. En effet, même si à un moment donné un pays tire avantage du commerce international, il se peut que l'évolution à moyen et long terme soit défavorable si le pays ne s'adapte pas aux transformations de la demande mondiale. Comme l'a montré le CEPPII, certains produits (textiles) sont régressifs en termes de demande mondiale et progressifs en termes d'échanges et inversement pour d'autres produits, machines agricoles par exemple.

L'emploi de ces deux mesures aboutit à des conclusions complémentaires qui montrent des différences profondes dans la spécialisation des pays industriels les plus avancés.

La demande internationale reflète l'état de la concurrence et donne une mesure de la vulnérabilité de l'offre. La demande mondiale reflète

(1) Le critère « d'intensité en capital humain » défini par B. Balassa mesure la proportion de travail qualifié entrant dans la fabrication du produit, mais à travers cette proportion, c'est indirectement le degré de technicité du processus de production qui est saisi. Les activités les plus faibles en capital humain représentent les deux tiers des exportations des PVD les plus dynamiques.

(2) cf. « L'évolution des structures sectorielles des économies européennes depuis la crise 1973-1978 » DG II/140/2/79-FR.

la progressivité de la demande et fournit des indications sur la rentabilité des productions (1).

En d'autres termes, la situation d'un pays sera d'autant plus favorable qu'il produira et exportera peu de produits « menacés » (c'est-à-dire à demande régressive et à offre vulnérable) mais beaucoup de produits « porteurs » (à demande progressive et à offre limitée) et importera beaucoup de produits menacés et peu de produits porteurs.

Concrètement, l'approche stratégique proposée par le CEPII entend s'appuyer à la fois sur les conditions d'offre et les perspectives de demande : « Il s'agit de déceler la phase pendant laquelle un produit donné est en forte croissance, afin de le produire au moment opportun avant que le marché ne soit encombré par la multiplication du nombre de producteurs » (2), ce qui signifie que les investissements et les efforts de R&D doivent porter sur les domaines encore en germes aujourd'hui mais qui seront progressifs demain (bio-industrie, robotique, bureautique...).

La division internationale du travail n'est pas une fatalité

L'étude du CEPII montre clairement que si la spécialisation industrielle est vitale, la nature de la division internationale du travail (DIT) n'a rien d'inéluctable. En clair, un pays n'a pas nécessairement intérêt à s'engager dans les productions qui incorporent principalement le facteur qu'il détient en abondance et à délaissier les autres productions (approche factorielle). C'est le cas notamment lorsque ces dernières sont les plus rentables tant sur le marché national qu'international, car c'est la rentabilité qui est la condition du développement économique et par conséquent de l'amélioration des dotations de facteurs de production et non l'inverse.

« Une étude récente du CEPII consacrée à la filière textile, a mis en évidence **les mécanismes de remontée de filière**, illustrés par l'exemple de la Corée du Sud : un pays en voie de développement a ainsi intérêt à utiliser le levier de compétitivité qu'il détient en aval (habillement) pour réduire sa dépendance aux stades situés en amont (tissus et fibres) ; il peut dès lors mettre en difficulté les producteurs des économies industrielles pour des activités dont l'intensité capitalistique devrait, à

(1) cf. « *L'Europe en mutation* ». Projet FAST, M. Godet et O. Ruysen, collection « Perspectives Européennes », 1980.

(2) Les passages entre guillemets sont extraits du présent rapport.

priori, les mettre à l'abri de toute concurrence des PVD » (1). Ainsi, la Corée, en remontant la filière textile, a été à l'encontre des lois « naturelles » de la DIT en utilisant la dynamique du marché plutôt que la seule dotation en facteurs.

En clair, la division internationale du travail n'est pas une fatalité ni le fruit du hasard, mais celui de politiques industrielles et financières cohérentes fondées sur l'innovation et des choix judicieux d'investissement et de recherche. Naturellement, dans un rapport de force donné, les acteurs (industriels et financiers..) les plus puissants sont les mieux placés pour orienter ces politiques.

Stratégie de spécialisation : des créneaux aux filières

L'analyse en termes de filières ne condamne pas seulement l'approche strictement factorielle et le libre échange que cette dernière sert trop souvent à justifier, mais également l'approche purement hiérarchique entre secteurs, qui tout aussi déterministe que la précédente conduit plutôt au protectionnisme pour protéger les secteurs considérés comme clefs.

La voie de l'expansion industrielle ne passe pas obligatoirement par le développement initial et massif d'industries (par exemple industries lourdes) qu'il faut protéger de la concurrence étrangère. S'il y a des industries industrialisantes, elles ne sont pas nécessairement situées en amont des processus de production, mais dans les créneaux rentables d'une filière donnée. Rentabilité qui permettra ensuite de remonter ou de descendre la filière. « En effet, une économie nationale n'est pas constituée uniquement de secteurs sur-compétitifs, voués à s'étendre, et de secteurs sous-compétitifs destinés à disparaître : sur un créneau donné, l'acquisition d'une forte compétitivité permet de créer un pôle capable de diffuser des effets d'entraînement tant en amont qu'en aval de la filière sur laquelle il est situé ».

C'est bien dans cette perspective de développement de filières que s'inscrit le rapport présenté par la Commission au Conseil Européen de Dublin qui constate que l'industrie européenne ne couvre que des fractions inégales du marché (30 % du marché mondial en télécommunications, 16 % en informatique et 10 % en composants) (2).

La rentabilité d'un créneau sur une filière permet aussi de changer de filière. « C'est ainsi que le Japon est en train de mettre en place une filière électronique en partant de sa position forte dans l'industrie

(1) « *Les économies industrialisées face à la concurrence du Tiers Monde : le cas de la filière textile* », la Documentation Française, Paris 1978.

(2) « *La société européenne face aux nouvelles technologies de l'information : pour une réponse communautaire* ». — CCE DG III/1619/79 FR.

automobile, devenue grande consommatrice de microprocesseurs et utilisatrice de machines-outils et de robots électroniques ».

De la même manière, l'Europe pourrait peut-être s'appuyer sur ses positions fortes en chimie et en agriculture pour développer certaines filières de la bio-industrie. Mais ceci suppose une concertation entre les pays européens qui devrait s'appuyer sur les axes de développement déjà précisés au plan national notamment en Allemagne, en France et au Royaume-Uni (1).

En résumé, la division internationale du travail n'est pas déterminée en fonction des seuls avantages comparatifs sur le plan des facteurs de production (travail, capital, énergie) mais résulte surtout des bons choix de spécialisation de certains pays sur des créneaux progressifs en termes de demandes mondiale et internationale. « Ainsi, les pays moins bien placés peuvent s'appuyer sur la demande pour progresser car les perspectives de la demande ne se confondent pas avec les conditions de l'offre ». De sorte que les dotations de facteurs ont plus d'incidence sur le choix des techniques de production rentables que sur le choix des produits.

Vers une troisième révolution industrielle

Le CEPII opère une partition entre deux macro-filières : la filière « agrochimique » et la filière « métallique » et montre que depuis la fin des années soixante, et par conséquent avant la crise, on constate un resserrement de l'éventail des taux de croissance de production sur la filière agrochimique et un bouleversement complet sur la filière dite métallique. « Non seulement la césure est particulièrement nette pour de nombreux produits entre 1969 et 1977, mais l'ensemble de la filière est profondément bouleversé. Alors que les produits traditionnels de la mécanique lourde et de la construction électrique sont particulièrement frappés et tombent à un rythme de croissance en volume très faible, qui se répercute en amont sur la sidérurgie-métallurgie, au contraire le matériel de précision et surtout les produits de l'industrie électronique conservent des taux comparables à ceux qu'ils avaient dans les années soixante ». Le CEPII voit à juste titre dans ce résultat les premiers

(1) Cf. en Allemagne, les deux rapports 1974 et 1976 de DECHEMA pour le Bundesministerium für Forschung und Technologie (BMFT) : « *Biotechnologie Eine Studie über Forschung und Entwicklung.* »

En France, rapport au Président de la République de F. Gros, F. Jacob, P. Royer « *Sciences de la vie et société* », Documentation Française, Paris 1979.

Au Royaume-Uni, « *Biotechnology : report of a joint working party, Advisory Council for Applied Research and Development* », London, Her Majesty's Stationery Office, Mars 1980.

signes d'une troisième révolution industrielle fondée sur l'industrie électronique. Ce résultat confirme, si besoin était, le bien fondé des efforts de R&D et de concertation communautaire dans le domaine des technologies de l'information.

En valeur, les bouleversements constatés dans les taux de croissance en volume sont moins nets. Ce qui signifie que les producteurs se sont efforcés de compenser les variations relatives en volume par des hausses de prix.

1970 et 1977 : les divergences s'accroissent.

L'étude du CEP II confirme des tendances déjà révélées par des études antérieures sur la question, à savoir : la spécialisation de plus en plus favorable du Japon, la dégradation de la position des Etats-Unis et le maintien d'une situation globalement bonne de la CEE.

Ce dernier résultat cache en réalité une profonde disparité et même un clivage croissant entre deux catégories de pays européens. D'un côté, **les pays de mieux en mieux spécialisés** : l'Allemagne qui semble cependant vivre sur sa lancée, les Pays-Bas dont l'engagement dans les produits progressifs est notable, la Belgique et le Luxembourg qui connaissent une évolution remarquable sur la filière agrochimique, la France qui fait preuve d'une reconversion d'autant plus dynamique que la situation de départ était très fragile.

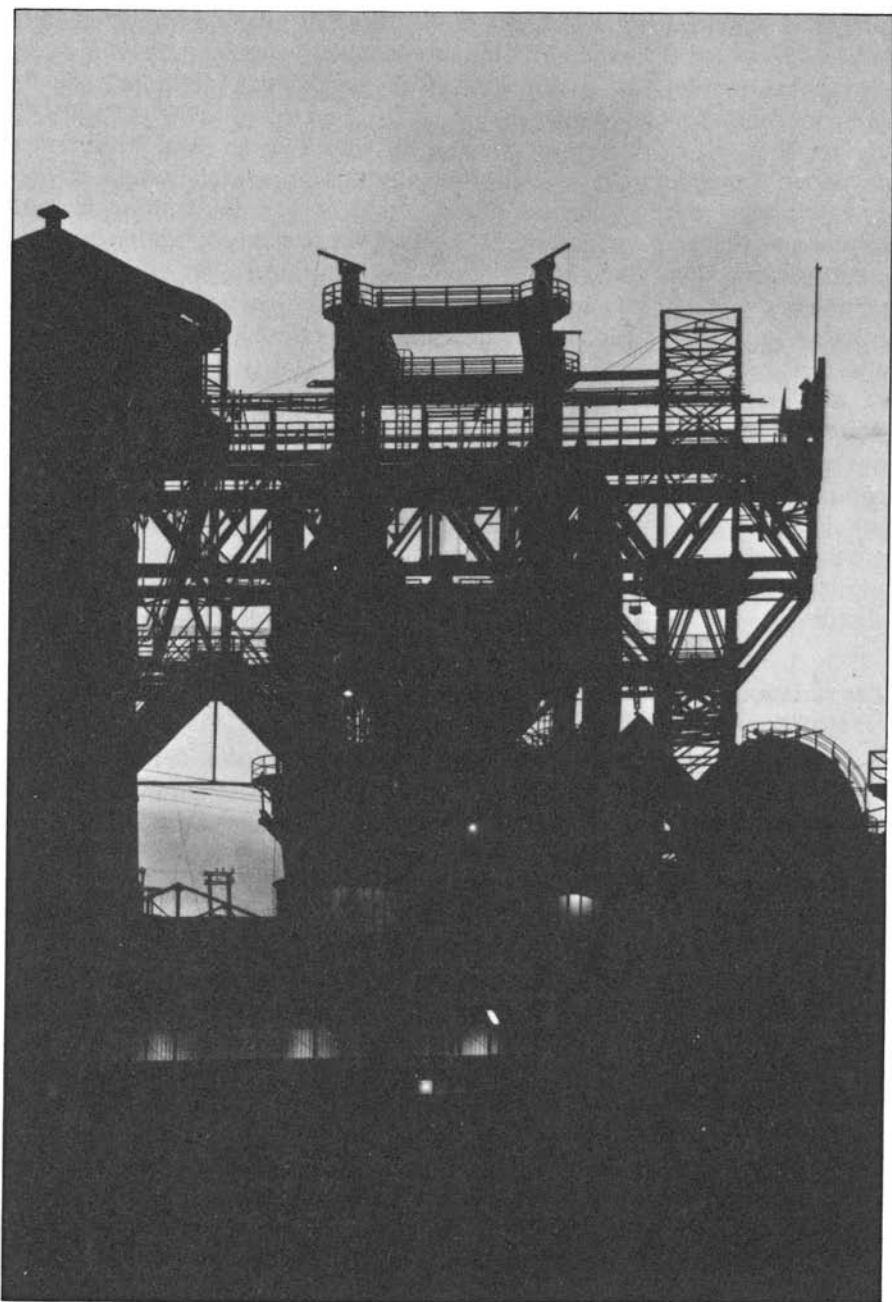
De l'autre, les pays **de moins en moins bien spécialisés** : le Royaume-Uni où seule la chimie fait exception, l'Italie et l'Irlande qui font pourtant preuve de dynamisme sur certains secteurs, et le Danemark où l'industrie alimentaire demeure prédominante.

Parmi les pays candidats à l'adhésion, seule l'Espagne améliore sa position, tandis que la Grèce encore au premier stade d'industrialisation, et le Portugal où la stratégie industrielle est peu cohérente, connaissent une évolution défavorable.

Ce clivage entre pays reflète sans nul doute des disparités encore plus profondes entre régions. On notera, par ailleurs, l'étroite corrélation entre spécialisation et effort de R&D (d'un côté, l'Allemagne assure à elle seule 37 % des dépenses de R&D, de l'autre l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, la Grèce et le Portugal n'accroîtraient le potentiel de R&D que de 2 %).

En résumé, les plus forts semblent de plus en plus forts, et les plus faibles de plus en plus faibles. Ainsi, **non seulement la spécialisation industrielle des pays européens est inégale mais elle l'est de plus en plus.**

Sans prétendre que l'Allemagne et le Japon constituent des modèles d'industrialisation, il faut reconnaître que leur réussite économique et leur



puissance commerciale résultent d'une stratégie de spécialisation très habile, consistant à abandonner les productions les moins rentables et les plus concurrencées, et à développer les productions de pointe où la demande mondiale croît fortement.

Dès lors, il n'est pas surprenant de constater un lien étroit entre puissance économique et spécialisation industrielle : spécialisation intense et habile rime avec croissance élevée, excédent des paiements extérieurs et monnaie forte. Remarquons au passage un des cercles vertueux de la spécialisation dont la réussite finit par entraîner des réévaluations monétaires qui, à leur tour, peuvent activer la spécialisation dans les créneaux porteurs et forcer à abandonner les productions relativement les plus menacées par la compétition internationale.

A l'inverse, des pays peu ou mal spécialisés comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, ne peuvent maintenir leur compétitivité extérieure que par le recours à une politique de dévaluations successives. Ainsi, la contrainte d'ajustement et de redéploiement industriel pèse plus lourdement sur les pays les moins aptes à la supporter, et ce ne sont pas des mesures de politique conjoncturelle qui permettront de retrouver une meilleure cohésion communautaire. Un recours à la solidarité active s'impose.

Les variations des taux de change ne s'expliquent que partiellement par les écarts entre les rythmes d'inflation entre pays.

Le CEP II montre clairement que les variations des taux de change résultent de l'action combinée des écarts relatifs d'inflation et des conditions structurelles d'équilibre des balances de paiement, c'est-à-dire notamment de la plus ou moins bonne spécialisation.

A l'appui de sa démonstration il relève que de 1958 à 1977 le Deutsche Mark s'est apprécié de près de 75 % en moyenne par rapport à l'ensemble des autres monnaies européennes alors que le rythme d'inflation a été de 36,6 % plus faible que la moyenne communautaire. Un écart important, presque la moitié, reste non expliqué par les différences d'inflation. Il s'agit d'un écart structurel qui peut être assimilé à l'appréciation réelle du pouvoir d'achat international (européen) du Mark allemand. Cet écart correspond en fin de compte à l'appréciation réelle du Deutsche Mark par rapport aux autres monnaies, c'est-à-dire à un « taux de change déflaté ».

L'importance de cet écart structurel est telle que par exemple, les Pays-Bas ont vu entre 1958 et 1977 leur taux de change s'apprécier de 49,2 % alors que l'inflation dans ce pays a été dans la même période de 6 % supérieure à la moyenne communautaire. En d'autres termes,

l'appréciation réelle du pouvoir d'achat international du Florin a largement dépassé les 50 % entre 1958 et 1977.

Cet écart, lié aux échanges puisqu'il résulte des conditions concrètes d'excédent ou de déficit des balances de paiement, reflète notamment la plus ou moins bonne spécialisation industrielle. Il n'est donc pas surprenant que cet écart soit positif pour les pays les mieux spécialisés (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) et négatif pour les pays les moins bien spécialisés (Irlande, Italie, Grande-Bretagne) ainsi que pour les pays candidats à l'adhésion.

Ainsi « les stratégies de spécialisation dans les industries manufacturières jouent toujours un rôle crucial, de sorte qu'une meilleure cohésion de l'Europe passe par le progrès des pays les moins bien adaptés à la concurrence internationale ».

Dans ces conditions, on peut légitimement se demander si le Système Monétaire Européen ne risque pas de mettre la charrue avant les bœufs dans la mesure où la relative stabilité des taux de change ne passe pas seulement par une convergence des taux d'inflation au moyen de politiques conjoncturelles, mais aussi par une spécialisation moins inégale entre les pays européens : c'est une politique industrielle communautaire cohérente qui assurera la survie du SME et non l'inverse.

Pour une stratégie de spécialisation communautaire

Le véritable défi industriel pour l'Europe est plus au Nord qu'au Sud. Les politiques de **protection défensive** des secteurs en déclin, si elles sont parfois provisoirement nécessaires, doivent faire place à des politiques de **protection offensive** des secteurs en émergence. De telles protections offensives doivent viser à créer, à l'exemple du Japon et des Etats-Unis, des pôles de compétitivité sur certains créneaux choisis à bon escient le long des filières de production.

Cependant, « dans la stratégie de spécialisation, il ne suffit pas de s'adapter à la demande future, mais il faut aussi tenir compte des atouts des concurrents en étant informés de leurs propres stratégies ». Par conséquent, il faudrait promouvoir l'établissement de circuits européens d'information car « en l'absence d'information solide il est exclu que les entreprises prennent les risques inhérents à une stratégie offensive d'investissement ».

« Concrètement, il s'agirait par exemple de lancer des actions de R&D pour créer des banques de données accessibles à un large public et notamment aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'au reste du monde par l'intermédiaire d'EURONET ». « En effet, l'accès à un ensemble cohérent de données statistiques (économiques, sociales, démo-

graphiques, etc..) et à des modèles de prévision devient un facteur d'efficacité déterminant » (1) pour le choix des politiques à suivre.

Le retour à une croissance de même nature que celle des années soixante paraît improbable, ce qui n'exclut pas, bien au contraire, que l'on connaisse un développement rapide d'une autre nature. Ce nouveau sentier de croissance implique un contenu quantitatif et qualitatif différent de celui que nous avons connu jusqu'ici comme le souligne le CEPII « il n'est pas possible d'assimiler une croissance renouvelée, fondée sur de nouvelles générations de produits, aux évolutions connues dans le passé. Incorporant davantage de « matière grise » que de matières premières, un nouveau type de croissance permettrait de réduire les nuisances industrielles et, en particulier, de trouver des solutions au problème de l'énergie et des autres ressources naturelles. A la limite, c'est la mesure même de la croissance en volume du Produit Intérieur Brut qui serait à repenser, car la comptabilité nationale — conçue principalement en fonction des biens matériels — n'est guère adaptée à la prise en compte de produits nouveaux qui se situent à la frontière entre les biens et les services ».

Ainsi, il ne faut pas rechercher pour demain la croissance d'hier, mais une croissance renouvelée, fondée sur des choix technologiques appropriés à la diversité et à la spécificité des contraintes et des aspirations des Européens.

En résumé, on retiendra de cette étude que la division internationale du travail n'est pas une fatalité et qu'elle dépend plus de la stratégie de spécialisation, c'est-à-dire des choix des acteurs industriels que des avantages comparatifs sur le plan des facteurs de production (capital, travail).

A ce titre, l'étude CEPII montre clairement que s'il y a des industries industrialisantes, elles ne sont pas nécessairement situées en amont des filières de production mais sur des créneaux choisis en fonction de leur rentabilité (offre peu vulnérable et demande progressive).

Par ailleurs, dans la mesure où la relative stabilité des taux de change ne passe pas seulement par une convergence des taux d'inflation, mais aussi par une spécialisation industrielle moins inégale entre pays européens, la survie du SME passe notamment par une politique industrielle communautaire. D'où la nécessité d'opérer aujourd'hui des choix judicieux d'investissement, de recherche et de développement dans les secteurs progressifs de demain.

(1) « La société européenne face aux nouvelles technologies de l'information : pour une réponse communautaire ». — CCE DG III/1619/79 FR.

On ne finit pas d'apprendre (1)

Rapport au Club de Rome
J. Botkin, M. Elmandjra, M. Malitza

... L'humanité est entrée dans une époque de dualités contrastées à l'extrême. Alors qu'une ère de progrès scientifique et technologique nous a dotés de savoirs et de pouvoirs sans équivalents dans l'histoire, nous assistons à l'apparition soudaine d'une « problématique mondiale » — un immense enchevêtrement de problèmes qui se dressent devant nous avec une complexité tout inattendue dans des secteurs tels que l'énergie, la démographie et l'alimentation. Et il nous est donné de contempler tout à la fois la perspective d'un épanouissement humain sans précédent et celle d'une catastrophe finale. Ce qui arrivera effectivement dépend cependant d'un autre facteur capital, et même décisif : la compréhension et l'action humaines..

... Après dix ans de discussion des grands problèmes du monde, voici venir de petits signes d'un déplacement des débats. La plupart de ceux qui participent au jeu de construction des modèles à l'échelle du monde et aux grandes conférences mondiales ont bien senti qu'un élément essentiel manquait dans les dialogues. Un souci prépondérant de l'aspect matériel de la problématique mondiale limitait leur portée et leur efficacité. Aujourd'hui une préoccupation nouvelle se fait jour, celle de replacer l'homme au centre des questions mondiales. Il s'agirait de dépasser l'attitude consistant à considérer les questions planétaires en tant que manifestations de problèmes physiques dans le système de maintien de la vie, en commençant à reconnaître le rôle primordial du côté humain de ces questions. Ce côté humain de la problématique mondiale, ce que l'on appelle **l'élément humain**, recouvre à la fois les problèmes

(1) A paraître chez Pergamon Press France en Octobre 1980.

nés des faiblesses humaines et les possibilités créées par le potentiel humain. Diriger l'attention sur cet élément humain est aujourd'hui une nécessité tout aussi impérative que le fut la nécessité, urgente il y a quelques années, de débattre des limites physiques ou extérieures d'un monde fini...

... Le modèle classique d'*apprentissage conservateur/apprentissage par le choc* n'est pas suffisant pour faire face à la complexité dans sa dimension planétaire (...) La question essentielle qui se pose dans cette optique est celle-ci : l'humanité peut-elle apprendre à tenir les rênes de son propre destin, ou sont-ce les événements et les crises qui décideront de la condition humaine ?

... Le but principal de ce rapport est de susciter un débat sur l'apprentissage et l'avenir de l'humanité, axé sur le concept de l'apprentissage innovateur et sur ses caractéristiques majeures...

... Un aspect capital de l'apprentissage innovateur est **l'anticipation**, qui se définit de la façon la plus nette par opposition à l'adaptation. Alors que l'adaptation évoque l'idée d'une réaction d'ajustement à une pression extérieure, l'anticipation suppose une orientation qui prépare au changement éventuel et qui envisage des formules nouvelles dans le long terme. L'apprentissage par anticipation prépare les gens à utiliser des techniques telles que la prévision, la simulation, les scénarios et les modèles. Il les encourage à étudier les tendances, à élaborer des plans, à évaluer les conséquences futures et les effets néfastes que peuvent avoir à titre secondaire les décisions prises sur l'instant, et à reconnaître en quoi des actions locales, nationales et régionales s'inscrivent dans une dimension mondiale. Son but est de protéger la société contre les traumatismes de l'apprentissage par le choc. Il met l'accent sur le temps futur au lieu de n'employer que le passé. Il fait appel à l'imagination mais s'appuie sur les faits concrets. Lorsque la dégradation progressive de l'environnement physique ou social n'émeut pas ceux qui devraient s'en inquiéter, on peut dire que l'anticipation fait défaut ou que l'importance relative qu'elle mérite ne lui est pas accordée. Le fait d'anticiper consiste essentiellement à sélectionner des événements souhaitables et à diriger le travail dans leur direction, à prévenir et à éviter les événements indésirables ou susceptibles de tourner à la catastrophe et à ouvrir des voies nouvelles. Grâce à l'apprentissage par anticipation, l'avenir entre chez nous comme un ami et non comme un voleur.

Une autre caractéristique primaire de l'apprentissage innovateur est **la participation**. Une des tendances les plus chargées de sens de notre époque est la demande quasi universelle de participation. Cette demande se fait sentir sur le plan international aussi bien que sur les plans

national, régional et local. Les États nationaux, surtout (mais pas exclusivement) ceux du Tiers monde, demandent à participer sur une base équitable aux décisions mondiales qui les touchent, notamment en ce qui concerne les politiques relatives aux questions planétaires. Partout dans le monde, des groupes de tous genres affirment leur identité et refusent une position marginale ou un statut subordonné par rapport aux centres de pouvoir. Les populations rurales souhaitent jouir des mêmes moyens matériels que les citadins ; les travailleurs des usines demandent à participer à leur gestion ; les étudiants et les enseignants exigent d'avoir voix au chapitre dans l'élaboration des grandes orientations de l'enseignement ; les femmes revendiquent l'égalité avec les hommes. Cet âge est celui des *droits* mais, il faut le souligner, ce n'est pas encore l'âge des *responsabilités*. La participation efficace tendra forcément à se présenter comme une trame serrée de droits que l'on revendique et d'obligations que l'on offre d'assumer.

Pour que la participation puisse être efficace, il faudra absolument que les détenteurs du pouvoir ne fassent pas obstacle à l'apprentissage innovateur. La participation est quelque chose de plus que le partage formel de la prise de décision ; c'est une attitude caractérisée par la coopération, le dialogue et l'empathie. Elle suppose non seulement que la communication reste ouverte, mais aussi que l'on mette sans cesse à l'épreuve les règles d'actions et les valeurs en conservant celles qui sont appropriées et en abandonnant celles qui sont devenues inopérantes.

Ni l'anticipation ni la participation ne sont en elles-mêmes des concepts nouveaux. Ce qui est nouveau et capital pour l'apprentissage innovateur, c'est la volonté de les allier. L'apprentissage innovateur périlite quand l'une ou l'autre est absente. En l'absence de participation, par exemple, l'anticipation devient souvent sans objet. Il ne suffit pas que seules les élites, ou seuls ceux qui prennent les décisions, fassent preuve d'anticipation, quand la solution d'une question mondiale exige l'appui général d'une certaine masse critique de gens. Et la participation sans anticipation peut agir à contresens ou être mal orientée, et aboutir à la paralysie (lorsque des forces d'opposition empêchent toute action pour résoudre une question) ou à l'action inverse (lorsque des conséquences négatives inattendues déclenchent une réaction subite)...

futur-informations

Octobre 1980

Bulletin d'information sur les principales activités des centres de prospective et sur les idées et faits porteurs d'avenir, réalisé par le service d'information de l'Association Internationale Futuribles (responsable : Carole Médrinal), 55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 222-63-10

Les nouvelles de la prospective

Global Futures Network

A la suite de la Première Conférence Globale sur le Futur qui s'est tenue à Toronto du 20 au 25 juillet dernier (voir *Futuribles* n° 36), un réseau appelé « Global Futures Network » a été créé afin de sensibiliser le monde à la nécessité d'une coopération globale en matière de recherche prospective et pour favoriser l'élaboration de futurs alternatifs. Le premier programme du réseau, établi pour 5 ans, comporte les objectifs suivants :

- Créer et animer une « Galaxie » de pionniers qui inventeront en permanence des futurs globaux alternatifs.
- Préparer la seconde Conférence

Globale sur le Futur qui doit se tenir à Bombay (Inde) en 1984.

- Créer un Prix, le « Global Futures Award », destiné à récompenser les « Futurontologues », nouveau nom faisant référence à la science fondamentale qui consiste à découvrir et développer les nouvelles connaissances sur le futur.
- Publier un « Global Futures Digest » - synthèse des matériaux prospectifs pertinents, publiés par les divers organismes de recherches.
- Réaliser et publier un sondage régulier sur l'opinion publique face au futur.

Renseignements : *Global Futures Network*.
Mol - 1 Yonge Street, Toronto - Ontario
MJE 1E6, Canada.

SITEF 1981 (Toulouse)

Le Salon International des Techniques et Énergies du Futur (SITEF), organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse, se déroulera du 20 au 25 octobre 1981 au Parc des Expositions de Toulouse.

Lancé dans le cadre du Plan de Développement du Grand Sud-Ouest, il a pour but de promouvoir l'ensemble des capacités et potentialités des trois régions qui le composent.

Treize domaines ont été retenus qui peuvent être considérés comme des vecteurs porteurs, décisifs pour l'industrie du futur. Il s'agit de l'énergie, l'aéronautique, le spatial, les communications-transport, l'informatique, l'électronique, la mécanique, les industries de transformation, les matériaux, l'ingénierie, la biologie, le médical, l'agro-alimentaire et l'agro-industrie, l'habitat et le cadre de vie. Pour chacun de ces domaines, des groupes de travail ont été mis en place.

Renseignements : CCIT. 2, rue d'Alsace-Lorraine. B.P. 1506 - 31002 - Toulouse Cédex. Tél. : 25.21.00.

Dynamique des systèmes (Paris)

L'AFCEC organise à Paris, du 6 au 8 novembre 1980, la 6^e Conférence Internationale de Dynamique des Systèmes.

L'ambition de cette conférence est de faire apprécier l'utilité et la portée de la dynamique des systèmes comme méthode efficace d'a-

nalyse du changement, et d'en présenter les développements les plus récents, comme par exemple, ceux qui s'inspirent de la « théorie des catastrophes ».

Huit sessions se dérouleront sur les thèmes suivants : enseignement et applications, management industriel, économie spatiale, économie et finance, médecine et biologie, théorie des catastrophes, méthodologie, applications sociales.

Le professeur J.W. Forrester, auteur du modèle mondial utilisé pour l'élaboration du premier rapport du Club de Rome, fera également une conférence sur l'analyse de l'inflation et du chômage dans l'économie américaine. Il fera état des résultats issus de l'utilisation d'un modèle de simulation sur lequel travaille son équipe du Massachusetts Institute of Technology (MIT) depuis 1974.

Renseignements : AFCET. 156, boulevard Péreire 75017 - Paris Tél. : 766.24.19.

Redistribution du travail (Londres)

Une association anglaise « Turning Point » organise le samedi 22 novembre 1980 à Londres, une journée d'étude sur « la redistribution du travail ».

Parmi les thèmes abordés : « Reconcevoir le travail », « Travail rémunéré, travail non rémunéré », « Créer une nouvelle organisation du travail », « Initiatives pour l'avenir ».

Les participants poursuivant des activités, ou travaillant sur des

projets concernant le problème de la distribution ou de la création de travail, seront amenés à présenter et à discuter leurs expériences.

Renseignements : Turning Point, Spring Cottage, 9 New Road - Ironbridge, Salop TF8 7AU. Grande-Bretagne - Tél. : (095.245) 2224.

Coopératives (Moscou)

Le 27^e congrès sur « les coopératives en l'an 2000 » se tiendra à Moscou du 13 au 16 octobre 1980.

Renseignements : International Cooperative Alliance, 11, Upper Grosvenor Street - London W1X9 PA - Grande-Bretagne.

Environnement (France)

A l'initiative du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie se dérouleront les 9, 10, 11 décembre 1980 à Paris les III^e Assises Internationales de l'Environnement.

Au cours de chaque journée, des communications seront présentées par des praticiens de l'Environnement sur l'état actuel des sciences et des techniques et leur mise en œuvre.

Parallèlement et dans le cadre de ces Assises se réunira pour la première fois un symposium scientifique destiné à faire le point sur l'évolution des connaissances dans le domaine de l'environnement. Quarante pays y seront représentés par plus de mille chercheurs.

Programme de travail

Mardi 9 décembre 1980

« L'homme face à l'environnement »

- environnement et santé
- économie de l'environnement et des ressources naturelles
- environnement et sciences sociales

Mercredi 10 décembre 1980

« Agriculture, Nature, Environnement »

- le patrimoine génétique naturel
- la préservation des sols
- les paysages et la gestion des espaces naturels

Jeudi 11 décembre 1980

« Les nouvelles frontières de la technologie »

- la pollution des milieux physiques (air, eau, sol)
- la biologie au service de l'environnement
- les grands cycles naturels

Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (secrétariat général) : 164, rue de Javel, 75015 Paris - Tél. : 554.97.08.

Pouvoir, styles de vie et ordre mondial (New-Dehli)

La « World Future Studies Federation » organise en collaboration avec l'Indian Council of Social Science Research, une conférence à New Delhi du 24 au 28 novembre 1980, sur le thème « pouvoir, styles de vie et ordre mondial » (voir *Futuribles* n° 35).

Renseignements : WFSF secrétariat - Casella Postale 6203. Roma Prati. Italie. tél : (6) 87.25.29.

Actualités prospectives : idées et faits porteurs d'avenir

Mégalopoles

Un récent rapport des Nations-Unies souligne qu'en l'an 2000, la moitié de l'humanité habitera dans des agglomérations dont certaines seront de gigantesques bidonvilles. La population des grandes villes (plus de 5 millions d'habitants) est passée de 50 millions en 1950 à plus de 250 millions en 1980. Elle s'élèverait en l'an 2000, c'est-à-dire dans 20 ans, à 650 millions. Sur les 15 plus grandes villes de l'an 2000, 12 appartiendront à des pays du

Tiers-Monde, Mexico devenant la plus grosse mégalopole avec 31 millions d'habitants. Une telle tendance est grosse de menaces, tant l'approvisionnement alimentaire et énergétique des villes d'une telle taille pose des problèmes d'une complexité extrême. Sans compter l'espace dévoré. Les spécialistes n'entrevoient de solution pour le Tiers Monde que dans l'investissement agricole afin de fixer les populations rurales.

Le Point, septembre 1980.

Quand Paris ne sera plus cité

Estimation des Nations unies pour 1980 et l'an 2000 (en millions)



* Agglomérations qui ne figureront plus dans les quinze premières en l'an 2000
 ** Les nouvelles venues en l'an 2000.

Menace de pénurie alimentaire

Selon les récentes informations de la FAO, l'approvisionnement en produits vivriers s'est détérioré d'une manière très dangereuse dans de nombreux pays du monde. Selon le directeur de la FAO, si la communauté internationale n'arrive pas à mobiliser une aide alimentaire rapide et efficace, quelques 29 pays dans le monde, dont la plupart sont africains, connaîtront une période de famine effroyable.

Développement et Coopération n° 4/1980.

Droit de mourir

La Conférence internationale sur l'euthanasie volontaire et le suicide qui s'est tenue à l'University College d'Oxford du 11 au 14 septembre 1980, a débattu du « droit de mourir dans la dignité ». Cette conférence, qui a réuni 20 associations de 15 pays différents, a vu la création d'une Fédération mondiale des associations pour le droit de mourir.

Les problèmes posés par le flux d'immigrants aux USA

L'arrivée massive de Cubains aux USA depuis plusieurs semaines a ramené l'attention sur le problème trop longtemps négligé des conséquences de l'immigration aux USA. On estime à 1,4 million le nombre d'immigrants qui entreraient aux États-Unis en 1980 au lieu des 400 000 attendus habituellement dans le cadre de la loi.

Si les USA n'arrivent pas à adopter

une politique applicable, les tensions d'ordre économique et social qu'entraîne cette immigration pourraient aboutir à des conflits assez aigus, mettant en péril un équilibre social déjà fragile :

— conflits entre race : menace pour les conquêtes économiques et sociales acquises par les Noirs par exemple ;

— conflits entre classes : les syndicalistes mettent au compte des étrangers sans papier, prêts à accepter n'importe quel travail, la réapparition de certains « bagnes industriels ».

Certains se demandent cependant, s'il ne faut pas tenir compte de la nécessité d'adopter une politique intégrant les besoins des USA à long terme. En effet, à partir de 1982 et pour 15 années environ, il y aura chaque année moins de jeunes à venir sur le marché du travail.

Il est à noter par ailleurs, que parmi ces immigrants, les Latino-Américains représentent un flux considérable. Selon les projections des démographes, vers 1990, ils constitueront la minorité la plus importante des USA. Vers l'an 2000, les Latino-Américains pourraient se trouver en majorité dans trois ou quatre États américains.

Source : Business Week, 23 juin 1980 - Newsweek, 7 juillet 1980 - The Futurist, août 1980.

Innovation sociale et patronat

Le Codese (Comité patronal pour le développement social et écono-

mique de l'entreprise) vient de publier un rapport intitulé « *L'amélioration des conditions de vie dans l'entreprise* ».

Véritable panorama des expériences menées pour améliorer les conditions de vie au travail, ce document recense 12 000 innovations sociales. Le CNPF, pour sa part, a choisi le thème de l'innovation sociale pour ses prochaines assises nationales, fin octobre.

Recherche (France)

« *Données économiques sur les dépenses militaires* », brochure publiée par le Ministère de la Défense Nationale, montre que l'État consacre 39 % de l'effort national de recherche à des fins militaires. Pour 1980, la recherche militaire qui représente 11 016,6 millions de francs se répartie ainsi : 27 % pour l'électronique ; 21,8 % pour les engins et les missiles, 20 % pour le nucléaire, 15,7 % pour les matériels terrestres et armes navales ; 15,5 % pour l'aéronautique.

Canada : Horizon 2051

Le Conseil économique du Canada a publié une série de projections relatives à l'évolution de la population et de la main-d'œuvre canadienne d'ici 2051.

Cette étude « *Population et main-d'œuvre au Canada. Projections 1976-2051* » analyse l'évolution passée des taux de fécondité, de

mortalité et de migration et étudie les effets des variations enregistrées sur la taille et la croissance de la population et sur sa répartition par tranche d'âge.

Des projections couvrant une large gamme d'hypothèses différentes (importantes découvertes de la médecine ou mise au point d'un remède contre le cancer qui permettraient d'abaisser sensiblement les taux de mortalité...) sont formulées et les effets de chacune sur la croissance démographique examinés.

« *Population et main-d'œuvre au Canada. Projections 1976-2051* ». — Denton, F.T., Feaver C.H., Spencer B.G. — Conseil économique du Canada, Box 527, Ottawa, Ontario, KIP 5V6 - Canada.

L'avion solaire a volé

C'est en juin dernier que le premier avion entièrement propulsé par l'énergie solaire a volé en Californie.

Modeste exploit puisque cet avion n'a volé qu'à 3,6 mètres d'altitude et à la vitesse de 24 km/heure. Cet appareil fonctionne à l'aide de piles photovoltaïques et de quatre panneaux solaires.

Plusieurs obstacles existent encore pour que l'on parle d'un avenir pour ce type d'avion : le coût des cellules photovoltaïques très élevé, la faiblesse du taux de conversion (rapport entre la quantité d'énergie reçue du soleil et celle effectivement restituée sous forme électrique) : pas plus de 15 %.

futuribles

Réunions Octobre - Novembre

15 Octobre, 18 heures : « **On ne finit pas d'apprendre** »

Conférence-débat avec Mahdi ELMANDJRA, Mircea MALITZA et Aurelio PECCEI, à l'occasion de la sortie du dernier rapport du Club de Rome (Ed. Pergamon Press France). Cette conférence sera suivie d'un cocktail à 19 heures.

20 Octobre, 17 h 30 - 19 h 30 : « **Le mouvement écologique est-il porteur d'un projet de société ?** »

Table-ronde introduite par Brice LALONDE (Amis de la Terre).

22 - 25 Octobre : IV^e Colloque Européen de Prospective :

« **Développement Culturel, Modes de Vie et Projets de Société en Europe de l'Ouest** » (Arc-et-Senans).

28 Octobre, 17 h 30 : « **Actualités Prospectives** »

Repérage des faits et des idées porteurs d'avenir dans l'actualité de Septembre.

26 Novembre, 9 h 30 - 18 h 30 : « **Évolution des modes de vie : Attitudes et aspirations des Français** ».

Séminaire organisé par *Futuribles* avec la participation de MM. Babeau (CREDOC), Cathelat (EUROCOM CCA/HAVAS), Lautman (CNRS), Lebart (CREDOC), Mendras (C.N.R.S.), de Vulpian (COFREMCA).

Pour tous renseignements et inscription s'adresser à Futuribles : 55, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél. : 222-63-10.

Analyses critiques

TOFFLER, Alvin. — *La troisième vague*. — Paris, Ed. Denoël, 1980 — 623 p

Comment vivront nos sociétés après le passage de la troisième vague, celle qui a commencé de déferler à la fin des années 1960 et bouleverse les conditions de production, d'échange, de vie familiale et sociale ? Quels sont les éléments de rupture par rapport à notre monde, façonné par la 2^e vague, celle de l'industrialisation ?

Réponse en 579 pages touffues mais inspirées : demain ressemblerait presque à hier ; la société d'aujourd'hui forme une sorte de puzzle dont les pièces sont opérantes chacune à sa place mais seront inutilisables, pour la plupart, dans le puzzle de demain.

La description de la cohérence des sociétés industrielles contemporaines est intéressante par la variété des domaines « décortiqués » sous l'angle de leur efficience au regard du seul système de production industrielle.

Sans doute savait-on déjà que les infrastructures déterminent les superstructures. Cependant Toffler démontre habilement que la « Technologie über alles » a non seulement déterminé la standardisation des produits, la centralisation des procédures et des chemins de fer et l'organisation de l'espace, en concevant les prisons, les hôpitaux et les usines comme les gares et les écoles, mais également notre conception du temps : la ponctualité, indispensable à l'organisation de la production industrielle est apparue au moment où commençaient à proliférer horloges et montres, où naissait le découpage du globe en fuseaux horaires. La sélection des élites, le système politique représentatif, l'affirmation des Etats-nations, la colonisation, la vie de famille, la course au quantitatif sont, eux aussi, passés au spectre de la cohérence avec un mode d'organisation économique parfaitement daté. Ils seront chacun jugés coupables de n'avoir pour seul mérite que d'être compatibles avec la production industrielle. Jusqu'à notre idéologie qui rétrospectivement apparaîtra, selon Toffler, « entachée de provincialisme et d'autosatisfaction ».

L'outil clé de ce mode de production est le marché dont la généralisation a séparé systématiquement le producteur du consommateur c'est-à-dire bien souvent l'homme, devenu opérationnel et efficace, de la femme, restée subjective.

Le caractère inéluctable du passage de la 3^e vague, on serait tenté d'écrire du 3^e cyclone, n'est pas démontré par une recherche « classique » des facteurs de causalité. L'auteur procède à un recensement de multiples forces de changement et relève dans chacun des domaines, les indices des premières transformations qu'opèrent ces forces.

Pour la plupart, ces mutations ont déjà été relevées par divers livres ou articles et analysées dans *Futuribles*. Leur juxtaposition crée un ouvrage original car une synthèse nouvelle se dessine autour des lignes de force de cette société.

Le style du livre est celui qu'il prête à l'ère nouvelle : non spécialisé, synthétique dans la mesure où il intègre une foultitude d'éléments. Sa faiblesse réside dans le nombre des redites, le caractère superficiel de certaines affirmations, le style de vulgarisation de lectures compilées ; malgré ces défauts, l'ambition du propos, l'opposition dialectique entre les trois vagues rendent le livre intéressant et la 3^e vague sympathique.

Il était une fois une société « massifiée » : production de masse, éducation de masse, loisir de masse, culture de masse... qui céda le pas à une société éclatée, segmentée, personnalisée. Le règne du « sur mesure » après celui du « prêt à porter ». Le temps des experts, maîtres dans leur étroite discipline, balayé par celui de la polyvalence, la stricte répartition des rôles et la coupure vie personnelle/vie professionnelle caducs devant le héros pluridimensionnel. Le monde de l'uniformité remplacé par celui de la diversité.

Faut-il caractériser ce nouvel ordre par des notions « négatives » mettant l'accent sur la rupture par rapport à la période de 2^e vague : démassification, morcellement, fractionnement ou au contraire des termes « positifs » caractérisant ce nouvel équilibre sans l'opposer au précédent, en le plaçant sous le signe de la diversité et des différences ?

L'ouvrage souligne les oppositions entre la société actuelle et celle du futur par une multitude de thèmes et d'exemples.

L'énergie en provenance de sources fossiles non renouvelables sera remplacée par celle de sources diversifiées, dispersées et renouvelables parmi lesquelles la géothermie, le solaire, l'éolienne connaissent leurs premières applications. Les nouveaux paris technologiques permettront, grâce aux microprocesseurs baptisés « puces », le règne de l'électronique, bouleversant ainsi les contraintes de production. L'exemple des « tétés de souris » du secteur chimique illustre le passage de la production de masse aux séries limitées. Le couple ordinateur/laser appliqué à l'industrie du vêtement permet d'entrevoir une production automatisée d'articles différenciés, adaptés aux mensurations et aux goûts de chaque consommateur : le « sur mesure » sans la couturière.

Ces productions seront conçues à partir de « bureaux sans paperasse » ni secrétaire, mais pourvus de machines à traitement de textes et d'informations.

Le papier, sans lequel aucune organisation contemporaine ne semble pouvoir fonctionner, sera relégué au rayon des articles obsolètes dès que l'information circulera par impulsions électroniques. Le facteur et sa sacoche remplacés par les fibres optiques...

Dans le domaine de l'information, la multiplication des stations de radio, le ciblage des magazines, le succès des citizenband, témoignent déjà de la rupture avec l'information de masse, verticale et identique pour tous. L'« individu » en sera le paroxysme : les images seront alors émises pour un seul individu. Grâce aux modes nouveaux de télécommunications la circulation des informations pourra épargner celle des hommes : les transports domicile/bureau remplacés par une liaison informatique, ce qui permettra d'effectuer l'essentiel de son travail chez soi et de n'aller à son bureau que pour les réunions (il y en aura sans doute moins qu'aujourd'hui)... et pour les pots.

L'impact sur le temps de travail, la participation à la vie collective, sur la vie des couples et des familles, d'une remise en cause aussi radicale de nos modes de vie, est difficile à cerner. Une de ses conséquences sera de renouveler profondément le concept de « chômage » lié, selon Toffler, à une organisation de production type 2^e vague avec rupture totale entre vie professionnelle et vie tout court.

Cette rupture précisément sera gommée par la renaissance du « prosommateur » : cet ancêtre qui consommait ce qu'il avait produit lui-même, pratique désormais le « self care » lorsqu'il se soucie de sa santé en renonçant à sa « malbouffe » plutôt qu'en consultant son médecin, le « cross counseling » lorsqu'il prend l'avis de ses pairs ex-drogés, homosexuels, parents de jumeaux... plutôt que celui des psy, la « self-maintenance » lorsqu'il répare son lave-vaisselle renonçant à faire venir le spécialiste qui ne viendra plus et le « do-it-yourself » lorsqu'il construit sa maison ou même sa voiture...

Ce nouveau style de vie sera-t-il celui du temps libéré alors que l'omniprésence du marché coïncidait avec celui du temps en miettes ? Vraisemblable paradoxe.

Les moteurs de ces temps nouveaux sont-ils les hausses du prix des matières premières, des prix des services ? Voilà typiquement une question « 2^e vague ». La nouvelle causalité développée par Toffler n'est plus linéaire ni analytique. C'est une approche synthétique intégrant pour un même phénomène plusieurs variables explicatives ainsi que leurs interactions réciproques.

Ces temps nouveaux ont leurs éclaireurs : les technorebelles, les antitout, les écolos... Tous ceux qui jettent un regard critique sur notre technologie et l'organisation de notre production sont, consciemment ou non, les agents de 3^e vague, petits bonshommes verts transformant notre planète. Leurs revendications provoquent une démocratisation du processus de décision technologique, leurs expérimentations s'appuient souvent sur des techniques sophistiquées.

Les nouvelles recherches sur le temps, en sociologie comme en médecine annoncent la « désynchronisation » dont les premiers symptômes à l'échelle de l'organisation sociale sont les fast foods, permettant de grignoter à toute heure, et les distributeurs automatiques de monnaie accessibles à toute heure du jour et de la nuit, contrairement aux guichets de banque.

L'organisation du temps est éclatée comme les styles de vie, les formes d'urbanisation et le consensus.

Le dialogue social ne pourra plus se faire entre partis politiques figés, si toutefois il s'opère encore ainsi. Des solidarités éphémères, les « single issue groups » se créeront autour d'un problème et devront se confronter avec d'autres. Des institutions d'ores et déjà bloquées par la quantité et le rythme des décisions à prendre sauront-elles s'adapter ?

La conclusion de Toffler est optimiste : les forces de changement libéreront l'individu et une nouvelle société à l'échelle humaine... Discours bien connu.

Mais les obstacles en termes de « pouvoir acquis » de la part des élites de toutes sortes n'ont pas été analysés. Une nouvelle organisation sociale appellera à la barre, ou plutôt aux multiples gouvernails, des hommes et des femmes d'un profil nouveau. La transition pourra-t-elle s'effectuer sans douleur ? Toutes les élites n'ont pas la sagesse du Guépard, Don Fabrice prince de Salina renonçant à représenter la Sicile au Sénat du jeune royaume d'Italie : il se considérait après 25 siècles de noblesse sicilienne, représentant d'une vieille classe. Il conseilla de nommer Don Calogero, ce nouveau riche auquel tout l'opposait, mais qu'il savait plus représentatif de la Sicile de l'avenir.

Simone Harari.

« Vieillir demain ». — Rapport du groupe « Prospective personnes âgées » du Plan. — La Documentation Française, mars 1980, 270 p.

Le rapport « vieillir demain », c'est bien sûr d'abord un regard sur la vieillesse d'aujourd'hui, une vieillesse à qui jamais par le passé on a

offre tant de services et des revenus aussi élevés mais une vieillesse mise à charge et mise en marge, une vieillesse fardeau que l'aggravation prévisible de la situation financière des régimes de retraite et la détérioration également prévisible de la structure par âge plongent dans l'inquiétude.

Cette crainte de l'avenir est également partagée par les auteurs du rapport. Ils s'en défendent pourtant et la dissimulent du mieux possible, imaginant à cette fin pour demain (2000) un projet de société fort attrayant, se laissant aller à une prospective qui n'en est pas une et faisant du souci de ne pas dramatiser une idée fixe.

Le problème de la vieillesse est aujourd'hui dominé par une ambiguïté, le rapport « vieillir demain » l'est tout autant.

Un projet de société attrayant

Là leçon du passé créant un devoir d'imagination, les auteurs s'essaient à un exercice de prospective à long terme qui, parmi tous les futurs imaginables, leur apparaît comme le plus souhaitable. Dans une société qui « a cassé ses modèles » et dans laquelle « le cours de la vie n'est pas rompu », chacun peut choisir sa vieillesse. Disposant de ressources suffisantes versées par la collectivité, moins handicapé physiquement que par le passé du fait de conditions de travail, d'une hygiène de vie et d'une prévention sanitaire améliorées (tous ces facteurs conjugués produisant le plus spectaculaire des progrès sociaux : un alignement vers le haut des espérances de vie au début du XX^e siècle), vivant dans un monde plus accueillant pour les retraités où le droit au travail a été reconquis, le droit au repos assuré et la vieillesse redécouverte, chacun peut désormais choisir parmi plusieurs modèles de vie et vivre « une vieillesse non retirée ».

Une prospective qui n'en est pas une

Dans une telle société où les personnes âgées sont mieux portantes, moins dépendantes socialement et plus longtemps autonomes — « moins à charge, donc moins en marge et réciproquement » —, le coût d'entretien de la vieillesse est moins élevé pour l'économie. C'est une évidence.

Il en est une autre : le saut entre le futur souhaitable et la situation présente est considérable. On a quelque peine à imaginer les revirements sociaux nécessaires pour que s'accomplisse une telle transition. Les auteurs nous apportent une aide précieuse, qui nous disent que la société ne peut plus se payer le luxe de fabriquer des oisifs exclus de 55 ans, que « pour la vieillesse, tout se joue en amont » et que donc, outre la rénovation et la solidification du système de retraite, il nous faut

développer d'autres modes de passage de la vie active à l'inactivité, favoriser l'intégration sociale des personnes âgées et adapter la société au vieillissement.

Ils n'œuvrent pas pour autant en prospectivistes lorsqu'ils évacuent, sous prétexte qu'elle est lancinante et qu'elle hante les Français, la question du « comment, dans l'avenir, les actifs pourront-ils payer pour les retraités de demain, c'est-à-dire pour les actifs d'aujourd'hui ? ». Certes, ils conviennent que leur schéma est improbable sans maîtrise de l'économie mais, soit qu'ils les ignorent, soit qu'ils refusent de se prononcer, ils taisent les moyens de maîtriser celle-ci. Certes, ils affirment que « ce qui est nécessaire est possible », mais ils attisent le scepticisme du lecteur en lui laissant imaginer ce que devra être l'effort contributif à venir des actifs, pour que la société idéale de demain puisse voir le jour alors même que le financement actuel de la fonction vieillesse connaît et connaîtra des difficultés sans précédent.

Une idée fixe

S'il est une émanation du Plan, le groupe de travail auquel on doit le rapport « Vieillir demain » n'avait pas pour charge la préparation du VIII^e Plan (contrairement à ce que pourrait d'ailleurs laisser croire la couverture du rapport). Sa réflexion prospective relève d'un horizon plus lointain que l'échéance de 1985. Elle est le fait de personnes préoccupées du sort futur des générations âgées, conscientes qu'en dépit des efforts louables entrepris pour améliorer le sort et la place des anciens, beaucoup reste encore à accomplir, mais conscientes également que l'accélération prévisible du vieillissement démographique à compter de 2005-2010, limite très sérieusement le champ des actions possibles en faveur des chenus d'aujourd'hui et de demain. D'où, cette idée force qui confine à l'idée fixe : ne pas dramatiser le vieillissement démographique et ses effets.

Nous souscrivons pleinement au point de vue des auteurs lorsqu'ils soutiennent que la crise de l'emploi, les mesures législatives, au demeurant nécessaires, adoptées depuis une dizaine d'années pour améliorer la protection contre le risque de vieillesse, la montée en charge d'un système de retraite entièrement remodelé ou la tendance irréfléchie à l'abaissement de l'âge de cessation d'activité ont davantage contribué que le vieillissement démographique aux difficultés actuelles des caisses de retraite. Par contre, nous refusons de suivre ces mêmes auteurs lorsque, par souci de dédramatisation, ils entendent prouver qu'il en sera de même dans l'avenir en minimisant le rôle futur du vieillissement démographique.

De ce point de vue en effet, leur démonstration des conséquences financières limitées du vieillissement par rapport aux conséquences d'autres facteurs, sociaux par exemple, n'est pas exempte de critiques.

D'une part, les projections des dépenses de vieillesse en pourcentage du PIB s'arrêtent en 2020, c'est à dire à un moment où le vieillissement démographique ne fera qu'amorcer sa reprise après la pause des années précédant 2005-2010. Or, selon toute vraisemblance, les résultats auraient été très sensiblement différents si l'on avait retenu l'horizon de 2050, horizon par ailleurs plus justifié compte tenu qu'en 1980 l'espérance de vie à la naissance avoisine ou dépasse 70 ans.

D'autre part, qu'en est-il des conséquences financières d'un déclin éventuel du dynamisme d'une population caractérisée par une proportion toujours croissante d'individus âgés ? Sous prétexte qu'une population peut rajeunir, les auteurs refusent toute analogie entre le vieillissement de l'être vivant et celui d'une population, oubliant de la sorte que le vieillissement démographique est un phénomène désormais séculaire et que le rajeunissement (qui supposerait une croissance démographique infinie) n'est plus guère qu'une hypothèse d'école.

Enfin, lorsqu'ils étudient, à titre d'exemple, l'effet de l'évolution de la structure par âge sur les dépenses de santé par tête, non seulement ils n'envisagent que l'horizon 2020, mais encore ils utilisent une structure de la consommation médicale par âge de 1970, oubliant de la sorte que depuis cette date les habitudes de consommation, notamment pour tout ce qui touche à la santé ont bien évolué.

Nous n'aurons pas l'outrecuidance d'imputer à la fonction vieillesse les coûts d'une éventuelle volonté nationale de limiter l'ampleur du vieillissement par une reprise modérée de la fécondité, ce qui ne serait pourtant qu'un juste retour des choses puisqu'actuellement les excédents des caisses d'allocations familiales contribuent pour partie au financement des pensions de retraite.

Lorsqu'ils tirent parti du vieillissement démographique pour stigmatiser la garantie de ressources, l'abaissement de fait de l'âge de cessation d'activité et d'autres errements de la politique actuelle, tels la sous-médicalisation des personnes âgées dans la vie courante, leur sur-médicalisation en milieu hospitalier, le défaut de coordination entre les services sociaux et l'action hospitalière ou le dépérissement des zones rurales, errements qui ont tous en commun d'accroître les coûts de la vieillesse, les auteurs manifestent leur inquiétude. Nous aurons garde cependant de leur reprocher de dramatiser.

Alain Parant

Comptes rendus

- **LORENZI, J.H., PASTRE, J., TOLEDANO, J.** — *La crise du XX^e siècle.* — Paris, Economica, 1980. — 387 p.

Ce livre doit être lu et apprécié au second degré. Si l'on s'en tient aux commentaires de couverture ou des critiques, les idées annoncées n'ont rien de vraiment sensationnel.

Peu nous importe, en effet, que la crise de 1929 soit une crise du XIX^e siècle.

L'on est à peine plus surpris d'apprendre que les prélèvements étatiques, le développement du tertiaire, la saturation des marchés classiques, l'épuisement des gains de productivité ont joué un rôle important dans la crise actuelle.

La valeur du livre tient dans la rigueur et la richesse de la démonstration. La distinction opérée, dès le premier chapitre, entre les logiques d'accumulation du capital et les modes de répartition, est extrêmement féconde. En substituant à l'indicateur communément reconnu du taux de profit, ceux de surplus et de répartition, elle remet d'abord en cause les hypothèses centrales de tous les modèles macroéconomiques. Elle permet surtout de comprendre comment une dynamique d'accumulation intensive bien gérée pouvait permettre d'échapper à la crise.

On regrettera sans doute que cette démonstration soit enfouie dans 400 pages écrites dans le plus pur style universitaire, et qu'il soit aussi difficile au lecteur de mettre bout à bout les six équations fondamentales de la théorie. On se consolera en goutant, au fil des pages, la qualité et la densité de l'information.

Au total, et parce qu'il ouvre une brèche entre l'attentisme marxiste et le repli néolibéral, « la crise du XX^e siècle » est livre très utile.

Jean Haentjens

- **BROWN, L.** — *Les énergies renouvelables, techniques d'utilisation dans le tiers monde rural* — Paris, Masson, 1980.

Les communications d'experts rassemblées dans ce recueil fournissent des informations précieuses sur des exemples comme : l'hydroélectricité en Chine, l'énergie éolienne en Inde, l'utilisation de la forêt au Ghana, le système agricole népalais, le programme d'indépendance énergétique brésilienne...

Elles montrent aussi toute la finesse de réflexion impliquée dans la notion de technologie appropriée.

Les choix techniques y sont toujours étroitement imbriqués aux systèmes agricoles et sociaux locaux.

L'on y apprend, par exemple, pourquoi les appareils de cuisson solaire se sont peu développés, et comment l'installation d'un biodigesteur modifierait la structure sociale d'un village népalais...

A signaler, en outre, un historique inédit et passionnant des machines hydrauliques de Rome à nos jours.

J.H.

- **DRISS, Mustapha.** — *Pour vaincre le chômage.* — Paris, Ed. Entente, 1980. — 132 p.

Qu'est-ce que le sous-développement ? C'est la première question que se pose l'économiste tunisien Mustapha Driss. Pour cet homme, chef d'entreprise de métier, le problème des pays sous-développés consiste moins en une insuffisance de capitaux ou de ressources naturelles que dans leur manque de préparation à produire à des prix compétitifs. Ce qui explique que grâce à leur compétitivité, les pays industrialisés aient pu accaparer les marchés des pays sous-développés, réduisant ceux-ci à la pauvreté et à un sous-emploi massif et structurel. A cet égard, les voies du dialogue Nord-Sud ou de la CNUCED peuvent sans doute apparaître comme des impasses : s'il est vrai que l'industrialisation du Tiers-Monde est conditionnée par la compétitivité, et que celle-ci reste par ailleurs pour une large part le privilège des pays avancés, les gouvernements de ces derniers ne sauraient valoriser la

promotion industrielle du Tiers-Monde sans exposer leurs propres pays à des bouleversements profonds.

Cette analyse s'accompagne en second lieu d'un diagnostic du chômage dans les pays industrialisés. La compétitivité est ici encore perçue comme la cause fondamentale du chômage ainsi que des problèmes monétaires. L'optique est cependant différente, la notion de compétitivité recouvrant essentiellement la contrainte extérieure née de l'internationalisation croissante des échanges. D'où la mise en évidence des inconvénients majeurs représentés par un système de libre-échange, qui trouve ses limites dans la transmission internationale des phénomènes inflationnistes. La productivité ne peut dès lors demeurer le déterminant essentiel de la compétitivité, et le niveau de l'emploi s'en trouve profondément affecté.

Si l'on connaît d'autre part les dangers réels d'un retour au protectionnisme, il convient de développer une nouvelle théorie des échanges conciliant les avantages du commerce international avec l'impératif de plein-emploi. La notion de « nouvel ordre économique mondial » pourrait ainsi recouvrir deux réalités distinctes : au sein des pays industrialisés, le maître mot serait l'équilibre des échanges au niveau de chaque pays, lui-même commandé par une nouvelle liaison internationale du travail ; les pays « sous développés », quant à eux, s'ils doivent se garder d'un modèle d'union économique spécifique du type CEE, pourraient en revanche développer un système de marchés commun « à la carte », distincts les uns des autres selon les secteurs et les pays, en conservant ici encore la règle de l'équilibre des échanges avec les associés.

Même s'il pêche parfois par un certain optimisme, M. Driss réussit à formuler en moins de 140 pages un certain nombre de diagnostics particulièrement clairvoyants, et ceci donne un style étonnamment clair et concis.

Igor Bové

• **BONNEFOUS, Edouard, BLANC, Jacques.** — *A la recherche des milliards perdus.* — Paris, P.U.F., 1980. — 143 p.

En dépit du titre de l'ouvrage, les auteurs ne se limitent pas à dresser la liste des dépenses improductives et des erreurs de gestion qui alourdissent indûment les finances publiques depuis la fin de la guerre, mais proposent également dans une seconde partie un certain nombre de réformes d'ensemble.

Pour E. Bonnefous et J. Blanc, l'augmentation spectaculaire des charges publiques, engendrant une rigidité croissante du budget de l'Etat du fait de l'importance des situations acquises (transferts de revenus, financement des dépenses d'équipement), s'est accompagnée d'une multiplication des dépenses improductives, dont certaines ont été fréquemment dénoncées (abattoirs de la Villette, Concorde, Plan Calcul, etc), les autres restant parfois mal connues car elles deviennent non rentables de par leur mode de financement, voire leur conception initiale : aide aux pays en voie de développement, programme nucléaire, sidérurgie, etc...

Ces erreurs, parfois systématiques, engendrent ainsi un coût considérable, dont les auteurs se proposent de rappeler les principales caractéristiques : pertes des entreprises publiques nécessitant des concours accrus de l'Etat, poids des charges sociales, plus fortes en France que chez ses principaux partenaires ; prolifération des organismes et des services ne répondant pas à des besoins réels ; accroissement des déficits budgétaires et de la Sécurité Sociale. Il s'agit donc de dénoncer tant les erreurs de prévision ou de gestion que l'absence de rigueur ou encore les vices structurels du système.

Face à cette situation, un certain nombre de réformes indispensables doivent être envisagées. La première est de grande ampleur, puisque les auteurs préconisent le respect de la règle de l'équilibre budgétaire. Selon eux, les déficits constatés depuis 1975, sont extrêmement nuisibles car ils favorisent l'inflation et l'endettement de l'Etat, sans pour autant revêtir, une efficacité maximale, notamment au regard de l'emploi.

D'autre part, l'introduction de plus de rigueur dans la gestion des deniers publics, au niveau politique, financier ou économique, devrait logiquement permettre de réaliser des économies appréciables.

Enfin, il est évident que l'on se doit d'éviter en cette matière de céder à la facilité. Ainsi, l'aide de l'Etat doit-elle être avant tout sélective, et financée de façon plus rationnelle

(réduction de l'importance du secteur public sur le marché financier, limitation de l'augmentation de la pression fiscale, renforcement du contrôle de la Cour des Comptes).

I.B.

- **Revue Tiers Monde. — L'Economie Mondiale en 1980 — Vers l'éclatement du système centre-périphérie. — Sous la direction de Moïses IKONICOFF. — Janvier-Mars 1980.**

Sept ans après le premier choc pétrolier, l'économie mondiale n'est toujours pas sortie de la crise. Celle d'aujourd'hui apparaît par maints côtés plus profonde encore. Le véritable cri d'alarme que vient de lancer la Banque Mondiale, dans son troisième rapport annuel sur le développement confirme les analyses les plus pessimistes. Le monde en développement n'est pas prêt de se sortir du cercle aigu du mal développement, de la misère et de la dépendance. Or pendant ce temps de nouveaux mécanismes se mettent en place. C'est à les éclairer et les décrire que s'est attachée cette équipe de spécialistes réunie sous l'égide de la revue Tiers Monde. On assiste incontestablement à un processus d'unification de l'espace, opéré par les grandes firmes et les banques multinationales (CA. Michalet). L'élimination des barrières douanières, les mécanismes de la sous traitance internationale, l'organisation d'un système financier mondial off shore, la création de « zones franches » constituent les éléments de cette nouvelle économie mondiale. Ni l'emploi, ni la balance commerciale des pays développés ne sont affectés par cette redistribution spatiale des activités (Y. Berthelot). Si pour J. Attali « le système dépassa sa crise tout en déplaçant son centre » A. Emmanuel et S. Amin contestent l'effacement du schéma centre-périphérie. Pour C. Furtado le contrôle des quatre éléments fondamentaux du pouvoir : les finances, les marchés, les ressources non renouvelables et la main d'œuvre sont l'enjeu d'une confrontation entre les multinationales et les Etats en développement pour l'accès au contrôle du facteur privilégié qu'est la créativité technologique.

Gerbe d'analyses et de réflexions, ce numéro est une lecture particulièrement riche et stimulante.

Eugène Berg

ESPRIT

Septembre 1980

LA MÉMOIRE D'AUSCHWITZ

Pierre VIDAL-NAQUET : Réponse à Faurisson et à quelques autres.

Pitch BLOCH : *Zyklon B.*

Ioav TIAR : *Crise de la diaspora française.*

Wladimir RABI : *Elie Wiesel, un homme, une œuvre, un public.*

Alex DERCZANSKI : *Comprendre Wiesel.*

CONTROVERSE SUR LE CAMBODGE

entre Serge THION et Paul THIBAUD

Jean ROUSSELOT : *Poèmes.*

Alfred SIMON : *L'arbre à palabres.*

CHRONIQUES

Gaston BORDET : *Les Lip, de l'utopie à la réalité.*

Francis GUIBAL : *Religion d'adultes (Emmanuel Lévinas).*

Fernande SCHULMANN : *La correspondance de Roger Martin du Gard.*

Jean-François CLÉMENT : *Écritures arabes.*

Ce numéro, 192 pages : France 25 F, Autres pays 26 F.

	France		Autres pays	
	6 mois	1 an	6 mois	1 an
Abonnement	120 F	220 F	130 F	240 F
Ordinaire	165 F	300 F	165 F	300 F
Soutien	96 F	176 F	104 F	192 F
Etudiants				

ESPRIT — 19, rue Jacob, 75006 Paris — CCP Paris 1154-51

Vient de paraître

- BIZEC, René-François (présenté par). — *La Recherche sur les énergies nouvelles*. — Paris, Ed. du Seuil/La Recherche, 1980. — 332p.
- BRANDT, Willy (sous la présidence de). — *Nord-Sud : un programme de survie. Rapport de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international*. — Paris, Ed. Gallimard, 1980. — 536 p.
- CHERKAOUI, Abdelmalek. — *Indicateurs socio-économiques du Maroc. Une mesure qualitative du niveau de développement*. — Casablanca, Ed. Schoff, 1980. — 429 p.
- DAUDET, Yves, BIZEC, René-François (sous la direction de). — *Un code de conduite pour le transfert de technologie*. — Paris, Ed. Economica, 1980. — 217 p.
- GEORGE, Pierre. — *Sociétés en mutation*. — Paris, PUF, 1980. — 124 p. (Coll. Que sais-je ?)
- JONES, Thomas E. — *Options for the future. A comparative analysis of policy-oriented forecasts*. — New York, Praeger, 1980. — 348 p.
- LEIF, Joseph. — *Où va l'école ?* — Paris, PUF, 1980. — 186 p.
- O.C.D.E. — *Changement technique et politique économique*. — Paris, O.C.D.E., 1980. — 133 p. (Tableaux et Annexes).
- RIFKIN, Jeremy. — *Entropy*. — New York, The Viking Press, 1980. — 305 p.
- STANDKE, Klaus-Heinrich. — *Science, Technology and Society. Needs, Challenges and Limitations*. — Oxford, Pergamon Press, 1980. — 624 p.
- VALASKAKIS, Kimon. — *Le Québec et son destin international*. — Montréal, les quinze, 1980. — 141 p.
- VALENTIN, François. — *Une politique de défense pour la France*. — Paris, Ed. Calmann-Lévy, 1980. — 207 p.
- VUILLAUME, Paul (sous la direction de). — *Réduire les inégalités : jusqu'où ?*. — Paris, Entreprise Moderne d'Édition, 1980. — 172 p.
- WORLD FUTURE SOCIETY. — *Through the '80s. Thinking globally, acting locally*. — Washington, World Future Society, 1980. — 431 p.
- WRIGGINS, W. Howard, ADLER-KARLSSON, Gunnar. — *Le dialogue Nord-Sud et la réduction des inégalités*. — Paris, Ed. Economica, 1980. — 152p.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris

NOM PRÉNOM

ORGANISATION (ou PROFESSION)

ADRESSE

..... TÉLÉPHONE

Vous prie d'enregistrer abonnement(s) à la revue FUTURIBLES

au prix unitaire annuel de :

France : F.F. 230,—, Etranger : F.F. 250,—

à partir du : 1^{er} janvier 19

1^{er} juillet 19

- Tarif bienfaiteur : F.F. 500,— ou plus.
- Envoi par avion sur demande : port en sus.

RÈGLEMENT (*razer les mentions inutiles*) :

- ci-joint par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de FUTURIBLES ;
- par virement bancaire (Crédit Lyonnais X 424, 205, bd Saint-Germain, 75007 Paris, compte n° 6171 Y) ou postal (PARIS 18 856-35 J) ;
- sur envoi d'une facture.

DATE

SIGNATURE :

* Cocher la case correspondante.

P.S. — Des conditions spéciales sont réservées aux membres de l'Association Internationale Futuribles (renseignements sur demande).

Parmi les derniers articles parus

revue futuribles

numéro

Michel ALBERT <i>Les perspectives à long terme du VIII^e Plan</i>	35
Jacques ATTALI <i>Structure, ordre et économie-monde</i>	35
Philippe CHARTIER <i>La biomasse</i>	30
André DANZIN <i>Technologie et société</i>	32
Jean-Pierre DUPUY <i>Bien-être et autonomie</i>	29
Emilio FONTELA <i>L'Europe : perspectives 1985-1990</i>	24
Jay GERSHUNY <i>L'économie informelle</i>	35
Françoise GIROUD <i>L'avenir du travail</i>	20
Claude GUILLEMIN <i>Géopolitique des ressources</i>	30
Carter HENDERSON <i>Le phénomène de la frugalité</i>	33
Stanley HOFFMANN <i>Etats-Unis : recherche d'une politique</i>	32
Philippe d'IRIBARNE <i>Quel avenir pour la société de consommation</i>	28
Patrick LAGADEC <i>Le défi du risque technologique majeur</i>	26
Jacques LESOURNE <i>Gérer l'imprévisible</i>	34
Hian LEY <i>Perspectives pétrolières de la Chine</i>	32
Philippe L'HARDY, Alain TROGNON <i>Tendances de la consommation des ménages en France</i>	30
Cesare MARCHETTI <i>Energie et agriculture</i>	19
Jean MATOUK <i>Les voies de la croissance explosive</i>	25
Agnès PITROU <i>La fin de la famille ?</i>	32
Ignacy SACHS <i>La crise actuelle et les structures de consommation</i>	30
Jean SAINT-GEOURS <i>Le potentiel technologique d'économie d'énergie</i>	33
Alexandre SANGUINETTI <i>L'Europe irrésolue</i>	23
Masahiro SAKAMOTO <i>Le Japon vers le XXI^e siècle</i>	29
Gérard TARDY <i>L'industrie en Europe</i>	34
Robert TOULEMON <i>La comptabilité du patrimoine naturel</i>	33
Jean-Michel VIEILLARD <i>L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale</i>	33
Peter WILES <i>Conséquences économiques de l'affaire afghane</i>	25
Francis WASSERMAN <i>Bases et banques de données</i>	25

Hugues de Jouvenel	3	<i>Sur l'évolution des mentalités</i>
Bureau du Premier Ministre Japonais	15	<i>Les jeunes dans le monde</i>
Bernard Cathelat	36	<i>Jeunesse : vers un style de vie bipolaire ?</i>
Gilbert-François Caty	51	<i>Les Européens et leurs enfants</i>
Ana-Maria Sandi	57	<i>Les mathématiques à l'école : bilan et perspectives</i>
Jean Peyrot	66	<i>L'histoire en question</i>

Forum

FAST, Commission des Communautés Euro- péennes	73	<i>La spécialisation industrielle en Europe</i>
James Botkin, Madhi Elmandjra, Mircéa Malitza	83	<i>« On ne finit pas d'apprendre ». (Bonnes feuilles)</i>

Futur-informations

86	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
89	<i>Les actualités prospectives</i>

Bibliographie

93	<i>Analyses critiques</i>
100	<i>Comptes rendus</i>
103	<i>Vient de paraître</i>